L'EXPRESS

5 AVRIL 1957. — N° 302. 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

LE MÉTIER DE MINISTRE
Le document qui bouleverse Washington

LE MÉTIER D'ÉCRIVAIN
Un entretien avec François MAURIAC

LE MÉTIER DE REINE
Un portait d'Elizabeth

ELIZABETH II.
« Dieu vous garde, gentille Reine. »
(Shakespeare. All's well that ends well.)

CETTE SEMAINE :

LES AFFAIRES POLITIQUES. — Une race dangereuse a dominé la semaine: les idéalistes dont Maurice Duverger montre qu'ils sont aussi les seuls réalistes. — C'est autour de l'un d'eux, un nommé Bollardière, que le Conseil des ministres s'est battu pendant plus de deux heures. Derrière ce nom un homme et un visage qu'il faut connaître. — Le ministre de la Défense Nationale reçoit une lettre d'un autre idéaliste. — Il en expédie un troisième à Fresnes. Mais celui-là était suspect de naissance. — A qui faire confiance d'ailleurs quand des socialistes, vieux ou jeunes, deviennent leurs complices ? Quelques « réalistes » se sont quand même manifestés sur les Champs-Elysées. — Au fond du décor l'Algérie : « A quoi sert-elle ? » se demande Raymond Aron. Et Bourguiba : « Comment la sauver ? » — A Washington un livre a fait explosion : M. Foster Dulles a reçu quelques éclats. — Un syndicaliste américain n'a pas su expliquer pourquoi on lui faisait des cadeaux de Noël le 22 juin ; il ira en prison. — M. Macmillan, que Vicky ne lâche plus d'un trait, a un vieux problème à résoudre : la quadrature du cercle. — Un petit David italien fait face aux Goliath américains du pétrole. — Nasser se montre exigeant. Faut-il et peut-on boycotter son canal ? La réponse est à Washington.

FRANÇOIS MAURIAC. — C'est l'un des plus beaux textes de François Mauriac que nous avons la joie de publier cette semaine. Gardez-le.

PARIS EN PARLE. — Elizabeth II d'Angleterre honore la France de sa présence. Un journaliste anglais trace, pour nos lecteurs, le portrait de cette royale jeune femme qui n'a pas une goutte de sang anglais dans les veines et dont l'arrivée met le protocole sur les dents, le commerce de luxe en liesse, et les Parisiens aux fenêtres. — Ceux qui auront la faculté de penser à autre chose découvriront deux livres importants, un film émouvant, un texte brillant de Malaparte, et une question angoissante : Y a-t-il vraiment du pétrole au Sahara ? Un horrible détail à la « une » de l'Aurore jette le doute.

(Voir le détail de notre sommaire en page 3.)

Offrez un vison sauvage
MAURICE KOTLER
10, rue La Boétie
Pendant les travaux présentation de la collection au premier étage
PARKING GRATUIT
garage Saint-Augustin, 26, rue Cambacérès

9 HEURES DE TRAVAIL EN 8 EN ÉVITANT LES PERTES DE TEMPS AU TÉLÉPHONE

Le MEMOPHONE vous évite de rechercher ou de vous remémorer ainsi que de composer le numéro du correspondant habituel que vous désirez appeler ; il vous suffit de placer le curseur sur son nom, inscrit sur le tableau de l'appareil, et l'appel se fait tout seul. En cas de « pas libre », l'appel est refait semi-automatiquement. De plus, le Mémophone ne fait jamais de faux numéro. Le Mémophone économise donc votre mémoire, votre temps, vos nerfs, votre argent. Vous serez étonné des services qu'il vous rendra. Son prix, en France, est de 36.000 fr. pose comprise, garantie totale un an.

Documentation X 5 sur demande à S.A.N.E.M., 82, rue Saint-Lazare, Paris (9e). TRI. 61-12.

* * * * *

CENSURÉ

La lettre de « L'EXPRESS »

Mon cher Ministre,

« PERMETTEZ-MOI d'élever une protestation particulièrement énergique contre le fait que le journal « L'Express » ait été saisi en Algérie, alors que dans son édition destinée à l'Afrique du Nord, il avait spontanément pris soin de n'insérer ni « Lieutenant en Algérie », ni un article consacré à l'Algérie.

La Fédération de la Presse a, vous le savez, constamment protesté contre le principe même des saisies, dont elle conteste la légalité et qui portent aux journaux le plus grave préjudice.

Je me permets d'espérer que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour qu'il soit mis fin une fois pour toutes à des pratiques arbitraires qui sont directement contraires à la liberté de la presse. »

CETTE lettre, adressée par le président de la Fédération Nationale de la Presse Française, M. Albert Bayet, au secrétaire d'Etat chargé à l'Information, intervient après trois saisies consécutives de notre journal en Algérie.

Les pouvoirs dont M. le ministre résidant dispose sont tels, en effet, qu'il peut saisir un journal sans avoir à donner ni motif, ni explication, ni justification. Seul juge, il applique au gré de son humeur une loi qui n'est nulle part codifiée, car il n'est dit nulle part ce qui peut ou ne peut pas être écrit en Algérie, car il n'existe nulle part un service qui ait compétence pour censurer préalablement tel ou tel article.

La semaine dernière, l'édition algérienne de « L'Express », largement amputée par nos soins, contenait encore, il est vrai, la lettre du général de Bollardière. Mais cette lettre a été reproduite par plusieurs organes de la presse métropolitaine sans provoquer de représailles.

Comment faut-il donc interpréter cette manifestation du bon plaisir de M. le ministre résidant ? Il ne lui déplaît certes pas de déclencher et d'entretenir une hémorragie financière dont il peut espérer qu'elle finisse par nous réduire soit au silence, soit à la servitude.

L'ancien syndicaliste qui se fit autrefois procureur contre les puissances auxquelles « Le Temps » était secrètement inféodé aura donc renié cela aussi : sa jeunesse d'homme libre.

Mais à brève échéance, il se pourrait que le calcul soit plus cynique encore : empêcher systématiquement la diffusion de « L'Express » en Algérie, c'est persuader l'opinion qu'il contient des textes scandaleux, c'est ameuter un public justement sensibilisé, en faisant simultanément répandre le bruit qu'un flot de mensonges et d'injures contre l'armée s'y déverse. La stupeur de quelques officiers d'Algérie, qui ont réussi à se procurer nos trois derniers numéros pour alimenter leur indignation et la campagne qu'ils croyaient de leur devoir de mener contre notre journal, est, sur ce point, édifiante. L'un d'eux nous avertit loyalement qu'une lettre d'insultes expédiée sans nous avoir lus, sur la foi de commentaires publiés dans la presse locale, doit être tenue pour nulle et non avenue. « Je ne comprends pas, écrit-il... Est-ce qu'ils sont fous ? »

Fou est une hypothèse irrecevable. Si quelqu'un est fou, dans cette affaire, ce n'est pas M. le ministre résidant qui a choisi pour devise : mal faire et ne rien laisser dire.

LES numéros de « L'Express » qui seront cette semaine expédiés en Algérie partiront, expurgés en particulier de tout notre courrier, de la lettre d'un agitateur: M. le doyen de la Faculté de Droit d'Alger, au ministre de la Défense Nationale, d'un extrait du dernier ouvrage de l'anarchiste connu sous le nom de Raymond Aron, de la note d'information concernant cet officier suspect, le général de Bollardière, du compte rendu des délibérations subversives auxquelles participait ce progressiste, M. René Coty, etc.

Sur toutes nos pages blanches, M. le ministre résidant pourra lire en filigrane cette parole d'un député socialiste , « Tout cela, dit-il, n'aurait jamais pu arriver du vivant de mon ami Robert Lacoste ».

Françoise GIROUD.

Le rôle d'un béret rouge

Permettez à un de vos lecteurs de vous faire remarquer que le général de Bollardière est une des plus belles figures des bérets rouges pour qui vous avez si souvent la dent dure.

Si quelques-uns de ceux-ci, rendus à la vie civile, militent dans les rangs de l'extrême-droite et déshonorent leur arme en portant leur coiffure dans certaines manifestations, la plupart se taisent, désapprouvant cette conduite.

Les parachutistes coloniaux sont avant tout des soldats et comme tels se battent silencieusement. Il ne faut pas que leur gloire, gagnée sur les champs de bataille, serve à des fins politiques. Ce sont des hommes de devoir ; reste à nos gouvernants de s'en servir, non dans des descentes de police, mais dans des opérations justes et dignes d'eux.

ALAIN VALENBERG,
Ancien sergent-chef,
de la 1re 1/2 B.C.C.P.,
blessé à Dien-Bien-Phu,
Médaille militaire,
Croix de guerre T.O.E.,
Paris.

Un vrai para

Ancien para aux F.F.L., sous Bollardière, vous ne pouvez imaginer à quel point je suis heureux que ce soit un vrai para, et général, qui le premier dénonce publiquement les méthodes de pacification. Sans vouloir faire de phrases, il m'était vraiment douloureux que « parachutiste » ne soit associé qu'à ratissage, police spéciale, etc. Bollardière montre que les paras de la guerre, ce n'était pas ça. Comme je lui en suis reconnaissant, je voudrais qu'il le sache.

D. BLONDÉ,
Saint-Gratien (S.-et-O.).

Votre sous-off' vous dit merci

Dans cette Algérie meurtrie, j'ai vécu six ans, mon enfant y est enterrée.

A tous les vents, j'ai lancé des cris d'écœurement (...).

A vous, mon général Paris de Bollardière, votre sous-off' d'Angleterre, parachuté avec vous en Hollande, vous dit ce simple mot de reconnaissance : merci.

L'exemple, disiez-vous, vient d'en haut, vous en étiez un et l'êtes toujours (...).

M. JARRIGE,
Retraité adjudant-chef,
Médaille militaire
Croix de guerre trois palmes,
Médailles Résistance, F.F.L.,
Blessés,
Croix de guerre hollandaise,
et quelques autres babioles,
Montignac.

Les rappelés écrivent

A propos du récit de J.-J. Servan-Schreiber, nous avons reçu cette semaine un très abondant courrier dont il nous est impossible de nous faire entièrement l'écho ici. D'une part, une série de témoignages et de lettres de rappelés. Nous n'en citerons que quelques-unes :

Ayant passé cinq mois à Alger et près d'Alger, puis cinq mois à la frontière marocaine comme chef de section à la 1re demi-brigade de fusiliers-marins, je me ferai un devoir de vous apporter mon témoignage quand vous en aurez besoin.

E. PARKER,
Paris.

⁂

En tant qu'ancien rappelé (j'ai été six mois dans la région de Tablat, à la lisière du secteur où se sont passés les événements relatés par M. Servan-Schreiber), je crois de mon devoir de vous dire que tous ces témoignages me paraissent extrêmement « vrais » et recréent exactement le climat qui pouvait régner au sein de l'armée d'Algérie. (...)

J. D...,
Lieutenant de réserve,
Mulhouse.

Ancien de la 547e D.B.F.A., je vous avouerai que j'ai été également écœuré de mon séjour en Algérie.

La chose qui m'a le plus frappé là-bas, ce sont les sentiments que les Européens portent aux Arabes, et ce qui m'a le plus étonné, ç'a été de ne trouver aucun esprit de réforme chez eux (...).

Je crois que la plus grande partie des rappelés, manquant de base philosophique et morale, a quitté l'Algérie sans avoir compris grand-chose au problème algérien (...).

PAUL BRUAND,
Garches.

⁂

Rappelé avec la classe 52/2, j'ai pu également déplorer les méthodes absurdes par lesquelles nous sommes en train de perdre notre honneur en même temps que l'Algérie (...).

Vous qui avez le courage et les moyens d'alerter l'opinion publique, continuez de dénoncer ces aberrations. Nous serons avec vous. Il faut aussi dire, il faut aussi crier que la torture existe en Algérie.

Je tiens cependant à souligner que dans notre secteur celle-ci n'était pas le fait de l'armée, mais des brigades de gendarmerie.

L.-A. MARILL,
Rappelé au 18e R.C.P.,
Issoudun.

⁂

Le reportage de J.-J. Servan-Schreiber décrit une réalité que je portais, et beaucoup de mes camarades également, enfouie au fond de moi-même, en désespérant de la voir exprimée un jour.

Je crois que nous avons tous plus ou moins connu les officiers, les sous-officiers et les soldats de « Lieutenant en Algérie » : c'est avec eux que nous avons discuté pendant de longues heures sur les graves problèmes que nous posaient l'accomplissement de nos missions quotidiennes, et les événements dont nous étions les témoins. (...)

La grande responsabilité encourue par ceux qui ont décidé la politique de « pacification » au-delà des hypothèses politiques et économiques, est à mon avis la responsabilité morale impardonnable d'avoir fourni à tant de jeunes Français des occasions de douter de leur pays et de se cantonner dans une attitude passive alors qu'ils ont en eux toutes les ressources nécessaires pour assurer à leur pays un avenir heureux.

ERIC SANDRAULT,
rappelé en Algérie de juin à décembre 1956,

⁂

Quand un homme comme Servan-Schreiber mobilisé a obéi, quand il a satisfait à son temps de rappel sans punition, quand il s'est même parfois distingué au feu, on doit estimer que cet homme a fait son devoir.

Quand, revenu à la vie civile, cet homme se pose des questions, essaie de comprendre, de penser, et de mettre sur pied des idées sur la douloureuse expérience qu'il vient de vivre, doit-il être traité de défaitiste ou de traître ?

Quand il surmonte la lassitude morale du combattant qui revient : doit-on respecter sa pensée, doit-on le calomnier ou doit-on le faire taire ?

Pour ma part, j'estime que Servan-Schreiber dit la vérité et qu'il est de son devoir de l'exprimer.

J.-P. PROUTEAU,
ancien de la Demi-Brigade des Fusiliers-Marins.

Qui l'aidera ?

Je me permets de vous soumettre le cas d'un ouvrier algérien (berbère) de ma connaissance.

Cet ouvrier, travaillant dans une usine de la banlieue nord-ouest de Paris, a le courage rare d'affirmer son indépendance vis-à-vis des meneurs du F.L.N. et en particulier de refuser de leur payer l'impôt.

Pour l'instant, il habite dans un « hôtel pour Nord-Africains », où il est surveillé, menacé, brimé ; le patron de l'hôtel, qui fait aussi fonction de collecteur de fonds, menace de le chasser.

Ce serait peut-être d'ailleurs le mieux — ou le moins mal — qui pourrait lui arriver, mais où aller ? Les « hôtels pour Français » sont chers et refusent d'ailleurs pour la plupart d'héberger des Algériens.

Je fais appel aux lecteurs de votre journal. Si l'un d'entre eux pouvait disposer pour cet ouvrier d'un local (même nu et peu confortable), de préférence dans la banlieue nord-ouest (Saint-Ouen, Clichy, Levallois, Gennevilliers, Asnières), qui lui permettrait d'échapper à une tyrannie quotidienne et odieuse et peut-être de sauver sa vie.

S'il nous reste encore quelques amis parmi les Algériens, nous nous devons de les aider de toutes nos forces (...).

M. D...,
Gennevilliers.

P. S. — Je précise à toutes fins utiles que l'intéressé est en tous points recommandable. Son salaire lui permet de payer un loyer raisonnable. Dans l'usine où il travaille (et où je suis moi-même employé) il est très estimé, tant par ses chefs que par ses camarades français métropolitains.

J'accepte d'ailleurs personnellement d'assumer la responsabilité morale et matérielle de ma recommandation.

Suite du courrier page 32

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne (plus taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées) sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

S. F. R. RECHERCHE INGENIEUR ou ancien élève H.E.C. connaissances radio souhaitables pour gérance d'ordre. Envoyer curric. vitae à Mme ZAVRIEW, 55, rue Greffulhe - LEVALLOIS

S. F. R. RECHERCHE JEUNES INGENIEURS A.-et-M. pour service méthode ou fabrication. Env. C.V. à Mme ZAVRIEW, 55, rue Greffulhe, LEVALLOIS

Importante Société électronique recherche : INGENIEURS Grandes Ecoles (Mines, Grenoble, Toulouse, etc.) pour service fabrication, même débutants INGENIEURS A.-M. ou équivalent. Expérience industrielle quelques années. Connaissances technologiques approfondies. Adresser demande à O. P. P. n° 986 - 12, rue de l'Isly, Paris (8e) qui transmettra

Importante Société électronique recherche : INGENIEURS Grandes Ecoles désirant se créer situation d'avenir. Secteurs commercial et technico-commercial dans branches semi-conducteurs en pleine expansion. Adresser C. V. à O.P.P., n° 987 - 12, rue de l'Isly (8e).

Importante Société recherche : pour SECTION PLANNING INGENIEUR Grandes Ecoles Connaiss. techniques. Organisation 25-30 a., poss. qualités personn., autorité, initiative. Adr. C.V. à n° 50.208 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra (1er) qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

S.F.R. RECHERCHE SECRETAIRE expérim. 25-35 a., format. second. et connaiss. anglais de préfér. Env. C.V. à Mme ZAVRIEW, 55, rue Greffulhe, à LEVALLOIS

JEUNE FEMME POUR POSTE SECRETAIRE DIRECTION connaiss. contentieux. Ecr. références et prétent. VILMER, 39, rue du Ranelagh (16e)

REPRÉSENTATION

Recherche REPRESENTANT pour sect. 150 km. PARIS. Condition absolument exigée : avoir fait 2 ans min. dans précédent poste représentant. Voiture indisp. Situation en rapp. av. condit. exig. Adr. 1re lettre av. photo à l'EXPRESS n° 531, 37, Ch.-Elysées-8e qui transm.

DIVERS

Association de Tourisme recherche pour accompagnements voyages à l'étranger et centres de séjours de vacances : personnes dynamiques, bons animateurs, aimant la vie active et les responsabilités, préférence jeunes, connaissant espagnol ou italien ou allemand et habit. la rég. paris. Ecr. avec C.V. et photo à BUCOTOUR, 13, r. de Laborde, PARIS-8e

PROPRIÉTÉS

RECHERCHONS POUR ACHAT PROPRIETES rapport et agrément LAGRANGE, 34, rue Pasquier - PARIS. ANJ. 77-45

LOCATION

COTE D'AZUR - LE RAYOL A louer sept. appart. grand luxe 5 pers. entièrement indépendant, dans les pins bord plage. 65.000 - Tél. MAI. 55-75 matin

FONDS DE COMMERCE

APRES 25 ANS D'EXPLOITATION MONSIEUR AGÉ CÈDE COMMERCE GROS FACILE 2 articles vendus comptant BENEFICES DECLARES :
1953 : 5.100.000
1954 : 6.000.000
1956 : 9.300.000
6 salariés seulement
Concours illimité du cédant
Il faut disposer 25 millions
AIGUIER 4, bd Strasbourg BOT. 18-33

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 11, avenue des Champs-Elysées - PARIS

5 AVRIL 1957. L'EXPRESS 4e ANNEE. — N° 302.

Vous trouverez dans ce numéro :

- Le courrier des lecteurs pp. 2 et 32

Les Affaires françaises

- La semaine .... p. 3
- Partis : Les vieux et les jeunes .... p. 3
- Où sont les réalistes ? *par Maurice Duverger.* p. 4
- Une lettre du doyen de la Faculté de Droit d'Alger au ministre de la Défense nationale .... p. 4
- Gouvernement : les têtes. p. 5
- La Nation : L'affaire Bollardière .... p. 5
- L'Eglise : De nouveaux prêtres ouvriers .... p. 5
- Armée : Un officier à Fresnes .... p. 6
- Afrique : Les deux éléphants .... p. 6
- Maghreb : Un projet « algérien » de M. Bourguiba p. 7 *par Jean DANIEL* .. p. 7

Les Affaires étrangères

- Etats-Unis : Le roman noir des teamsters .... p. 8
- Suez : un problème américain .... p. 8
- Italie : David contre le cartel .... p. 8
- Angleterre : La quadrature du cercle .... p. 9
- Allemagne : Le choix de septembre .... p. 10

Actualités

- Manifestations : Le colonel ne voulait pas ...... p. 11
- Justice : Nous irons aux Galapagos .... p. 11
- Oh ! pardon .... p. 11
- Médecine .... p. 11
- La Cagnotte .... p. 12
- Je, Tu, Il, sports .... p. 21
- Presse : Il n'y a pas de pétrole au Sahara .. p. 21

La marche des idées

- *Un document exclusif :* **UN LIVRE EXPLOSE A WASHINGTON. pp. 13, 14, 15**
- Raymond Aron ou l'indépendance .... p. 16
- *Le métier d'écrivain :* **UN ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS MAURIAC. pp. 17, 18, 19, 20**
- *La femme de la semaine :* **ELIZABETH II, CETTE INCONNUE,** *par Guy Henriques.* **pp. 22, 23**

Paris en parle

- Théâtre : Un amour de sorcière Opéra .... p. 24
- Musique, Cinéma, Exposition p. 25

Lettres

- Tous les goûts sont dans la semaine .... p. 26
- Etranger, Nouvelles. p. 26
- Romans .... p. 27
- On vous en parlera : Les deux extrêmes. A l'ombre du péché. p 27
- Ma patrie, c'est l'enfer, par Curzio Malaparte .. p. 28
- Essais .... p. 28

Les pages au féminin

- Maison, Pas cher .... p. 29
- Mode .... p. 30
- Recette, Bon à savoir. p. 31

« LIEUTENANT EN ALGÉRIE »

Le récit de Jean-Jacques Servan-Schreiber, dont les quatre premiers épisodes ont déjà paru dans « L'Express », est interrompu cette semaine. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui est en traitement médical depuis son retour d'Algérie, a dû « débrayer » pour quelques jours. Il reprendra son récit dans le prochain numéro de « L'Express ».

La semaine prochaine le cinquième épisode :

LES SABOTEURS

LA SEMAINE

L'événement

MERCREDI, 12 h. 30 : à la grande table du Conseil des ministres, dans le palais de l'Elysée, un événement politique s'est produit.

Le ministre de la Défense nationale terminait un exposé sobre et d'apparence purement technique sur « l'infraction réglementaire » qu'avait commise un général en faisant connaître les raisons pour lesquelles il avait demandé, en Algérie, à être relevé de son commandement. M. Bourgès-Maunoury conclut en demandant la mise en disponibilité du général Paris de Bollardière.

A cet instant, pour la première fois depuis très longtemps, un problème touchant à la guerre d'Algérie déclencha un long débat, grave, passionné, dans lequel — pour la première fois aussi — un grand nombre de ministres sont intervenus pour réclamer une révision, un redressement des méthodes actuellement employées par la « pacification ».

Sept ministres

Aussitôt que M. Bourgès-Maunoury eut terminé son exposé, on vit intervenir successivement MM. Mitterrand, Pineau, Defferre, Anxionnaz, Gazier, Maurice Faure, Billères... et le président de la République lui-même pour demander que le problème posé par la protestation du général de Bollardière soit examiné *sur le fond*.

Refusant la suggestion commode qu'il s'agissait d'une simple affaire de discipline, ils ont considéré que ce geste, venant après beaucoup de témoignages de même nature, justifiait l'émotion soulevée dans l'opinion et devrait conduire à un examen nouveau de ce qui se déroule en Algérie.

A mesure que la discussion se développait (elle devait durer près de deux heures et demie) les positions se précisèrent.

D'un côté, les ministres (en particulier MM. Guy Mollet, Bourgès-Maunoury, Maroselli, etc.) qui réclamaient qu'une sanction disciplinaire soit immédiatement décidée : manifestant par là que le geste du général de Bollardière devait être désavoué publiquement.

De l'autre, les ministres (déjà cités) qui refusaient ce désaveu pur et simple et réclamaient, au contraire, que ce soit l'occasion de faire toute la lumière. Ceux-là exigeaient que si une sanction disciplinaire était prise, elle fût accompagnée — en même temps — d'autres mesures, à la fois sur le plan politique et sur le cas personnel du général, qui montrent clairement qu'il ne s'agissait pas d'un désaveu sur le fond.

Une découverte

La discussion fut si longue, délicate, grave, que le Conseil ne put pas trancher et remit la décision à un autre Conseil des ministres qui devait se tenir quarante-huit heures plus tard, vendredi matin.

Mais un fait était acquis : la série des témoignages de rappelés, les circonstances de la mort de l'avocat Boumendjel, la décision de M. Capitant, la publication du livre de M. P.-H. Simon, les lettres envoyées aux ministres par des universitaires d'Algérie, enfin la protestation d'un officier général, ont fini par susciter dans l'opinion une émotion si réelle que le gouvernement lui-même en a été profondément imprégné.

Il semble difficile désormais que la propagande officielle du gouvernement général à Alger, ou les méthodes d'intimidation du ministre de la Défense nationale, puissent continuer à cacher ce qui se passe en Algérie et qui conduit à un échec que maintenant tout le monde redoute (1).

Après des écrivains, des professeurs, des journalistes, des généraux... et de simples rappelés, quelques ministres de la République viennent de redécouvrir qu'une politique fondée sur le mépris de la morale est *aussi* une politique qui est condamnée à ne pas réussir.

M. MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY, *Deux heures vingt de discussion...*

(1) M. Bourgès-Maunoury vient d'être convoqué, pour mercredi prochain, devant le bureau du Parti radical qui veut lui demander de s'expliquer sur son attitude.

PARTIS

Les vieux et les jeunes

A l'unanimité moins une voix, la Commission Exécutive de la Fédération Socialiste de la Seine vient de demander qu'une enquête soit ouverte sur les conditions dans lesquelles l'un de ses plus anciens leaders, M. Marceau Pivert, a été frappé d'une suspension temporaire d'un an par la Commission des Conflits de la S.F.I.O. L'émotion dont témoigne ce vote est donc partagée par la majorité (favorable à M. Guy Mollet) de la Fédération de la Seine. Que s'est-il passé ?

On se rappelle que trois personnalités socialistes, MM. André Philip, Oreste Rosenfeld et Marceau Pivert, étaient depuis plusieurs mois sous le coup de sanctions. Les deux premiers, après avoir été régulièrement cités à comparaître devant la Commission Nationale des Conflits, furent frappés respectivement d'une suspension de trois ans et d'un blâme. M. Marceau Pivert ne put se rendre à la convocation de la Commission : il était très gravement malade et avait dû être transporté d'urgence à l'hôpital ; les médecins qui le soignaient réservaient leur diagnostic.

La décision en ce qui le concernait se trouvait donc ajournée quand un autre dirigeant socialiste, M. Jean Texcier, fut victime d'une crise cardiaque. On s'aperçut alors, à l'état-major S.F.I.O., que si M. Texcier, dont l'état était désespéré, venait à disparaître, il aurait automatiquement pour successeur au Comité directeur M. Marceau Pivert, par la simple application du règlement du parti et de l'ordre d'élection des membres de l'instance suprême S.F.I.O. au dernier congrès. A la veille de la mort de M. Texcier, la Commission Nationale des conflits, convoquée en toute hâte, prit donc, sans entendre M. Pivert toujours alité, la décision de le suspendre. Cette procédure inhabituelle et non réglementaire a provoqué la très vive protestation de la Fédération de la Seine.

Les étudiants

L'alerte avait été chaude au Comité directeur. Mais la direction S.F.I.O. n'a pas seulement des ennuis avec les vieux militants comme M. Marceau Pivert : elle en a aussi avec les plus jeunes adhérents du Parti, les étudiants socialistes.

Ceux-ci viennent de tenir à Pu-

(*Suite page 5.*)

OU SONT LES RÉALISTES ?

MAURICE DUVERGER.

COMME l'affaire Dreyfus, mais plus nettement encore, les méthodes de répression employées en Algérie obligent à choisir entre deux conceptions de l'homme et de la société : l'une qui place au-dessus de tout certaines valeurs idéales et morales que le rationalisme du XVIIIe siècle a héritées du christianisme ; l'autre qui subordonne tout à la défense de l'intérêt national et de l'ordre existant. Comme l'affaire Dreyfus, elles font craquer les cadres officiels et les classifications traditionnelles : en 1900, des chrétiens que leur doctrine aurait dû conduire à défendre d'abord la justice ont soutenu l'injustice, par passion politique ; aujourd'hui, des socialistes ont la même attitude.

Mais, il y a cinquante ans, le problème était plus simple à résoudre, parce qu'il restait presque entièrement sur un plan théorique. Que Dreyfus fût finalement déshonoré ou réhabilité : cela n'avait pas de conséquences importantes sur la vie matérielle de la nation. La droite nationaliste sacrifiait le condamné de l'île du Diable à ses mythes, à ses fantômes, à ses ressentiments. L'avantage matériel qu'on pouvait retirer de l'injustice était minime : minimes aussi les conséquences d'un retour à la justice. On pouvait avoir bonne conscience sans trop de risques (de risques collectifs, s'entend : car la passion politique entraînait des risques individuels pour les dreyfusards). Aujourd'hui les suites du choix sont capitales.

Le faux dilemme

BEAUCOUP de gens de droite, honnêtes et sincères, ont été bouleversés par la révélation des tortures, que les événements de ces derniers jours ont authentifiée malgré les piteuses et lamentables explications du gouvernement. Ils disent et ils écrivent leur écœurement, leur inquiétude. Mais ils ajoutent à peu près ceci : « Que faire d'autre ? Faut-il donc abandonner l'Algérie, le million de Français qui vivent sur cette terre, où beaucoup sont installés depuis trois générations ? Cela nous ferait perdre toute l'Afrique et consommerait notre décadence... » Ils voient poindre devant eux un dilemme terrible : faut-il accepter que la France se déshonore en employant des méthodes totalitaires pour maintenir sa présence en Algérie — ou perdre l'Algérie en restant fidèle aux principes essentiels de la civilisation française ?

Rien n'est plus faux que ce dilemme, on le verra. Mais il est bon que chaque Français le pose devant sa conscience, et qu'il s'interroge sur sa réponse personnelle. Il est bon qu'un peuple soit confronté, en des moments décisifs, aux grands principes moraux qui sont la base de sa civilisation. Au pied du mur, on voit enfin s'ils font réellement partie de son existence, s'ils nourrissent vraiment sa pensée et orientent ses actes, ou s'ils n'ont que valeur de souvenir ou d'alibi. A cet instant de vérité, les mots et les mythes prennent enfin leur signification.

Après un demi-siècle, celle-ci n'a pas beaucoup changé. En face de la répression d'Algérie, on voit, comme au temps de Dreyfus, s'opposer nettement deux types de réactions instinctives, qui dessinent deux familles d'esprits, aux contours assez précis.

Comment les désigner ? Il y a celle qui se croit réaliste et celle qu'on croit idéaliste. Si les mots de droite et de gauche n'étaient pas dévalorisés à force d'avoir servi, c'est à eux qu'on songerait d'abord : car nous sommes aux sources profondes de la vraie distinction de la droite et de la gauche.

Un acte politique

OUI, l'exigence de ceux qui protestent contre des méthodes qui défigurent l'image qu'ils se font de la France est d'abord fondée sur « des raisons de moralité et d'honneur » comme dit l'Observer. Mais elle n'est pas dégagée des problèmes pratiques comme le prétendent les fameux « réalistes ». Qui veut faire l'ange fait la bête. Ni la morale ni l'honneur n'auraient de sens s'ils conduisaient à fuir les problèmes concrets et à se retirer dans le désert.

Protester contre un certain type de répression en Algérie, cela ne consiste pas à soulager sa conscience en restant indifférent aux conséquences : c'est aussi un acte politique. Il arrive parfois que la morale et l'honneur entraînent au suicide, individuel ou collectif. Il arrive parfois que les « réalistes » aient raison, et que les méthodes des reitres sans conscience soient payantes. Ces cas sont plutôt exceptionnels. Le caractère principal des « réalistes », c'est qu'ils méconnaissent le réel : tout au long de l'histoire, la plupart de leurs entreprises ont échoué.

Dans les circonstances actuelles, c'est le « réalisme » et non l' « idéalisme » qui est contraire aux intérêts de la France. Certes, l'exemple de Budapest montre qu'une répression féroce peut aboutir à des résultats ; qu'on peut, si l'on ne regarde pas aux moyens, écraser tout un peuple révolté. Mais la France n'est pas l'U.R.S.S. Ce qui est permis à une puissance géante ne l'est pas à une nation moyenne. Moscou peut se moquer de l'O.N.U. et de ses condamnations, Paris ne le peut pas.

Le sursis obtenu en février, grâce à l'appui américain, ne nous serait pas renouvelé si M. Lacoste employait totalement les méthodes de M. Kadar. Croit-on d'ailleurs que celles-ci aient vraiment réglé le problème ? Dix ans de dictature implacable ont seulement réussi à mieux unifier la haine du peuple hongrois contre ses maîtres : une dictature nouvelle va nourrir encore cette haine. Un jour, la Hongrie sera libre. Mais ni le dommage causé aux relations soviéto-hongroises, ni celui que subit dès maintenant le communisme mondial ne se pourront facilement réparer.

Les dernières chances

LES méthodes employées en Algérie ne sont pas seulement immorales : elles sont stupides. Une répression aveugle, qui s'abat sur les innocents comme sur les coupables, tend à faire contre nous l'unanimité des musulmans. En les traitant en bloc comme des suspects, voire comme des ennemis, on en fait des ennemis. Nous avons ainsi transformé nous-mêmes la rébellion de quelques milliers d'hommes en une révolte de tout un peuple. A continuer dans cette voie, nous allons nous trouver en face d'une masse arabe globalement hostile. Il n'y aura plus alors que deux possibilités : maintenir à Alger, indéfiniment, une dictature de fer ; ou abandonner purement et simplement. Mais la première solution est théorique : pratiquement, l'Amérique ne tolérera pas une situation si contraire à sa politique mondiale. Et nous ne pourrons pas plus jouer les cavaliers seuls que dans l'expédition d'Egypte. On peut déplorer ce fait, et rêver de « la France seule » : mais le fait existe, et la France n'est pas seule.

Les « réalistes » mènent l'Algérie à une impasse d'où l'on ne pourra sortir que par l'abandon pur et simple. Les « idéalistes » ouvrent au contraire la voie à la seule politique concrète qui permette de maintenir en Algérie une présence française. Il y a, parmi les nationalistes musulmans, des ultras qui rêvent de nous jeter à la mer et des modérés qui veulent coopérer avec la France. Par les méthodes actuelles, on oblige les seconds à s'aligner sur les premiers. Des gestes comme ceux du professeur Capitant, du général de Bollardière ou du doyen de la Faculté de Droit d'Alger peuvent aider au contraire à redonner confiance dans la France à ceux des Arabes qui commençaient à désespérer d'elle. Sans cette confiance restaurée, rien n'est plus possible en Algérie.

Non seulement l'honneur du pays et celui de son armée sont sauvés, dans cette période trouble, par les quelques hommes qui s'insurgent contre les mensonges officiels ; mais l'action de ceux-là prépare les voies de la seule solution politique véritablement réaliste. Les petits ministres qui ont voulu chausser les bottes de Talleyrand et de Fouché, comme si elles n'étaient pas trop grandes pour eux, ne se couvrent pas seulement de boue, de sang et de honte : ils se couvrent aussi de ridicule. Le malheur est qu'en s'obstinant contre toute évidence, ils risquent de gaspiller les dernières chances qui demeurent entre nos mains, les rares qui ont échappé à leurs rouleaux compresseurs.

Maurice DUVERGER.

(Copyright « L'Express ».)

UN TROISIÈME HOMME

Après M. René Capitant refusant de continuer ses cours à la Faculté de Paris aussi longtemps que les procédés de police employés en Algérie seraient admis ; après le général Paris de Bollardière, grand officier de la Légion d'honneur, demandant à être relevé de son commandement pour réagir contre certaines méthodes de la pacification, contraires aux traditions et à l'honneur de l'armée française, voici un nouveau témoignage. Le doyen de la Faculté de droit d'Alger a écrit le 18 mars une lettre au ministre de la Défense nationale. Nous en publions ici les extraits essentiels.

Monsieur le Ministre,

JE me suis senti directement concerné et profondément bouleversé par le communiqué que vous avez fait publier au sujet de faits imputables à l'armée qui constitueraient des exactions s'ils étaient véridiques, et dont les témoins seraient véritablement les complices s'ils n'en informaient les autorités.

Je pense, en effet, que le seul moyen d'éviter que l'on puisse reprocher à notre gouvernement ou à nos compatriotes d'avoir utilisé ou toléré des procédés qu'on pourrait rapprocher de ceux du national-socialisme, c'est que nous soyons nous-mêmes les premiers à les reconnaître et à les désavouer. Je me rends compte que ce tragique effort pour renier nos erreurs doit être général et public et qu'il importe donc que les plus haut placés donnent l'exemple.

Votre sévère avertissement m'a montré que je devais trouver le courage de surmonter mes scrupules et mes craintes, et que c'était ma situation même de doyen de la Faculté de Droit d'Alger, vice-président du conseil de l'Université, qui me faisait un devoir de confesser ce que je taisais depuis cinquante jours : car, quoi qu'il puisse en résulter pour moi-même, ce sera parce que les représentants de la pensée française auront osé et pu dire ce qu'ils voyaient et ce qu'ils pensaient, que la France restera la France, et restera présente dans tous les cœurs en Algérie.

Voici donc les faits dont je ne voudrais pas être considéré plus longtemps comme complice.

(Le signataire de la lettre décrit encore longuement plusieurs faits précis dont il a été le témoin ou qui ont été portés à sa connaissance.)

EVIDEMMENT on peut condidérer qu'il n'y a que quelques exactions qui soient établies par une rigoureuse vérification, on peut objecter que c'est porter atteinte au moral de l'armée que de parler de tout cela. Il apparaît pourtant que c'est surtout porter atteinte au moral du pays que de ne pas parler de tous ces faits, pour les dénoncer et les réprouver ; car si la crainte des sanctions ou des représailles assure le silence, en vérité, toute la population de l'Algérie chuchote, s'indigne, devient hostile, est prête à se rebeller. On s'aperçoit alors que c'est en se taisant que l'on agit contre la France, contre son intérêt aussi bien que contre son renom.

Car que répondre, monsieur le Ministre, quand un musulman vous dit qu'en voyant ce que font des soldats, il a honte d'être Français ; quand un père de famille vous affirme qu'il craint pour ses filles ; quand un Kabyle déclare qu'à tant faire, il vaut mieux prendre un fusil et avoir le plaisir de tirer et de mourir en homme : que répondre ?

Que toutes les enquêtes ont démontré que les faits étaient inexistants ou considérablement grossis et déformés ? Cela est bon de loin, quand on voit les choses avec l'optique optimiste et le souci de précision des enquêtes officielles, et qu'on ne se soucie pas trop des choses vécues et des réalités psycho-sociologiques.

Mais quand on est sur place, quand on entend toutes ces rumeurs, quand on a quelques exemples de leur véracité probable, on est pris d'effroi, on se dit que les Allemands, sous le régime nazi, eux non plus ne savaient pas ou ne voulaient pas savoir qu'on leur reprochait des horreurs, et qu'ils pensaient, eux aussi, qu'il ne s'agissait que de quelques abus, et que d'ailleurs, jusqu'en 1940 ou 1943, le régime nazi n'en comportait peut-être pas beaucoup plus que le nôtre.

ON voudrait alors pouvoir ne pas se contenter de répondre que nous ne commettons pas plus d'exactions que nos adversaires, ne pas se borner à démontrer que nous ne sommes pas plus noirs qu'eux ; au contraire, on voudrait pouvoir dire à nos amis musulmans que nous sommes la civilisation, l'ordre et le progrès, que c'est en définitive par la confiance, l'amitié et le consentement que nous espérons voir maintenus des liens avec la France ; et l'on voudrait pouvoir administrer la preuve de l'excellence de nos intentions, de la supériorité de notre morale, de la rectitude de notre politique, sinon par la pureté de notre comportement et par l'absence d'abus, du moins par notre refus de tout procédé arbitraire, de toute méthode inhumaine, et par notre courageux effort pour dénoncer nous-mêmes tout excès, toute tendance vers le national-socialisme.

La publication de cette lettre n'a pas d'autre but, monsieur le Ministre, que de permettre de faire cette démonstration...

Le doyen de la Faculté de Droit d'Alger :

Jacques PEYREGA.

(*Suite de la page 3.*)

teaux leur X^e Congrès national. A la quasi-unanimité, ils ont adopté un certain nombre de textes relatifs à l'Algérie dont voici quelques extraits :

• « La Fédération Nationale des Etudiants Socialistes constate l'aggravation constante de la situation en Algérie et l'échec de la politique du gouvernement. Elle estime que cet échec est dû :

1° A la timidité des réformes entreprises et aux lenteurs de leur application...

2° A la prolongation de l'action militaire qui, malgré sa trop fréquente brutalité, s'est révélée impuissante à mettre un terme à l'insurrection.

3° Aux contradictions qui ont fait échouer les tentatives de conciliation de Rome et de Belgrade. On ne peut déclarer à la fois que le futur statut de l'Algérie ne sera en aucune façon imposé et préjuger le résultat des négociations... On ne peut à la fois proclamer qu'on désire négocier et jeter en prison les négociateurs. On ne peut à la fois se dire partisan de la paix et poursuivre une politique qui se réduit à la guerre à outrance, comme le montre le récent discours de Robert Lacoste où il n'est même plus question de réformes et où la seule perspective est celle d'une victoire militaire. »

La légalité républicaine

• Le Congrès souligne ensuite l'urgence d'une politique nouvelle qui comprendrait : une déclaration solennelle du gouvernement sur la liberté des élections ; l'adoption simultanée de mesures tendant à instaurer un climat de confiance (et notamment le départ de M. Robert Lacoste) ; la réunion, ensuite, d'une conférence de la Table Ronde, organisée avec la médiation des gouvernements tunisien et marocain, pour définir les conditions militaires du cessez-le-feu, organiser le déroulement et le contrôle des élections, fixer les garanties qui seront accordées à la communauté d'origine européenne.

• Un autre texte s'élève contre « les exactions commises au nom de la France et... contre la disparition totale de la légalité républicaine en Algérie » et « s'indigne que de tels excès puissent être commis sous la responsabilité d'un président du Conseil et d'un ministre résidant socialistes et à ce titre, mettent en cause l'honneur du parti ».

GOUVERNEMENT

Les têtes

M. LOUIS FAUCON, qui était la « tête politique » du cabinet du président du Conseil, a décidé de reprendre sa carrière de fonctionnaire. Directeur adjoint du cabinet de M. Guy Mollet depuis l'installation de ce dernier à l'Hôtel Matignon, il vient d'être nommé sur sa demande directeur de l'Enseignement et de la Jeunesse au Ministère de la France d'outre-mer.

Le cas de M. Faucon n'est pas l'exception. Il est même la règle. D'autres membres importants du cabinet présidentiel sont déjà ou vont être appelés également à reprendre — dans d'excellentes conditions — le cours de leur carrière administrative.

Le directeur du cabinet, M. Georges Briand, qui était la « tête administrative » du cabinet, occupe depuis juillet dernier le poste d'inspecteur général de l'Administration en mission extraordinaire (IGAME, c'est-à-dire super-préfet) pour la 1^re région (Paris).

M. Alexandre Verret, sa « tête économique », récemment nommé président des Charbonnages de France, pourrait — déjà — quitter ce poste pour celui, plus envié encore, de délégué général au Sahara.

Quant au général Grossin, « tête militaire », son départ éventuel est réglementé, lui, par la hiérarchie militaire qui en fait l'un des rares généraux d'armée susceptibles de succéder, le mois prochain, au général Zeller, gouverneur militaire de Paris, qui vient de prendre sa retraite.

LA NATION

Un sillon droit...

SUIVI d'une ribambelle de petites filles, déguisées pour fêter la Mi-Carême, poussant le landau de l'une d'elles, sa chemise étoilée de confetti, un homme brun, aux cheveux drus, marchait paisiblement jeudi dernier dans les rues de Nantes lorsqu'un officier de gendarmerie s'approcha :

— *Savez-vous où je peux trouver le général de Bollardière ?*

— *Ça, c'est moi...* lui répondit Jacques Paris de Bollardière.

Quelques instants plus tard, l'avion spécialement envoyé à Nantes par le ministre de la Défense nationale déposait à Paris le général de Bollardière, convoqué toutes affaires cessantes.

Dans l'après-midi, deux journaux parisiens du soir avaient fait savoir à leurs lecteurs que ce jeune général (48 ans), grand-officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, seul officier français titulaire de la D.S.O. avec deux barres (1), héros du fameux parachutage d'août 1946 sur le temple d'Angkor, en Indochine, où il commandait le 2^e régiment de chasseurs parachutistes (les « bérets rouges », dont il est le créateur), avait demandé à être relevé de son commandement en Algérie.

« Le Monde » précisait : « *L'ancien chef des troupes aéroportées d'Indochine entend protester contre l'emploi de méthodes qu'il estime contraires aux traditions de l'armée.* »

Le soir même, dans les couloirs du Parlement, se répandaient les insinuations reprises le lendemain par les journaux « aux ordres » : le général de Bollardière était rentré « *parce que sa sœur était malade* » (elle l'est, en effet, mais depuis 17 ans), il était « *l'instrument d'une manœuvre politique* », il s'agissait « *d'une querelle technique* », etc.

LE GÉNÉRAL PARIS DE BOLLARDIÈRE.
Depuis le 17 juin 1940...

Le général de Bollardière avait cependant écrit lui-même quelques jours auparavant ces lignes non ambiguës :

« *Il est hautement souhaitable* (...de souligner à l'opinion publique...) *l'effroyable danger qu'il y aurait pour nous à perdre de vue, sous le prétexte fallacieux de l'efficacité immédiate, les valeurs morales qui seules ont fait jusqu'à maintenant la grandeur de notre civilisation et de notre armée.* »

La légende de « Bolo »

Après une entrevue avec le ministre de la Défense nationale, M. Bourgès-Maunoury, puis avec le secrétaire d'Etat aux Forces armées, M. Max Lejeunes, le général de Bollardière, sollicité par la presse et les photographes du monde entier, courtois mais ferme, se refusa à ajouter un geste, un mot, ni même une image à celles que détiennent seulement ses anciens compagnons d'armes.

(C'est chez l'un d'eux que le magazine américain « Time » réussissait, comme nous, à se procurer le cliché illustrant l'article qu'il lui consacre cette semaine.)

Elles montrent un homme rude et calme, de forte stature, aux cheveux noirs drus, aux pommettes hautes, à l'œil presque bridé, avec ce type mongol si curieusement répandu parmi les Bretons, un homme dont le visage n'a pas changé depuis le jour où, capitaine à la 13^e demi-brigade de Légion étrangère, il rejoignait la « France libre ».

C'était le 17 juin 1940... pas même le 18 !

Depuis, partout où la France s'est battue, Jacques Paris de Bollardière s'est battu. A Tobrouk, à El Alamein, à Arnhem, dans le maquis des Ardennes, en Indochine où il commandait l'illustre régiment de chasseurs parachutistes.

Sa légende est immense parmi les hommes qui ont servi avec lui ou sous ses ordres. Ils l'appellent « Bolo » et, simplement, ils l'aiment.

Le sillon tout droit que le général de Bollardière a creusé depuis Saint-Cyr en 1930 jusque dans les montagnes de l'Atlas Blidéen, où il était encore il y a dix jours, est la réponse qu'il donne à ceux qui font semblant de ne pas comprendre pourquoi il a choisi de quitter l'Algérie.

(1) *Cette décoration en fait l'un des douze Français que des titres de gloire militaire désignent pour être présentés à la reine d'Angleterre. Il a décliné cet honneur pour rejoindre sa famille.*

ÉGLISE

De nouveaux prêtres-ouvriers ?

LE problème de l'évangélisation du monde ouvrier continue de préoccuper les milieux catholiques français.

Le cardinal Liénart, doyen de l'Episcopat, va partir incessamment pour Rome. Il compte y entretenir en particulier la Curie romaine des problèmes soulevés lors de la dernière Assemblée des cardinaux et archevêques par le rapport du chanoine Bonnet, aumônier de l'Action Catholique Ouvrière. La conclusion des cardinaux et archevêques est qu'il apparaît extrêmement souhaitable de créer, selon des modalités qui restent à préciser, une nouvelle mission de prêtres travaillant en usine et vivant en milieu populaire.

A Rome, on demeure cependant hostile à l'idée d'un travail à plein temps et en tous les cas à toute prise de responsabilité de prêtres-ouvriers dans des organismes syndicaux. On préférerait la formule expérimentée déjà dans le nord de l'Italie, d'assistants religieux ou d'aumôniers d'usine ne travaillant que quelques heures par jour. Les évêques français estiment pour leur part qu'une telle formule aurait peu de chance de se montrer efficace en France.

Congrès de l'A.C.O.

Ce sont des problèmes voisins qu'étudient les 12, 13 et 14 avril, 800 délégués et militants de l'Action Catholique Ouvrière Française réunis à Issy-les-Moulineaux pour leur 4^e Congrès national. Bilan des activités des deux dernières années et conciliation entre l'action proprement catholique et l'engagement dans la cité seront à l'ordre du jour. A la différence, en effet, de ce qui se passe dans d'autres mouvements d'Action Catholique, les militants de l'Action Ouvrière sont presque tous engagés dans des formations politiques (M.R.P., Nouvelle Gau-

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
FRAIS ET LEGERS, telles sont les qualités des vêtements qu'HOLMES a sélectionnés pour votre confort et votre plaisir
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

P.-H. SIMON CONTRE LA TORTURE
"Se taire, c'est être complice d'actes qui sont" non seulement fautes morales, mais erreurs politiques dont la nation subit un double dommage : dans l'intégrité de sa conscience et dans la force de sa position". (Le Monde).
un vol. 350 fr. SEUIL

che, Parti Radical, Jeune République, M.L.P.) ou syndicales.

Le chanoine Bonnet

Le cardinal Feltin et le nonce apostolique, Mgr. Marella, participeront à ces journées, ainsi que le chanoine Bonnet, qui demeure aumônier national de l'Action Catholique Ouvrière. Le chanoine Bonnet avait bien demandé à l'Assemblée des cardinaux et archevêques d'être relevé de l'une de ses fonctions, mais il ne s'agissait pas de celles qu'il exerce auprès de l'A.C.O. comme « L'Express » l'annonçait le 22 mars.

Notre information et la confusion qui en est résultée, ont amené le chanoine Bonnet à faire une mise au point. Il nous écrit :

> « *Ces trois lignes, inexactes, me sont depuis dépêchées par poste, épelées au téléphone, brandies à bout de bras dans une réunion, apportées sur un quai de gare par un ami consterné ; jamais, je n'avais vu tant d'* « *Express* » *à la fois du même numéro ! Ce qui prouve que vous êtes lu... mais aussi que l'erreur — canulard ou pavé — me fait passer pour fou ! Vous n'avez pas voulu cela. Je vous pardonne* (...)
>
> « *La vérité, c'est que le chanoine Bonnet n'a pas démissionné de l'Action Catholique Ouvrière, ce qui d'ailleurs n'aurait pas grande importance. La vérité, c'est aussi que* je ne juge pas « *impuissante l'Action Catholique Ouvrière à évangéliser le monde ouvrier* » ; *penser le contraire serait grave et stupide.*
>
> « *J'ai affirmé, dans mon rapport, ce qui ressort des faits depuis un quart de siècle : le laïcat organisé et mandaté est essentiel, irremplaçable quelles que soient les diverses formes de ministère sacerdotal. Nier cela serait nier l'évidence. Bien plus, le service de ce laïcat est à mettre au premier rang des préoccupations de l'ensemble du clergé.* »

ARMÉE

Un officier à Fresnes

OFFICIER musulman de l'armée française, le lieutenant Abderrahmane Rahmani, ancien combattant d'Italie, d'Allemagne, de Corée, d'Indochine, marié à une Française, apparenté à plusieurs fonctionnaires de l'administration française, est aujourd'hui détenu à la prison de Fresnes et inculpé de tentative de démoralisation de l'armée. Avec quatre de ses camarades, officiers musulmans comme lui, il avait déjà été frappé de 30 jours d'arrêt de forteresse pour « actes d'indiscipline ».

En réalité, ce qu'on reproche au lieutenant Rahmani et à ses camarades, ce sont leurs démarches, effectuées au nom de 52 de leurs compagnons auprès de parlementaires, de ministres, de collaborateurs du président du Conseil, et finalement du Président de la République. Au chef de l'Etat, dans une lettre qui a été rendue publique au lendemain de leur arrestation, ces officiers musulmans demandaient respectueusement « une solution équitable » du drame algérien, faute de quoi ils n'auraient plus les moyens ni les raisons suffisantes pour justifier leur mission au sein de l'armée française.

Après l'inculpation du lieutenant Rahmani, plusieurs officiers d'origine musulmane dont le passé comme les décorations et les blessures attestent le loyalisme français, ont fait connaître leur intention de se déclarer solidairement responsables et de demander à être poursuivis en même temps que lui.

AFRIQUE

Les deux éléphants

ELEPHANT, buffle, panthère, caïman, coq même se sont affrontés dans la course la plus large et la plus ouverte qu'ait connue le continent africain. Jusqu'au fond des forêts les tam-tams ont retenti, scandant le nom des candidats à la victoire. En camions, en pirogue, à pied, les foules bariolées ont afflué. Plusieurs millions d'électeurs étaient juges à l'arrivée, dimanche dernier. Noirs et blancs, au collège unique, et au suffrage universel élisaient les membres des nouvelles assemblées territoriales en mettant dans les urnes des bulletins multicolores, frappés à l'effigie du coq, de la panthère ou de l'éléphant...

C'est cet animal, réputé pour sa force et sa sagesse, qui a dominé la compétition. Il portait en effet les couleurs du Rassemblement Démocratique Africain, le R.D.A., parti de M. Houphouet-Boigny, ministre délégué à la présidence du Conseil. Le R.D.A. dominera les assemblées de Côte-d'Ivoire, de Guinée, du Soudan et de Haute-Volta. Il contrôlera le Grand Conseil d'A.O.F. Il est enfin assuré de la majorité dans le Tchad.

« Le courage paie »

M. Houphouet-Boigny attendait les résultats avec anxiété : c'était lui que les électeurs jugeaient. Il s'était engagé au gouvernement sur une politique : celle de la loi-cadre de M. Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer. Ce sont les décrets politiques pris en vertu de cette loi qui déterminent les pouvoirs des huit assemblées territoriales d'A. O. F. (Côte-d'Ivoire, Dahomey, Mauritanie, Soudan, Haute-Volta, Sénégal, Guinée, Niger) et des quatre assemblées d'A. E. F. (Moyen-Congo, Tchad, Oubangui-Chari, Gabon). Véritables parlements locaux, ces assemblées éliront des conseils de gouvernement composés de ministres en fait responsables devant elles. Elles auront également tous pouvoirs législatifs dans les limites des compétences territoriales. Bref, un pas important vers l'autonomie interne, une prise en charge réelle de la gestion des affaires locales, mais pas l'indépendance, ce mot magique qui fait rêver les masses...

> « *Le succès du R.D.A.,* commentait M. Houphouet-Boigny, *prouve que le courage paie, même le courage politique. Il nous était beaucoup plus facile d'emballer les foules avec le slogan de l'indépendance absolue des peuples colonisés... mais nous avons résisté à la démagogie.* »

Pas d'extrémistes

Cette résistance a pour le R.D.A. un symbole que ses partisans ont promené dans toutes les réunions électorales : deux éléphants aux trompes enlacées. L'un représente l'Afrique, l'autre la France. Leur route commune est celle de la coopération franco-africaine. Le succès du R.D.A. est le succès de cette thèse : et M. Houphouet-Boigny de conclure : « Il n'y a pas d'extrémistes en Afrique ».

En fait, aucun des adversaires politiques de M. Houphouet-Boigny n'a joué la « politique du pire ». Certes, son principal rival, M. Senghor, leader de la Convention Africaine, a invité ses amis à la « résistance légale ». Il a pu prétendre que la loi-cadre ne laissait entre les mains des Africains que des « joujoux et des sucettes », en ajoutant cependant qu'il fallait faire « des joujoux et des sucettes, des tanks et des bulldozers ». Mais son principal souci tient dans une formule : « *La communauté africaine avant la communauté franco-africaine* ». En un mot, il redoute une « balkanisation » de l'Afrique au moment où se constitue l'Europe. Il entend de plus poursuivre au Parlement français « le combat pour l'autonomie interne de l'A.O.F. » et précise : « *Nous ne cesserons notre action que lorsque la République française unitaire et centralisatrice aura été transformée en une République fédérale* ».

La révision de la Constitution s'impose en effet. Il serait injuste que les territoires d'A.O.F. ou d'A.E.F. jouissent de statuts moins libéraux que ceux du Togo ou du Cameroun, territoires sous tutelle internationale. M. G. Defferre, ministre de la France d'Outre-Mer, a été tenu par la lettre de la Constitution, de limiter les réformes actuelles. Il faut maintenant aménager des structures juridiques neuves pour préparer les prochaines étapes : la communauté franco-africaine appelle invinciblement l'égalité. Les hommes politiques noirs qui se sont faits les champions de la coopération avec la France ne conserveront la confiance des masses qu'à ce prix...

M. HOUPHOUET-BOIGNY.

M. LÉOPOLD SENGHOR.

France-Afrique ou Afrique d'abord ?

Cette semaine dans

LA JEUNE TRIBUNE

LE MANIFESTE DES JEUNES RADICAUX

En vente dans tous les kiosques

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

LE Conseil des ministres a discuté du cas de M. René Capitant qui a suspendu ses cours à la Faculté de droit pour attirer l'attention des Pouvoirs publics sur les circonstances de l. mort de Me Ali Boumendjel. Aucune sanction n'a été prise contre l'ancien ministre, mais... il vient d'être discrètement et officiellement averti que son traitement ne lui sera plus versé. M. Capitant, par son geste, avait soulevé un problème moral. On lui répond en lui coupant les vivres.

★

DANS une conversation privée, le général de Gaulle a donné cet avis sur la situation politique actuelle :

« Le pays s'en sortira, souligna-t-il, par une immense révolte. Mais avant de se révolter, il faudra que les Français souffrent beaucoup. »

★

M. IRVING BROWN, représentant en Europe du grand syndicat américain A.F.L.-C.I.O., a pris dernièrement la parole à Tunis au cours d'un meeting groupant des délégués syndicaux du Maroc, de Tunisie et d'Algérie. Il a déclaré : « Ce qui se passe en Algérie est en contradiction avec la politique américaine et la doctrine Eisenhower. » Et il a ajouté : « Tôt ou tard la politique américaine deviendra la politique du monde entier, surtout en Afrique et particulièrement en Algérie... »

★

ONZE jeunes avocats d'outre-mer à la Cour d'Appel de Paris, parmi lesquels M. Jacques Verges, premier secrétaire de la Conférence, et M. André Saint-Cyr, ancien secrétaire de la Conférence, ont envoyé à M. Capitant le message suivant :

> « *Monsieur le Professeur, avocats stagiaires à la Cour d'Appel de Paris, originaires d'Afrique du Nord, de Madagascar, des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, nous avons été bouleversés par les circonstances du suicide au cours d'un* « *interrogatoire* » *de notre confrère Me Ali Boumendjel, avocat à la Cour d'Appel d'Alger. Elèves encore récemment de la Faculté de Droit, nous avons été heureux, dans notre peine, d'entendre s'élever contre de telles pratiques la voix d'un de nos professeurs.*
>
> « *Nous tenons à vous en remercier publiquement et à vous assurer de notre affection et de notre respect.* »

★

M. BOURGES-MAUNOURY reçoit actuellement de nombreuses délégations d'officiers israéliens de passage à Paris. Elles sont toujours conduites par des « colonels ».

M. Bourgès-Maunoury s'en étonna. Et l'un d'eux lui expliqua que la jeune armée israélienne ne comptait que deux généraux et que tous les autres postes importants, dans un souci d'efficacité, étaient occupés par de simples colonels.

★

MARDI dernier, au même moment, à Rabat et à Tunis, M. Balafredj, ministre des Affaires étrangères marocain, et M. Behi Ladgham, vice-président du Conseil tunisien, signaient chacun de son côté un accord d'aide économique avec les représentants américains. 20 millions de dollars pour le Maroc, 11 pour la Tunisie, soit à peu près 7 et 3,8 milliards de francs. Mais ces fonds ne sont pas liquides : il s'agit d'un envoi de blé, prélevé sur les surplus agricoles américains et de matériel d'équipement. Le Parlement français a bien voté 40 milliards de crédit pour financer les plans marocain et tunisien. Mais leur déblocage reste suspendu à un accord général avec la France... B. G.

MAGHREB

Un projet « algérien » de M. Bourguiba

(De notre envoyé spécial Jean DANIEL.)

DANS l'avion spécial qui transportait le président Bourguiba, de Tunis à Rabat puis à Tanger et à Madrid, plusieurs journalistes tentaient d'arracher au chef du gouvernement tunisien des confidences sur l'efficacité du nouveau traité tuniso-marocain. Habib Bourguiba s'y prêtait volontiers ; mais chaque fois, il bifurquait sur le problème algérien. C'est devenu son obsession et son rêve.

Obsession parce que Tunis est désormais une ville bien algérienne, la solidarité nord-africaine une réalité profonde (au moins dans la lutte) et que rien ne pourra être fait de définitif en Tunisie tant que la guerre persistera aux frontières.

Rêve parce que cette chère Tunisie est décidément bien petite pour un homme qui se sait et se veut grand. Et qu'elle paraît d'autant plus petite au spectacle des insolentes splendeurs de l'Empire chérifien. Les Marocains, pour recevoir Bourguiba, ne se sont pas privés d'étaler leurs fastes ; et les Tunisiens qui tiraient orgueil d'un débraillé démocratique très « occidental » se sont vus comme jugés par la rigidité seigneuriale d'un protocole tout à fait « grand siècle ».

LES LEADERS DU F. L. N. A TUNIS (1).
« Mais si maladroits... ».

Le fait nouveau

A Bourguiba jusqu'à maintenant tout a réussi. Et comme tous les hommes qui ont réussi, il se réfère sans cesse aux conditions de cette réussite. Il dit continuellement, se comparant aux Algériens, trop intransigeants : « Quand on m'a offert l'autonomie interne... » ou encore : « Quand j'ai décidé de m'opposer à Salah ben Youssef... » etc. Il voudrait faire profiter de son expérience ces Algériens « si purs, si méritants, mais aussi si maladroits ». Dans toutes les villes où il s'est arrêté, il a rencontré les chefs du F.L.N. Il a essayé de les persuader de ce qu'il appelle la « dynamique de la négociation » — formule pour expliquer que la négociation porte en elle-même une force de progression.

Le fait nouveau, c'est que Bourguiba est écouté des Algériens. Non pas encore approuvé, il s'en faut. Mais écouté. Le temps n'est plus où il consacrait ses journées à persuader les leaders du F.L.N. qu'il n'était ni traître ni apostat. Aujourd'hui, les Algériens, installés à Tunis en force, et tirant de la Tunisie une aide continuelle et considérable, reçoivent les remontrances de Bourguiba comme celles d'un associé.

L'heure algérienne

— *Vous êtes déçu de la réponse que vous a faite le docteur Lamine,* m'a demandé le président Bourguiba.

A la conférence de presse du F.L.N. à Tunis, j'avais posé, aux côtés de mes confrères de *France-Soir, Franc-Tireur* et du *Figaro,* quelques questions dont celle-ci : Pourquoi le F.L.N. transformait-il sa revendication de la reconnaissance du droit de l'Algérie à l'indépendance, en revendication de l'indépendance pure et simple ? Pourquoi ce raidissement ? Et le docteur Lamine m'avait répondu : « Pour nous, c'est la même chose ».

— *En fait,* reprit Bourguiba, *l'intransigeance affichée par Lamine s'explique entièrement par les récentes interventions de M. Lacoste. Le gouvernement français ne fait pas d'ouvertures, il ne tient même pas à éprouver les chefs du F.L.N. Dans ces conditions, les Algériens craignent que toutes concessions n'apparaissent comme des capitulations. Mais évidement, cela peut durer ainsi indéfiniment si personne ne s'interpose.* »

C'est pourquoi Bourguiba croit que son heure algérienne est venue et qu'il lui faut s'interposer. Il a été encore encouragé dans ce sens depuis sa tournée marocaine.

Les réticences du Maroc

Depuis l'affaire Ben Bella, les complications qu'elle a provoquées dans les rapports avec la France et les désordres qu'elle a suscités au Maroc même, le Sultan Mohamed V est devenu d'une extrême prudence pour tout ce qui concerne l'Algérie. Le Maroc a besoin d'un ordre et d'une sécurité que les Algériens ont souvent compromis en plusieurs points du territoire. Le litige des régions frontalières a failli dégénérer en conflit notamment dans la région d'Oujda où la colonie algérienne, importante depuis toujours, s'est enrichie de milliers de réfugiés. Des enlèvements de Français, mais aussi de Marocains ont été opérés. Le gouverneur d'Oujda n'arrivait pas à sévir.

Les Algériens s'étaient infiltrés partout : dans l'administration, la police, l'armée de libération, les cadres. Le ministre de l'Intérieur fut amené à réagir avec une vigueur que les Algériens du Maroc ont peu appréciée. D'autre part, les Marocains voient venir la famine due à la sécheresse, ils voient le nombre de leurs chômeurs augmenter, leurs capitaux fuir et le niveau de vie baisser dans d'effrayantes proportions. Une jeune équipe marocaine rêve d'en terminer avec les fêtes, les réceptions, les dépenses inconsidérées et de mettre le pays dans le travail, l'austérité et le progrès social. Pour cela, il leur faut stabiliser les rapports avec la France et cette équipe juge que les Algériens avec lesquels elle se sent cependant solidaires, sont néanmoins bien encombrants.

C'est au cours d'une conversation entre deux ministres, l'un tunisien, l'autre marocain, que l'on a pu entendre cette phrase singulière : « L'indépendance de l'Algérie nous posera autant de problèmes, ou presque, qu'en pose la guerre. »

Le rôle du sultan

C'est aussi que le Maroc est un grand pays. Il se suffit à lui-même. Le sultan, le prince et l'Istiqlal ne se sentent pas à l'étroit dans un empire que bordent deux mers et dont la population augmente sans cesse. Le sultan est devenu ce sage, cet apôtre dont l'autorité ne sera plus engagée qu'avec la certitude de la réussite. Sa position est telle dans le monde arabe qu'il ne peut plus se permettre une autre affaire Ben Bella sans risquer de perdre un prestige dont chacun attend beaucoup en Afrique du Nord comme au Moyen-Orient : certaines conversations de Mrs. Roosevelt avec Mohammed V l'attestent qui ont concerné le problème israélien. Aussi le sultan a-t-il l'intention de laisser « s'agiter » le Président tunisien et de constituer un recours suprême.

Le projet

Quoi qu'il en soit, le relais de l'initiative algérienne a été pris par Bourguiba. Le président tunisien la mène tambour battant. Il se déclare « prêt à aller à Alger ». Il croit avoir trouvé la solution : un référendum à la togolaise et qui permettrait au peuple algérien de choisir entre les projets de M. Guy Mollet et un Etat autonome. Le F.L.N. est-il d'accord ? On ne peut le savoir. La direction est collégiale et le collège est bien dispersé. Il est aussi, a-t-on dit, divisé. Non, a rétorqué le docteur Lamine en prenant le bras du colonel Ouamrane « venu tout droit des maquis ». C'est vrai qu'ils ne sont pas divisés sur les positions extrêmes. Tant qu'il n'y a pas « d'ouverture », on ne peut susciter de division. Sur une proposition comme celle de M. Bourguiba, il y aurait certainement division.

Mais à quoi servira-t-elle du côté français ?

— *Si j'ai la caution du F.L.N.,* déclare Bourguiba, *alors il sera démontré à l'opinion internationale que la France refuse de sortir de l'impasse : elle avait proposé une consultation électorale ? Reprenons la proposition en lui donnant un autre sens.*

En fait d'opinion internationale, Bourguiba paraît avoir appris de M. Nixon lui-même que l'opinion américaine serait sensible à une telle « mise au pied du mur » du gouvernement français. Le vote à l'O.N.U. avait été favorable à la France sur le plan Pineau qui comprenait des élections libres. Le soutien américain avait été accordé à cette condition. Si le Parlement considère comme dépassé ce plan, il devra sans doute prendre en considération le projet de Bourguiba, car il va devenir bientôt un projet tuniso-marocain. Sinon le soutien américain sera désormais d'autant plus marchandé que M. Nixon a vérifié sur place l'intérêt pour les Etats-Unis d'acquérir en Afrique du Nord des positions qui contrebalancent à ses yeux les « aventures » de Nasser.

(1) De gauche à droite : le colonel Ouamrane, le Dr. Lamine, Ferhat Abbas et Ahmed Massas.

SUEZ

Un problème américain

LES ministres français ont consacré plusieurs délibérations, cette semaine, à l'étude d'un problème auquel les journaux n'ont pas réservé leurs gros titres. Il s'agit cependant d'un problème essentiel :

Faut-il céder devant les exigences du colonel Nasser et accepter de payer les droits de passage par le canal de Suez au gouvernement égyptien, et en dollars ?

A première vue, l'étude du dossier ne permet guère la discussion. La réponse y est inscrite en clair : il faut payer parce qu'il n'y a aucun moyen de faire autrement.

En réalité, la plupart des membres du gouvernement refusent cette conclusion qui signifierait un triomphe quasi total du dictateur égyptien.

Boycottons le canal ! proposent-ils. Mais ceux d'entre eux qui connaissent le mieux le dossier savent que le boycott du canal est proprement impossible sans l'accord des Etats-Unis. En effet, la France ne dispose pas du tonnage de pétroliers suffisant pour assurer le détour par Le Cap. En outre, l'augmentation du coût du fret qui en résulterait aggraverait la pénurie déjà désastreuse de dollars (1).

Dans ces conditions, certains ministres proposent une autre procédure : le Conseil de Sécurité serait saisi du refus de Nasser de laisser passer les bateaux (ceux, en tout cas, qui refusent de payer leur passage au gouvernement égyptien comme l'a fait mercredi un navire battant pavillon britannique). Une fois le Conseil saisi, en invoquant la Convention de 1888 sur la liberté de navigation, on paierait « *en protestant* » et on entreprendrait aussitôt la réalisation du grand programme de construction de pipe-lines et de super-tankers envisagé depuis septembre.

L'idée générale est de susciter une concurrence au canal, mais il s'agit d'une entreprise à très longue échéance et la situation financière de la France ne lui permet guère d'attendre.

Le choix est difficile entre la nécessité d'assurer l'approvisionnement du pétrole, celle de ne pas aggraver le déséquilibre de notre balance des comptes et celle, enfin, de ne pas paraître céder au chantage du bikbachi. Dans ce jeu vital, les cartes ne sont malheureusement plus à Paris. C'est à Washington que sera prise, en dernier ressort, une décision essentielle pour la France.

(1) Coût de l'opération « Boycott » : 12 millions de dollars par mois.

ÉTATS-UNIS

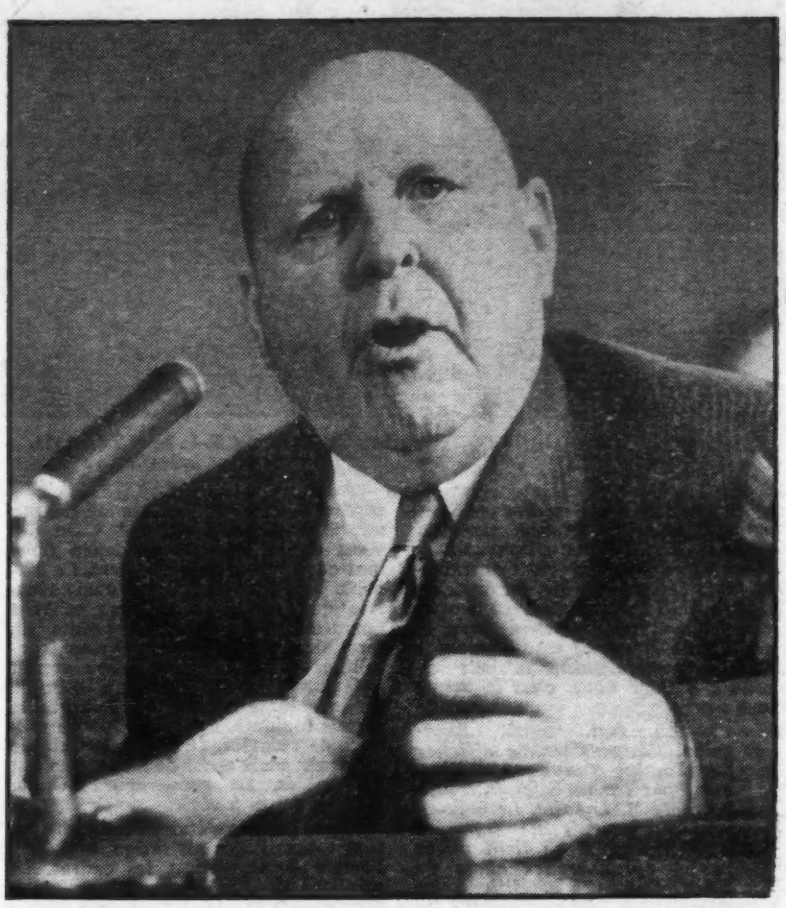
Le roman noir des teamsters

(Correspondance de Washington.)

LE rideau vient de tomber sur le premier acte d'un spectacle de choix, suivi durant trois semaines par les millions de téléspectateurs américains. La scène en est la plus grande salle de commissions du Congrès américain. Les acteurs en sont, d'une part, la commission McClellan, et d'autre part les chefs du plus grand syndicat américain.

La commission McClellan enquête sur « *les activités frauduleuses dans le monde ouvrier et patronal* ». La corruption syndicale la retiendra — estimation prudente — durant deux années encore. Le « *monde patronal* » peut dormir tranquille.

Les révélations apportées par les trois premières semaines de l'enquête sont dignes d'un roman noir. Elles font d'abord défiler le « menu fretin » du syndicat archaïque des «teamsters» (cochers), qui, de son vrai nom, s'appelle « Fraternité Internationale des cochers, conducteurs, magasiniers et porteurs d'Amérique ». Ce syndicat de 1.403.000 membres — le plus nombreux des Etats-Unis — groupe en fait l'ensemble des chauffeurs de camions. Organisé à l'image d'un empire féodal, il a à sa tête un empereur (le président Dave Beck), deux vice-rois (Frank Brewster, qui règne sur l'Empire d'Orient, et Jimmy Hoffa, qui règne sur l'Empire d'Occident) et d'innombrables burgraves.



DAVE BECK, LE ROI DES « TEAMSTERS ».
Les affaires sont les affaires.

Le « César » de l'empire

L'interrogatoire du menu fretin révèle « *qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume de Frank Brewster* », dont la capitale est Portland (Oregon). Dans cette ville de 373.000 habitants, les fonds syndicaux ont servi au financement de 35 maisons de jeux et de prostitution. Des joueurs malchanceux ont emprunté jusqu'à 50.000 dollars (18 millions de francs) à la caisse syndicale. Le syndicat était en cheville avec le maire et le procureur de la ville, ainsi qu'avec le racket des machines à sous. Il forçait les restaurateurs à héberger lesdites machines. Les récalcitrants se voyaient priver de pain, café et bière : ils étaient boycottés par les camions de livraison. Les 500 machines à sous de Portland rapportaient 50.000 dollars par an, dont la moitié allait aux chefs syndicaux.

L'enquête approche de son apogée lorsqu'on apprend l'arrestation de Jimmy Hoffa, le cerveau « dur et pur » du syndicat. A la différence des autres chefs, Hoffa a l'étoffe d'un César. Energique, intelligent, abstinent, on ne lui connaît aucun vice ; une ambition dévorante seulement : il veut transformer l'empire féodal des teamsters en un Etat moderne, centralisé, capable de mobiliser d'un coup tous les camionneurs d'Amérique. Quoique adversaire du président Dave Beck, il cherche à sauver l'empire syndical en achetant des documents compromettants. Il remet 3.000 dollars et en promet 18.000 autres au témoin qui possède ces documents. Le témoin, hélas ! est un agent du F.B.I. Hoffa est en prison pour 10 ans au moins.

Un cadeau de Noël

Avec Frank Brewster, le second vice-roi, l'affaire prend une tournure mondaine. Ce gentleman comparait en chemise de soie et complet sur mesure (un luxe de milliardaire). Avec 79.000 dollars « empruntés » à la caisse syndicale, Brewster a fondé une écurie de course, en association avec un dénommé Newell. Dans cette affaire, Newell perdit 40.000 dollars (14 millions de francs), tandis que Brewster — étrange coïncidence — faisait 40.000 dollars de bénéfices. Pour dédommager son associé, Brewster le nomma expert et agent d'assurances du syndicat, avec 300.000 dollars (100 millions de francs) d'appointements annuels.

Brewster acheta également, avec les fonds du syndicat, une Buick à sa maîtresse ; un chèque du syndicat (140.000 francs) paya l'un de ses complets sur mesure. « *Ce fut un cadeau de Noël des chauffeurs reconnaissants* », affirme Brewster. Date du cadeau de Noël : le 22 juin. Brewster investit 94.000 dollars, pris dans la caisse syndicale dans une affaire de potages en conserve. Il « prêta » 400.000 dollars (140 millions de francs) à une entreprise de transports en difficulté. La somme, prise dans la caisse syndicale, n'y fut jamais restituée.

Dernier personnage du drame : le président Dave Beck en personne. Ce self made man, petit et massif comme un marteau-pilon, a le goût des affaires. Son salaire : 50.000 dollars par an (18 millions), à quoi s'ajoutent des « frais de représentation » illimités. Beck se fit construire une maison (un palais, plutôt) pour 30.000 dollars, à Seattle. Le syndicat la lui « racheta » pour 160.000 dollars (56 millions), pour la lui « offrir » ensuite et la lui meubler pour 90.000 dollars. Beck est accusé d'avoir détourné à des fins personnelles 322.000 dollars (plus de 100 millions) de la caisse syndicale. Effondré, « l'empereur » des teamsters s'est borné à invoquer le fameux « 5e amendement » (qui permet aux témoins de ne pas répondre s'il craignent que leurs réponses puissent les incriminer) contre toutes les questions qui lui furent posées.

— Je n'ai jamais vu témoin plus méprisable, s'est exclamé le sénateur McClellan.

Labour is business

Bilan provisoire de l'enquête : Beck, Hoffa et Brewster ont été exclus de la fédération syndicale A.F.L.-C.I.O. Celle-ci cherche à accélérer l'épuration des syndicats corrompus, tandis que plusieurs sections de teamsters se révoltent contre leurs chefs. Mais simultanément, à la faveur du climat créé par l'enquête, une offensive antisyndicale se prépare au Sénat. Elle vise à mettre hors la loi l'une des conquêtes de l'ère rooseveltienne : le « union shop », qui oblige les ouvriers de certaines industries à se syndiquer, sous peine de licenciement, peu après leur embauche. Le vote de cette loi, déjà annulée par les législations locales de 18 Etats sur 48, porterait un coup sévère au syndicalisme américain tout entier et constituerait une exploitation politique de la corruption des teamsters.

Cette corruption, au demeurant, comporte aussi sa propre morale. « Labour is business » (le syndicalisme est une affaire comme les autres), disait Jimmy Hoffa. Les teamsters, jusqu'ici, partageaient son avis : peu leur importait l'affectation des fonds syndicaux (350 millions de cotisations annuelles) tant qu'ils bénéficiaient de la politique des Beck, Hoffa et Brewster. Ceux-ci, en bons hommes d'affaires, traitaient d'égal à égal avec les entrepreneurs les plus puissants, recevaient d'eux des pots-de-vin (caisses de whisky, fleurs, pralines), étaient invités par eux dans des restaurants de luxe où l'on parlait « business ». Leur comportement reflétait fidèlement un milieu particulier dans lequel tout s'achète ou se vend, et où la réussite se mesure à la richesse et à ses signes extérieurs.

Les dirigeants du mouvement syndical ont déjà compris la leçon de l'affaire des teamsters. C'est d'une crise de croissance qu'il s'agit. Mais ils savent désormais que le patronat est à l'affût, prêt à remettre en cause les conquêtes de la classe ouvrière à la moindre occasion. Le syndicalisme doit procéder à sa propre épuration s'il veut éviter que cette épuration soit exploitée contre lui.

ITALIE

David contre le Cartel

(Correspondance de Rome.)

IL y a deux ans, on ne croyait pas si bien dire en appelant M. Enrico Mattei, directeur général de la Compagnie Nationale Italienne des Pétroles, « le Mossadegh italien ». Ce grand gaillard énergique, ancien chef de la Résistance, organisateur remarquable, célèbre pour son audace et son parler brusque, a en effet décidé de défier, sur territoire iranien, le tout-puissant cartel mondial du pétrole.

M. Mattei et le Cartel sont de

ROBIN TAILLEUR
met à votre service son coupeur de classe internationale et sa sélection des plus belles draperies françaises et anglaises pour satisfaire votre goût personnel d'être bien habillé
PRÊT A PORTER
32, Avenue de l'Opéra - PARIS - Téléphone OPE. 20-46

LES TISSUS J.-L. Marmor
MADE IN FRANCE
BUREAUX DE VENTE :
8, rue du Sentier
PARIS-2e
Tél. Gut. 40-71 à 73. Adr. tél. Marmor

GANTS TETINES COLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

« Là, comme cela tout le monde peut voir que nous n'avons jamais *modifié nos positions. »*
(De gauche à droite : MM. Lennox Boyd, ministre des Colonies ; Macmillan et Selwyn Lloyd, ministre des Affaires étrangères.) VICKY. *« Daily Mirror ».*

vieux ennemis. Ils se disputèrent durement, il y a deux ans, le contrôle des pétroles italiens. Le Cartel en voulait sa part. M. Mattei s'y opposait. Le Cartel menaça l'Italie d'asphyxie. M. Mattei fit semblant de céder : il offrit des concessions aux grosses compagnies, à condition que l'Italie touchât 60 % de leurs bénéfices.

« Condition inacceptable, répliquèrent les grosses compagnies. *50 % des bénéfices est le maximum que nous pouvons consentir. »* M. Mattei emportait la manche.

Or, voici qu'il relance son offensive anti-cartel : durant son récent séjour à Téhéran, il a offert 70 à 75 % des bénéfices d'exploitation à la N.I.O.C. (Compagnie Nationale Iranienne des Pétroles) si elle l'autorisait à exploiter les gisements de Koum, situés à 150 km au sud de Téhéran et capables de débiter au moins 20 millions de tonnes par an.

« Fifty-fifty »

Depuis sa découverte par des géologues suisses, en 1951, le gisement de Koum n'a cessé d'être convoité par les membres du Cartel. Mais aucun d'entre eux n'enleva l'affaire. Raison : la N.I.O.C., de même que l'E.N.I., en Italie, réclamait plus de 50 % des bénéfices. M. Mattei en offrit jusqu'à 75 %. Un accord a été convenu, quoique non encore signé. Il porte non seulement sur le gisement de Koum, mais également sur ceux de la côte sud-iranienne.

Cet accord sans précédent, qu'il soit ou non ratifié, remet en question le sacro-saint partage « fifty-fifty » que le Cartel applique dans le monde entier, du golfe Persique aux Caraïbes. Il ne manquera pas d'aviver les griefs rentrés des gouvernements arabes qui, depuis quelque temps déjà, considèrent comme inique la clause du « fifty-fifty ». Ces gouvernements ne manqueront pas de faire valoir que si l'Italie, dont on ne sache pas qu'elle roule sur l'or, peut offrir mieux, les membres fabuleusement riches du Cartel en sont assurément capables, eux aussi.

L'indépendance

Le Cartel tentera donc, pour la seconde fois, d'abattre M. Mattei. Les moyens de pression ne lui manquent pas. Mais il aura affaire à forte partie. M. Mattei est en effet soutenu par l'Etat italien, par l'opinion publique et par de puissants groupes industriels. Son accord avec la N.I.O.C. prévoit que le matériel de forage sera fourni par l'Italie — plus précisément par la Nuova Pignone de Florence, création d'un vieil ami de Mattei: le maire La Pira. Le pipeline de 1.600 km, reliant Koum à Alexandrette, sur la Méditerranée, doit être financé et construit par l'Italie et l'Allemagne. L'E.N.I. est prête à y investir 35 milliards de francs en dix ans, l'Allemagne fournirait le reste. M. Adenauer vient d'en discuter à Téhéran. L'affaire est on ne peut plus saine : débité par pipe-line, le pétrole de Koum rapporterait 100 milliards par an et rendrait l'Italie indépendante du pétrole dollar.

En bon stratège, M. Mattei a fait précéder son offensive frontale contre le Cartel d'une manœuvre tournante : il a sollicité des concessions en Arabie séoudite, en Egypte et au Maroc et participe aux forages de l'Interfor en Union française.

Quel que soit le résultat de la contre-offensive du Cartel, une chose est certaine : on entendra encore parler de M. Enrico Mattei.

ANGLETERRE

La quadrature du cercle

(Correspondance de Londres.)

MARDI soir, M. Macmillan a enfin pu pousser un soupir de soulagement : les syndicats ont décidé de suspendre la grève qui immobilisait presque la totalité de l'industrie métallurgique anglaise jusqu'au verdict de la commission d'arbitrage. En même temps, aux Communes, les extrémistes conservateurs ont décidé de retirer toutes les motions antigouvernementales et l'opposition travailliste n'a même pas proposé un vote de défiance à l'égard du premier ministre.

De nombreux nuages obscurcissent cependant cette victoire. Certes, le groupe parlementaire conservateur continue à soutenir unanimement le chef du gouvernement. Mais Lord Salisbury ne fait plus partie du cabinet et son départ est sans doute le fait capital de la semaine politique. Le parti conservateur sans Salisbury, c'est un soldat sans fusil, un évêque sans crosse. Cet homme de 63 ans descendant d'une famille qui depuis quatre siècles tire les ficelles de tous les gouvernements conservateurs a été plus qu'un ministre et plus qu'un leader du groupe conservateur à la Chambre des Lords. Il a été le dernier Mohican du conservatisme intransigeant.

Depuis son entrée dans la politique, Lord Salisbury est le champion de la grandeur britannique. Il croit toujours vivre au temps de son grand-père, le marquis de Salisbury, comme il croit que la Grande-Bretagne reste la première puissance du monde. C'est pourquoi, en 1938, il a quitté le gouvernement Chamberlain avec beaucoup plus d'éclat que ne l'avait fait M. Eden. La Tchécoslovaquie, la menace de la guerre, le fascisme étaient pour lui de vains mots. Ce qui comptait, c'était que le premier ministre de la Grande-Bretagne, au lieu d'imposer sa volonté à un Hitler et à un Mussolini, pactisait avec eux. Dans sa lettre de démission, Lord Salisbury écrivait :

« Vous m'avez décrit les accords de Munich comme une paix honorable. Je les ai lus et relus et j'y trouve tout sauf l'honneur dans le sens britannique du mot. »

LORD SALISBURY.
400 ans d'expérience

Face à Churchill

Pendant la guerre, quand Churchill était à l'apogée de son prestige, il n'y avait au sein du cabinet qu'un seul homme pour se permettre de dire : je ne suis pas d'accord. Ce fut aussi le seul contre lequel Churchill ne laissa jamais éclater sa colère.

Après la victoire travailliste, en 1945, un coup d'Etat se produisit. Réduits à l'impuissance à la Chambre des Communes, les conservateurs cherchèrent à se retrancher dans leur dernière forteresse : la Chambre des Lords. Mais leur chef dans cette enceinte, Lord Salisbury, était trop conscient de ses responsabilités pour essayer de faire obstruction à la législation socialiste. A aucun moment, il ne consentit à livrer bataille contre le gouvernement Attlee. C'est que Lord Salisbury est un véritable conservateur. Il sait, il a toujours su qu'on ne peut « conserver » quelque chose que si on réussit à le soustraire à l'adversaire. Toute tentative d'opposer la Chambre des Lords à la Chambre des Communes au moment où les travaillistes détenaient une majorité écrasante dans le pays eût signifié la fin d'une institution à laquelle il tenait trop.

Devise de famille

Avec le retour des conservateurs au pouvoir, les choses vont changer. La gloire de Lord Salisbury est à son apogée. C'est lui qui va empêcher Churchill de réaliser la conférence des Grands qu'il avait suggérée dans son discours du 11 mai 1953. C'est lui qui va précipiter le départ du vieux leader au bénéfice de Sir Anthony Eden. C'est lui enfin qui est l'âme et l'inspirateur du clan des « ultras » au moment de la crise de Suez. Tout cela, Lord Salisbury le fait sans la moindre ambition politique. Il a déjà son bâton de maréchal, et il sait qu'en tant que Lord il ne peut pas être premier ministre de Grande-Bretagne. Mais il le fait au nom de la devise de sa famille : *La Grande-Bretagne est et doit rester la première puissance du monde.*

Soudain, samedi dernier, prenant pour prétexte la libération de l'archevêque Makarios, Lord Salisbury a abandonné le jeu. En fait, sa démission a une autre cause : l'homme dont il a fait un premier ministre, M. Macmillan, vient d'abandonner aux Bermudes l'indépendance de la diplomatie et de la stratégie britanniques. Un marquis de Salisbury de

→

Cahiers de la République
REVUE BIMESTRIELLE DE POLITIQUE
PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION : Pierre MENDES-FRANCE
Numéro 6 (mars-avril 1957)
- **Editorial**
- **CHANCES ET DIFFICULTES DE LA RECONVERSION :** Articles de : Pierre LE BRUN, Maurice BERTRAND, Alain GOURDON, M. RONCAYOLO, J. BILLY
- **Le Capitalisme est-il rénové ?** par A. SAUVY
- **A propos de la C.E.C.A.** par M. GILLET
- **Planification et Nationalisations** par B. CAZES etc.

Rédaction, administration : 1 bis, place de Valois. Abonnements : 1 an 1.250 fr. - Etranger 1.500 fr. Soutien : 3.000 fr. C.C.P. Paris 13.698.09

OLD ENGLAND
12, Bd des Capucines — Paris
Prêt à porter dans la meilleure qualité anglaise
Imperméables . Gabardines . Pantalons
Pardessus . Vestes de sport . Blazers
Complet "Ready Made"
32.000 Fr.

La division de l'Allemagne : une menace pour la paix
- LA REUNIFICATION EST-ELLE POSSIBLE ?
- QU'EN PENSENT LES ALLEMANDS, CEUX DE L'OUEST CEUX DE L'EST ?
- QUELLES SONT LES POSITIONS DES ALLIES D'HIER ?

DOCUMENTS
REVUE DES QUESTIONS ALLEMANDES
répond à ces questions dans son numéro spécial d'avril
EN VENTE : 240 francs franco :
2, rue Bourdaloue - PARIS (9e) - Tél. TRU. 62-13
C.C.P. Paris 13.253.54

la grande époque eût probablement dit clairement pourquoi il ne pouvait être d'accord. Lord Salisbury, aujourd'hui, ne l'a pas fait parce qu'il sait qu'une telle déclaration sonnerait le glas du parti conservateur ; car si les tories, qui n'offrent pas de réformes sociales à leurs concitoyens, ne sont même pas capables de conserver le prestige de leur pays, au nom de quoi peuvent-ils solliciter les suffrages des Britanniques ?

Mais bien que Lord Salisbury n'ait pas dit tout ce qu'il avait sur le cœur, nombre de ses concitoyens et surtout ses collègues du parti l'ont deviné. C'est pourquoi entre 80 et 100 députés conservateurs étaient prêts à voter contre le gouvernement si M. Macmillan n'avait pas dit : « Je déclare ici avec force qu'aucun accord secret n'a été signé avec les Etats-Unis aux Bermudes, et je déclare que nous continuerons nos expériences thermo-nucléaires parce qu'elles nous donnent la possibilité de jouer à côté des U.S.A. et de l'U.R.S.S. un rôle primordial dans la politique mondiale ».

Deux avertissements

M. Macmillan a donc obtenu un sursis sur le plan parlementaire comme il en a obtenu un sur le plan social. Mais ici aussi, si les syndicats ont décidé d'interrompre la grève, ce n'est pas parce qu'ils ont une confiance démesurée dans la commission d'arbitrage instaurée par le gouvernement. Leur stratégie est simple : pourquoi se saigner en attendant le verdict (qui n'interviendra que dans dix jours) et n'être pas capables de répliquer s'il n'est pas favorable aux ouvriers ? Il vaut mieux, en attendant, reprendre le travail et conserver ses forces pour la bataille ultime.

M. Macmillan vient, en fait, de recevoir deux avertissements clairs, mais contradictoires. Le départ de Lord Salisbury est un avertissement qui somme le gouvernement de pratiquer une politique vraiment conservatrice et impériale. La trêve sociale, en revanche, ne peut être durable que si le gouvernement impose à son parti et au patronat anglais une politique anti-conservatrice et anti-impériale.

ALLEMAGNE

Le choix de septembre

TOUT est calme à Bonn. La machine administrative tourne rond. Les commissions parlementaires travaillent avec sérieux. Nulle agitation visible, ni dans la rue, ni dans les immeubles ultra-modernes qui abritent ministères et parlement.

Pourtant la campagne électorale commence. Le 15 septembre, la population de la République fédérale désignera pour la troisième fois ses députés au Bundestag.

Quelles sont les perspectives au moment où chacun fourbit ses armes et où les premiers coups sont échangés ? Les élections régionales ou municipales des deux dernières années ont indiqué une montée socialiste dont on ne saurait tirer cependant des conclusions péremptoires : entre 1949 et 1953, le S.P.D. avait aussi paru progresser aux consultations locales, mais le prestige du chancelier Adenauer l'avait emporté aux élections nationales. Ce que tout le monde admet et que toutes les consultations électorales et tous les sondages confirment, c'est que l'on progresse rapidement vers un système de deux partis. Ce sont surtout les jeunes électeurs qui veulent voter utile, c'est-à-dire soit chrétien-démocrate, soit socialiste. A eux deux, S.P.D. et C.D.U. peuvent obtenir environ 80 % des voix et peut-être 90 % des sièges. Mais, si aucun d'eux n'atteint la majorité absolue, il leur faudra compter avec le parti libéral qui, assez paradoxalement, risque de sortir de la consultation à la fois diminué à l'extrême et maître de la situation.

Manque d'hommes

Même sans cette considération, la lutte manquerait de passion. Quels sont en effet les grands problèmes sur lesquels on peut vraiment se battre ? Et quels sont d'abord les chefs susceptibles de mobiliser les foules ? Le chancelier reste populaire et son prestige, sinon l'attrait humain de sa personnalité, jouera de nouveau un rôle important. Mais à côté de lui, dans son parti, il n'y a personne qui ressemble à un mobilisateur de foules. Heureusement pour lui, en face, c'est aussi le vide à cet égard. Reinhold Maier, le nouveau vieux président du F.D.P., a une réputation d'honnête homme fort malin, mais n'est guère en état de faire beaucoup de discours publics, ni même de trop se montrer à la télévision. Pourtant sa personnalité est encore plus prononcée que celle de l'inamovible président du parti socialiste, le robuste et terne Erich Ollenhauer. Avec la maladie de Carlo Schmid, le brio s'en est allé. Il reste des hommes de premier ordre sur le plan intellectuel et humain, tel Fritz Erler, mais manquant de « sex appeal » électoral et aussi d'arguments de choc.

Aide à la Pologne

En politique étrangère, on se dispute sur des nuances. La réunification est bloquée et personne ne voit de moyen sérieux pour l'accélérer. Les socialistes ne peuvent qu'approuver l'attitude de M. von Brentano à l'égard des pays de l'Est. Une délégation polonaise négocie à Bonn un accord économique, c'est-à-dire, en fait, une aide alimentaire allemande. Le gouvernement allemand veut aider Gomulka, mais sans éclat, sans rien faire qui puisse ressembler à de la propagande ou provoquer l'U.R.S.S. C'est la même voie de sagesse et de prudence qu'il avait déjà empruntée lors de la révolution hongroise.

A l'Ouest, même si quelques exaltés rêvent de « grande politique », le ministère et l'opposition comprennent et semblent approuver ce qui paraît être aujourd'hui l'attitude fondamentale de la population, notamment de la jeunesse, ce que certains appellent la « réaction suisse » : « Comme nous sommes heureux d'être à l'écart des grandes affaires qui agitent aujourd'hui le monde dans le Proche-Orient, ou en Afrique, ou en Asie ! Nous ne voulons plus être une grande puissance. Développons nos échanges commerciaux et restons en dehors de la guerre diplomatique ou, comme dans le cas de la France, de la guerre tout court. » C'est ce souci qui explique électoralement l'un des arguments du S.P.D. contre le marché commun. On ne veut pas être mêlé de près ou de loin à la politique africaine de la France.

La tiédeur européenne

Il y a d'autres causes pour l'actuelle tiédeur européenne de l'opinion, l'une d'elles étant l'extrême complexité des problèmes discutés. Certains se sont demandé pourquoi le gouvernement ne frappait pas un grand coup en acceptant dans les traités le principe de la semaine de quarante heures. Ce serait une opération doublement rentable, à l'égard de la France et à l'égard des ouvriers chrétiens de la Ruhr qui semblent en train de déserter la C.D.U. et auxquels on pourrait dire : « Vous voyez, l'Europe, c'est les quarante heures. » Manque d'audace d'une part et opposition résolue du professeur Erhard qui ne veut pas de réglementation nationale de la durée légale du travail, tout en admettant que les quarante heures viendront peu à peu dans toutes les branches industrielles.

En politique intérieure, le gouvernement a bien manœuvré : la loi sur l'augmentation des pensions et retraites entrera en vigueur ni trop tôt, ni trop tard et plusieurs millions d'électeurs recevront, juste avant les élections, un pécule appréciable qui, rappel compris, constituera un assez vif stimulant pour voter C.D.U.

Le vrai enjeu

L'enjeu le plus sérieux ne sera guère présenté aux électeurs. La C.D.U. n'en parlera certainement pas et le S.P.D. ne peut pas trop se servir d'un argument qui aurait l'air trop intéressé. Si le parti du chancelier obtenait la majorité absolue, la démocratie serait menacée non pas dans sa forme, mais dans son contenu. Déjà, aujourd'hui il existe à la C.D.U. une tendance à considérer que la majorité et l'Etat ne font qu'un, qu'il n'y a jamais lieu de tenir compte de la minorité, ne serait-ce que pour discuter avec elle. La majorité absolue, ce serait le triomphe d'un homme comme Rasner, jeune député devenu rapidement secrétaire et « pion » du groupe parlementaire. Ce serait la défaite des démocrates solides et ouverts comme Brentano.

Mais même si la C.D.U. restait au pouvoir avec l'appui des libéraux, il manquerait cet élément sans lequel la démocratie de Bonn ne sera pas vraiment stabilisée : un changement de gouvernement s'effectuant de façon normale, sans être considéré — ni à l'intérieur, ni à l'étranger — comme une catastrophe épouvantable.

C'est pourquoi nous pensons souhaitable l'avènement d'une coalition socialiste-libérale — ne serait-ce que pour démontrer qu'elle ne ferait pas une politique sensiblement différente de celle du chancelier Adenauer.

Alfred GROSSER.

(Copyright L'Express.)

la France
reçoit
une Reine

Vous pourrez suivre de près
toutes les cérémonies
sur l'écran
de votre récepteur de Télévision

La Voix de son Maître
" His Master's Voice "

qui vous en donnera
l'image la plus fidèle

et vous serez toujours au premier rang !

PATHÉ MARCONI

MANIFESTATIONS

Le colonel ne voulait pas

SAMEDI après-midi, 16 heures, sur les Champs-Elysées : *« Provocateurs, nous défendrons l'Armée, malgré vous ! »* criaient à l'adresse de deux officiers, Compagnons de la Libération, des jeunes gens armés de pancartes sur lesquelles on pouvait lire: *«Mendès + Mauriac = Meknès»*.

Ces jeunes gens appartenaient à des groupements d'extrême-droite (poujadistes et « Jeune Nation »). Ils s'efforçaient de se glisser au milieu des anciens combattants rassemblés à l'appel du colonel Bourgoin pour rendre « hommage à l'armée qui combat et à ses martyrs, le capitaine Moureau et ses compagnons de souffrance ».

Dès le départ, cette manifestation, qui devait se dérouler « dans le calme et la dignité », était troublée par une guerre de pancartes. Le titre de Compagnons de la Libération de ceux qui les interpellaient n'impressionnait pas les jeunes agitateurs. Au contraire. Ce titre leur paraissait suspect, puisque aussi bien « Mohamed V est, lui aussi, compagnon de la Libération ». A cet argument d'ordre historique succédèrent les injures et les coups.

Déçu et troublé

Renonçant à obtenir le retrait des pancartes couvertes de mots d'ordre d'extrême-droite, la délégation des Français libres, conduite par le général de Larminat, devait se retirer avant même que le cortège ne se mît en marche vers l'Arc de Triomphe.

En tête, le colonel Bourgoin était suivi, presque « poussé », par l'ex-commissaire Dides, le général Faure et leurs propres troupes.

« J'ai été déçu et troublé par le manque profond d'adhésion, par l'exploitation politique d'une cérémonie que j'aurais voulue silencieuse et calme, digne de ce compatriote martyr que nous honorions », écrira le lendemain le colonel Bourgoin à son ami Clavel, qui l'avait mis en garde, dans le journal « Combat », contre la manœuvre dont il devait être l'objet.

Une grenade offensive à paroi de tôle mince, jetée dans la foule *« pour attirer l'attention sur le sort des rappelés »* allait d'ailleurs bientôt cristalliser l'exaspération des quelque cinq ou six mille manifestants groupés sur les Champs-Elysées.

L'auteur de cet acte aberrant, Jacques Akopian, ancien rappelé en Algérie, ne dut la vie sauve qu'à l'intervention de la police. Il allait être lynché.

A « L'Express »

Quelques instants après, une 2 CV qui s'efforçait de se frayer un chemin place de l'Etoile était retournée par une foule hurlante. La voiture prenait feu. Une sorte de danse du scalp fut improvisée tout autour aux cris hystériquement scandés de « l'Algérie française ».

Le brasier éteint, les voitures-radio de la police, groupées sur les Champs-Elysées, échangeaient le dialogue suivant avec leur P.C. :

— Ils descendent vers *L'Express*.

— Les barrages tiendront.

— Attention, il y a des parachutistes avec eux !

— Combien ?

— Cinq ou six.

— Quels sont les ordres ?

Réponse du P.C., après une certaine hésitation :

— Laissez passer les parachutistes et refoulez les autres.

Quiproquo

C'est ainsi que « les autres » furent refoulés sur le trottoir d'en face, d'où ils jetèrent des cailloux. Bilan : quelques trous dans la vitrine de l'agence de voyage, au rez-de-chaussée de l'immeuble où sont également installés les bureaux de *L'Express*.

Le surlendemain, lundi, au ministère de la France d'outre-mer, dont il dirige le Service des chasses, le colonel Bourgoin évoquait avec tristesse l'ombre du général Boulanger, placé, par un sinistre quiproquo collectif, à la tête d'un mouvement sous la poussée duquel il avait été — lui aussi — débordé.

BAGARRES AUX CHAMPS-ELYSEES
Ranimer la flamme ?

JUSTICE

Nous irons aux Galapagos

CE grand jeune homme au regard tendre, à la fine moustache blonde et aux cheveux un peu fous avait, en cinq minutes, attaqué un agent de change, tué d'une balle en plein cœur un gardien de la paix, blessé d'une balle à la tête un passant, menacé deux autres citoyens de les abattre à leur tour... Il baissait la tête. Son interrogatoire se terminait, ce 24 février 1954.

Il avait dit qu'il s'appelait Jacques Fesch. Qu'il avait vingt-quatre ans. Qu'il était marié et père d'une fillette. Qu'il habitait Saint-Germain-en-Laye. Que son propre père était banquier.

Il était effroyablement las. On l'avait presque lynché quand on s'était saisi de lui. Il n'avait rien à imaginer pour se justifier, il n'avait qu'à confesser les rêves qui l'avaient amené là.

— *Je voulais faire le tour du monde... Acheter un yacht... Aller aux Galapagos, aux Touamotou, aux Fidji, à Tahiti... J'avais déjà un nom pour mon yacht : je l'aurais baptisé « Tiburon ».*

Il avait un nom, mais il lui manquait 2 millions pour payer l'armateur de La Rochelle. Il avait décidé de prendre n'importe où ces 2 millions, de les voler — quitte à tuer.

L'équipage

L'histoire de Fesch et des camarades qu'il embarqua sur sa galère est davantage celle de ces jeunes gens mis en scène par Cayatte dans son film *Après le déluge*. Ceux-ci voulaient « un bateau » pour fuir un vieux monde qu'ils croyaient voué à la guerre et à l'extermination.

Mais ce n'était pas de la guerre qu'avaient peur Fesch et son équipage. Ce qu'ils souhaitaient fuir, c'était leurs responsabilités, c'était la vie quotidienne.

Ils avaient pourtant bien moins que d'autres à se plaindre de « la vie »... Les parents de Fesch s'étaient séparés, certes — mais ils ne s'étaient point désintéressés de leur enfant. On pourrait seulement leur reprocher de l'avoir trop gâté, de l'avoir gâté « deux fois » pour lui faire oublier le foyer perdu. Ses beaux-parents avaient agi de même, lui ôtant le souci de chercher une situation. Mais *situation*, pour Fesch, semble avoir signifié sinécure. Lui donnait-on de l'argent à investir dans une société ? Il le transformait en voiture de sport. Il menait une existence de parasite et ceux dont il avait la charge, sa jeune femme et sa fillette, il entendait les laisser « aux crochets de quelqu'un ».

Jacques Robbe qui devait, avec Fesch, lever l'ancre du « Tiburon », est aussi de ces « J 3 » attardés qui refusent de devenir des hommes. Il considérait comme « très drôle » d'être marié et d'avoir trois enfants à vingt-quatre ans. Il avait l'impression d'avoir fait une bonne blague.

— *Je suis un personnage de dessin animé*, aimait-il à dire de lui-même.

Un troisième homme, effacé, « ébloui » — Jean Blot — suivait le sillage des deux autres. Lui, il lui fallait gagner sa vie, assez modestement, et il se laissa prendre, paresseusement...

— *Nous irons aux Galapagos...* Ils se le sont répété tant et tant qu'ils y ont cru, et qu'à des titres divers, ils n'ont pas accepté de se « dégonfler ».

Pourtant, au dernier moment, chez Robbe et Blot, il y eut un déclic : ils voulaient bien jouer, mais pas participer à un drame. Fesch, quant à lui, est allé tout droit vers son destin. Poursuivi, traqué, il s'est retourné, il a tiré et tué. Sans se rendre compte qu'il refusait ainsi la pitié qu'on aurai eue pour lui.

OH... PARDON !

● Films Les Requins Associés, S.A. (...) Constitution de cette société pour une durée de 99 années à compter du 1er janvier 1957.
(*Le Film Français.*)

● CHIENS AFFAMES EN ALGERIE ont besoin urgent nourriture, abri, soins. Maisons brûlées, maîtres tués ou partis. NOUS POUVONS les aider. L'argent est le seul obstacle... Prière d'envoyer dons à la Vicomtesse douairière Calway, Présidente de la Société protectrice des animaux pour l'Afrique du Nord.
(*The Times* de Londres.)

● Le train Alger-Oran déraille à Philippeville (1).
(*L'Humanité.*)

● En période d'équinoxe un match (de football) est-il opportun ?
(*L'Equipe.*)

● Un bottier anglais a confectionné à l'intention de Somerset et Maugham des doigtiers de cuir souple pour soutenir l'index et le pouce de la main droite, afin d'éviter la crampe de l'écrivain.
(*France-Soir.*)

(1) Pourquoi pas : « Le Paris-Lyon déraille à Lille » ?

SANTÉ

L'obésité, une malédiction

A une malade qui se plaignait d'être trop grosse et qui assurait, pourtant, se nourrir de salades, un spécialiste des glandes endocrines, excédé, répondait il y a quelques jours : « Madame, il n'y avait pas d'obèse à Buchenwald. »

Cette réponse, à elle seule, épuise la question de l'obésité : elle établit qu'il n'est pas d'obésité qui résiste à une réduction de l'alimentation.

Il n'y a pas d'obésité endocrinienne. Sauf dans des cas bien précis, bien délimités et exceptionnels (syndrome adiposo-génital, maladie de Cushing). Pour le reste, non seulement la correction des troubles hormonaux, s'il en existe, ne guérit pas l'obésité, mais c'est souvent le contraire qui se produit. En dominant l'obésité on réduit les troubles endocriniens. On fait ainsi l'économie d'un traitement hormonal toujours difficile.

Forcer la nature

La restriction des apports alimentaire, le « régime » est LE traitement des obésités. C'est un traitement simple, efficace. Il n'y en a pas d'autre.

Mais il est vrai qu'il y a parfois une espèce de « nature » de l'obèse, une malédiction qui pèse sur lui. Des mêmes aliments, il ne tirera pas le même bénéfice qu'un autre. Tout lui « profite », tout chez lui se change en graisse. Comme si son pouvoir d'assimilation était plus grand.

Chez certaines femmes une autre malédiction s'ajoute à celle-là. Elles ont un pouvoir étrange de retenir l'eau dans leur organisme, se transformant, surtout à certaines périodes de leur vie, en véritables éponges.

Mais il faut se méfier. Cette « nature » de l'obèse est moins fréquente qu'on veut bien le penser, et même

→

chez votre Tailleur :
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

LE PORTUGAL, UN VIEUX PAYS TOUT NEUF

quand elle existe elle ne modifie pas le fond du problème. Au lieu de manger beaucoup, ces obèses-là mangent trop, c'est tout. L'excès alimentaire n'est pas absolu, il est relatif. Il ne faut pas calculer la ration calorique abstraitement, dans l'absolu, mais relativement à tel individu concret, précis.

Les régimes

La conséquence en est simple. Le régime devra être plus sévère, plus restrictif. A condition que ce régime soit correct, n'importe quel obèse, aussi « maudit » qu'il soit par la nature, peut maigrir.

Des régimes il en existe de toutes sortes. Ce qui les distingue entre eux, c'est la technique, le truc, qui les rendra plus ou moins faciles à supporter.

Ce ne sont là que des petites différences car tous les régimes ont un principe commun :

● Restreindre au maximum l'apport calorique, énergétique (sucres, graisses) et obliger l'organisme à puiser dans ses réserves.

● Respecter les aliments nobles : les protéines (viande, poissons, laitage, certains végétaux, qui apportent des éléments indispensables à la vie) et les légumes ou fruits fournissant les vitamines nécessaires.

● Supprimer le sel et diminuer l'apport de liquides pour lutter contre la rétention hydrosaline.

Tous les régimes peuvent s'accompagner, et généralement s'accompagnent, de moyens accessoires :

● Amphétamines (maxiton, préludine) qui ont le pouvoir de diminuer l'appétit.

● Extraits thyroïdiens qui augmentent les combustions internes mais ne visent pas à agir sur une insuffisance, problématique, de la glande thyroïde.

● Diurétiques, qui permettent d'éliminer d'énormes quantités d'eau et déclenchent des pertes de poids spectaculaires.

● La culture physique enfin, qui, en principe, devrait augmenter les dépenses et permettre une alimentation plus large. Mais il faut savoir que la fatigue favorise la rétention hydrosaline, tandis que le repos et la détente favorisent l'élimination de l'eau.

Le vrai problème

Aucune obésité ne résiste à l'ensemble de ces moyens, et pourtant il y a des obèses. C'est que si le problème de l'obésité, pour le médecin, est réglé, pour l'obèse il reste entier.

Un obèse peut savoir qu'il peut maigrir s'il le veut. Il peut affirmer avec force qu'il le veut, et se révolter si on a l'air d'en douter. Cependant, il reste gros. Cela peut paraître surprenant. C'est qu'on ne peut pas, dit l'obèse, passer sa vie à lutter contre la nature.

C'est là qu'est en réalité le véritable problème de l'obésité dans cette lutte entre le désir de maigrir et le désir de manger.

De ce qui est peut-être un attachement à son état, qui est sûrement un attachement au plaisir, on a donné beaucoup d'explications : compensation d'un sentiment d'incomplétude, transposition d'un autre désir refoulé, alibi, refuge contre d'autres difficultés qu'on n'ose pas affronter. Toutes les explications ont un caractère commun, elles attribuent à la gourmandise une fonction, un rôle dans la vie psychique du malade. Un équilibre moral s'est construit qui implique cette fonction et le malade ne peut pas, sans un certain vertige, en être privé.

Le vertige sera d'autant plus grand que l'intervention déterminante viendra du dehors. On ne peut pas forcer un obèse à maigrir. Il n'est même pas bon de beaucoup tricher avec lui. Il faut que l'amaigrissement soit son œuvre, qu'il l'ait décidé lui-même et qu'il le poursuive par l'effet de sa volonté propre.

La chute de poids amorcée

Il existe probablement un centre de l'appétit (ou de l'obésité) au niveau de l'hypothalamus. Pour le moment, ce centre n'est pas accessible à notre action ou il l'est peu et mal, sauf peut-être par la réflexothérapie. Il faut donc agir où nous pouvons. L'action purement physique consiste à prescrire un régime approprié et à en surveiller les effets. On peut même amorcer l'amaigrissement en provoquant une chute initiale de poids, rapide, spectaculaire. C'est d'un encouragement considérable pour l'obèse qui doute de pouvoir maigrir, et c'est là l'indication majeure de médicaments dont un usage trop prolongé serait dangereux.

Cette action est aisée si le malade veut bien s'y prêter. Or ce sont souvent des malades tendus, irrités, dont le trouble hypothalamique est probablement secondaire à un trouble nerveux. On a ainsi observé que les pilotes d'avions long-courrier avaient tous, en raison de la tension nerveuse et de la responsabilité qui sont les leurs, tendance à grossir. Il est donc nécessaire surtout de se préoccuper de cet aspect psychique et de réaliser un véritable soutien psychothérapique.

Manger est une obsession. Il faut remplacer cette obsession par une autre : celle de ne pas manger trop.

On crée alors une véritable sous-alimentation dont les conséquences sont parfois désagréables : vertiges, sensation de faiblesse. Le malade doit en être prévenu et il faut toujours prescrire en même temps du repos.

Mais une fois l'amaigrissement obtenu, tout est plus facile. Parce que le régime n'a plus besoin d'être aussi sévère. Il lui suffit d'être équilibré. Les troubles de dénutrition disparaissent. L'habitude est prise de résister à la tentation. Un véritable réflexe conditionné de refus peut être ainsi créé.

Cela ne signifie pas qu'alors le malade est à abandonner, simplement la preuve est faite maintenant qu'il peut maigrir s'il le veut vraiment.

Dr. KNOCK.

ARTS Spectacles

L'HEBDOMADAIRE DE L'HOMME CULTIVE

répond à la question
que se posent tous les Français

UNE GRANDE ENQUÊTE

Sommes-nous AMÉRICANISÉS ?

Ce que personne n'a osé dire

●

DANS LE MEME NUMERO :

HERRIOT, par Maurice MARTIN DU GARD.

●

Jean VILAR : « Je cherche un théâtre, un auteur, des acteurs. »

●

« La France a fait un mauvais mariage », par Raymond ARON.

●

Katherine MANSFIELD, par Kléber HAEDENS.

ET UN DOCUMENT UNIQUE :

COMMENT EN CHINE ON « TUE » UN ECRIVAIN.

NUMERO SPECIAL 100 Francs

LA CAGNOTTE

LE troisième problème de mots croisés piège posé par Roger La Ferté a été résolu par trois amateurs : Raymond Mazet, Chozeau par Crémieu (Isère) ; A. Laffond, Ets SICOB, Pas-des-Lanciers (Bouches-du-Rhône) ; Marcel Simeon, 103, rue de la Gare, Orléans (Loiret).

Ils se partageront les 25.000 francs mis en jeu.

Au problème n° 4, également doté d'une cagnotte de 25.000 francs, nous avons reçu un nombre considérable de réponses, et leur dépouillement n'est pas encore achevé. Il y a au moins une réponse exacte.

Le problème n° 5, que Roger La Ferté vous propose aujourd'hui, sera donc doté, lui aussi, d'une cagnotte de 25.000 francs.

Si aucune réponse juste ne nous parvenait, ces 25.000 francs resteraient en jeu et le problème n° 6 serait doté d'une cagnotte de 50.000 francs que se partageraient les gagnants. Et ainsi de suite.

Le règlement de ce petit jeu a été publié dans notre numéro du 8 mars. Rappelons simplement aux amateurs qu'il ne s'agit nullement d'un jeu de hasard, que chaque mot ne comporte qu'une réponse juste en tous points, que sa justification donnée par Roger La Ferté n'est jamais arbitraire et se trouve en un endroit quelconque du texte du Nouveau Petit Larousse Illustré.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI
1	R	I	Z	Z	I	O		G	R	E	C
2		M			B	S	A		A	N	A
3	Y	B		N	A	Q	U	E	T		M
4	O	R	S		N	U		S	A	D	E
5	U	O	F		E	E	S	T	I		L
6	S	G		U	T		A			L	L
7	O	L	E		A	R	R	I	M	A	I
8	U	I	D			E		O		D	
9	F	O	N	V	I	Z	I	N	E		S
10			O	A		A	N		V	O	I
11	E	N	C	H	Y	M	O	S	E		G

Solution n° 4

LES MOTS CROISES PIEGE

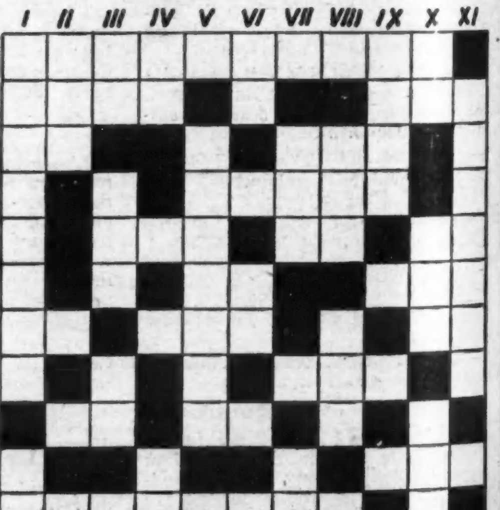
de Roger LA FERTE

valent cette semaine 25.000 francs

Problème n° 5

HORIZONTALEMENT

1. Petit port. - 2. Limite. Avant. - 3. Lettre grecque. Juge. - 4. Très belle femme. - 5. En Amérique (mot géographique). Forme d'auxiliaire. Points. - 6. Pronom personnel. Ecclésiastique. - 7. Pronom personnel qui s'emploie comme complément. Cours d'eau. Il se trouve entre des lisières. - 8. Général anglo-saxon et publiciste distingué. - 9. Fin d'infinitif inattendue. Connu. - 10. Cordonnier. - 11. Métropole, capitale.



VERTICALEMENT

I. Est formée de. Coefficient (caractérisant l'acidité d'un milieu) (inversé). - II. Interjection qui marque l'indifférence. - III. Mot relatif à la deuxième personne du singulier (inversé). Mot espagnol. Ne suit pas le docteur en matière de médecine (inversé). - IV. Adjectif possessif. Participe passé (inversé). - V. Géomètre. - VI. Participe passé. Pronom personnel (inversé). - VII. Elément en désordre. Mesure de capacité chinoise. - VIII. Critique. Soldat français qui s'est illustré sous Napoléon Ier. - IX. Juge. - X. Parmi les pronoms personnels. Parmi les adjectifs numéraux. Poète. - XI. Etablisses.

NOM ....

ADRESSE ....

Votre réponse, adressée à « L'Express » service jeu, 91, Champs-Elysées, doit nous parvenir avant le mercredi 10 avril à midi, le cachet de la poste faisant foi.

EXCLUSIF

UN LIVRE EXPLOSE A WASHINGTON...

UN livre a fait explosion cette semaine aux Etats-Unis. Son titre annonçait pourtant un propos modeste : « Foster Dulles, une biographie ». Mais l'auteur de cet ouvrage, Mr. John Robinson Beal, rédacteur diplomatique de l'hebdomadaire Time, *précisait que si M. Dulles ne pouvait en aucun cas être considéré comme responsable du contenu de ce livre, il avait cependant eu avec lui de nombreux entretiens. Il ne fait donc de doute pour personne à Washington que le secrétaire d'Etat américain a aidé et encouragé son biographe.*

Pourquoi le livre de M. Beal a-t-il causé une aussi vive émotion ? Parce que, malgré les démentis officiels, il s'agit bien d'un ouvrage autorisé. *Ensuite parce que l'auteur du livre s'est fait le théoricien de cette politique du bord du gouffre dont M. Foster Dulles est l'illustre exécutant depuis cinq ans et qui provoque l'inquiétude d'un grand nombre de ses compatriotes.*

En développant sa théorie, M. Beal laisse échapper quelques aveux retentissants. Dans son récit de l'affaire d'Egypte, par exemple, il précise l'intention du secrétaire d'Etat lorsque celui-ci annonça spectaculairement que les Etats-Unis renonçaient à financer le barrage d'Assouan : M. Dulles voulait prouver que les offres d'aide économique soviétiques n'étaient que « du bluff », il voulait ramener le colonel Nasser à une plus juste appréciation de ses cartes, et inciter à « l'épreuve de force »...

Ainsi, pour la première fois, paraît établie la responsabilité du secrétaire d'Etat dans la crise qui faillit déclencher une nouvelle guerre mondiale. Bien entendu, M. Beal, fidèle à son propos, explique que M. Dulles, en prenant « un risque calculé », s'est montré un adroit défenseur de la paix...

L'homme d'Etat américain, au contraire, est victime du boomerang qu'il a contribué à lancer, puisque les révélations montrent à quel point il a mal « calculé » ses risques, aussi bien dans l'affaire d'Egypte que dans d'autres occasions, en particulier au moment de Dien-Bien-Phu, de la crise de Formose, etc...

De nombreux journaux américains se sont inquiétés de la publication de ce livre, allant, comme le Washington Post, *jusqu'à se poser la question :* « M. Dulles est-il le champion de l'irresponsabilité calculée ? ».

Qu'il serve, ou non, son propos, le livre de M. Beal, par ses indiscrétions nouvelles et l'intention diplomatique qu'il révèle, est en tout cas un événement international. « L'Express » s'est assuré l'exclusivité pour la France de la publication de ce récit.

Nous présentons ici, cette semaine, le chapitre concernant l'affaire de Suez.

M. JOHN FOSTER DULLES, SECRÉTAIRE D'ETAT DES ETATS-UNIS.
Il a lancé un boomerang...

NASSER posait à l'Amérique un problème délicat. Nous souhaitions son amitié, car une politique indépendante était dans la tradition américaine, mais cette attitude de sympathie causait en même temps des tensions dans notre alliance fondamentale avec des puissances coloniales comme la France et l'Angleterre. L'Amérique était écartelée. Le dilemme fondamental au Moyen-Orient était le suivant : comment réconcilier notre traditionnelle affinité avec les pays luttant pour leur indépendance et le fait que nous devons conserver nos liens particuliers avec nos amis avérés, plus importants pour nous que les neutres ?

La Grande-Bretagne, en dépit de son irritation contre Nasser, restait prête à participer au projet de construction du barrage d'Assouan. Mais l'on supposait que l'Egypte ne souhaitait plus l'aide des Occidentaux pour l'exécution de ce projet et qu'elle allait s'adresser à la Russie. Le nouveau ministre soviétique des Affaires étrangères, Dmitri Chepilov, avait visité Le Caire. Les services de renseignements américains avaient envoyé des rapports contradictoires sur la nature des offres soviétiques, mais la Russie n'avait jamais démenti l'annonce égyptienne d'une proposition de prêt à long terme. De surcroît, Nasser avait changé d'avis sur l'urgence de ce projet et les objections qu'il soulevait contre les conditions d'une participation occidentale donnaient également à penser qu'il préférait les offres soviétiques.

Pour Dulles, le moment culminant de la guerre froide était venu.

Il était nécessaire de contraindre les Russes à abattre leurs cartes dans ce jeu de surenchère économique. Dulles croyait fermement que l'U.R.S.S. n'était pas à même d'exécuter toutes ces offres économiques et que celles-ci n'étaient que des gestes de propagande.

Nasser offrait le moment, l'endroit et l'échelle de grandeur qu'il fallait pour un vrai coup de maître dans la guerre froide. (1)

Le drame atteignit son apogée lorsque l'ambassadeur Hussein annonça qu'il était rentré à Washington afin d'accepter l'offre américaine et de renoncer à toutes les objections antérieures contre les modalités d'exécution de cette offre.

→

(1) [N.D.L.R. : *Ce passage du livre de M. Beal montre que le secrétaire d'Etat américain, en décidant de faire un coup d'éclat pour prouver au monde que les Russes étaient incapables d'apporter une aide économique suffisante aux pays sous-développés, n'envisagea pas les conséquences graves que son geste pouvait avoir dans l'immédiat. En fait, lorsque au lendemain de la décision de M. Dulles un diplomate français à Washington demanda, au cours d'un dîner, à un membre du Département d'Etat : « Que ferez-vous si Nasser nationalise le canal de Suez ? », on lui rit au nez. Cette éventualité n'avait pas été sérieusement envisagée par les services de M. Dulles.*]

Avec le colonel Nasser.
Une leçon de sagesse.

Avec M. Chepilov.
Une leçon d'équilibre.

Avec M. Pineau.
Une leçon de morale.

→

Aussi lorsqu'il fut annoncé, à l'issue d'un entretien de cinquante minutes entre Dulles et Hussein que les Etats-Unis retiraient leur offre de contribuer au financement du barrage, l'effet fut foudroyant. Le drame avait pris un dénouement inattendu.

Pourquoi Dulles avait-il attendu si longtemps ? Pourquoi avait-il si brutalement offusqué Nasser, sans lui laisser la moindre chance de sauver la face ? Pourquoi se borna-t-il à cette rebuffade sans en souligner dans sa propagande la morale aux pays neutres ? En fait, c'était Nasser qui était à l'origine du drame. Jusqu'à ce que Hussein vienne annoncer à Washington que l'Egypte, après tout, désirait l'argent destiné au barrage, les Etats-Unis étaient progressivement parvenus à la conclusion que Nasser se désintéressait de leur offre. Dans ces conditions, il semblait superflu d'annoncer que les Etats-Unis ne lui accorderaient pas l'aide promise. Une rebuffade publique n'apparut opportune qu'après que Nasser eut lui-même soulevé la question. (2)

M. Dulles prend un risque « calculé »

Deux lignes de conduite s'offraient : décourager Nasser discrètement en faisant échouer une nouvelle négociation, ou bien le repousser brutalement. Comme l'enjeu de l'affaire dépassait le simple refus des crédits destinés au barrage, une rebuffade polie et discrète n'eût pas suffi à apporter la démonstration souhaitée. Le refuffade devait être spectaculaire. Elle devait être pour les neutres une leçon fort claire que les diatribes de la propagande arabe ne parviendraient pas à masquer.

Le risque calculé était grand, comparable par son envergure au risque calculé de guerre qui avait été pris en Corée et à Formose.

Cette décision pouvait ouvrir un pays-clé du Moyen-Orient à la pénétration économique et politique du communisme. Elle risquait d'aliéner d'autres pays arabes, pays contrôlant des sources de pétrole sans lesquelles l'industrie et la machine militaire de l'Europe occidentale seraient sans défense.

Le coup de poker de Dulles avait un objectif simple : démontrer que les offres économiques soviétiques à l'étranger étaient un « bluff ». Il était persuadé que la plupart des nations accepteraient en conséquence l'idée qu'il est des moments où la tolérance doit le céder à la fermeté. Fort de cette croyance, Dulles risqua le prestige des Etats-Unis, sachant fort bien que sa décision provoquerait une réaction à la même mesure. Une semaine plus tard, presque heure pour heure, Nasser réagit en s'emparant du canal de Suez — mais à la surprise générale sans rechercher auprès de la Russie une aide pour la construction du barrage... (3)

A la demande d'Eisenhower, Dulles se rendit à Londres pour examiner la situation avec les Anglais et les Français, mais il se rendit bientôt compte que ses alliés européens projetaient de nouveau de partir en guerre et ne cherchaient nullement une alternative pacifique à la négociation directe qu'ils avaient souhaitée et que Nasser avait rejetée.

Pour la seconde fois, Dulles se montra l'homme de la situation. Décidé à faire prévaloir les méthodes pacifiques, il télégraphia à Eden le projet d'une organisation des usagers du canal, organisation qui engagerait ses propres pilotes, veillerait à l'entretien de la voie d'eau et verserait à l'Egypte une part équitable des péages, à titre de location.

Ce plan fut annoncé pour la première fois par Eden lui-même devant la Chambre des Communes. Le lendemain, à sa conférence de presse, Dulles déclara qu'il acceptait le « plan Eden » et déclara que les Etats-Unis s'étaient concertés à ce sujet avec leurs alliés...

Le but fondamental de Dulles, qu'Eden l'ait compris ou non, était d'affirmer que le plein usage du canal était, pour les usagers, leur droit le plus strict, et non un privilège toléré par l'Egypte ; il s'agissait de créer une situation telle que Nasser pût être rendu responsable devant le monde de tout arrêt de la circulation dans le canal. Nasser, à la différence d'Eden, le comprit fort bien, car il mit tout en œuvre pour ne pas gêner la circulation dans le canal. Jusqu'au bout, il garda l'attitude d'un homme qui dirait : « Pourquoi tous ces cris ? Vos bateaux ne passent-ils pas librement ? »

Du 5 au 13 novembre, le Conseil de Sécurité examina la plainte contre l'Egypte déposée par la France et l'Angleterre. L'Egypte, qui jusque là s'était refusée à la négociation, fut invitée à participer aux discussions ; elle dépêcha son ministre des Affaires étrangères, le Dr Mahmoud Fawzi, soutenu par le wing commander Ali Sabry, homme de confiance de Nasser et chef véritable de la délégation égyptienne.

Les progrès réalisés vers un règlement du conflit ne furent toutefois pas dus au Conseil de Sécurité, mais à la diplomatie personnelle de Dag Hammarskjöld, le secrétaire général de l'O.N.U.

Hammarskjöld proposa de réunir les ministres des Affaires étrangères des trois pays principalement intéressés — l'Angleterre, la France et l'Egypte — et d'explorer avec eux les possibilités de compromis. Durant le reste de la semaine, et dans une série de discussions serrées, les trois ministres, sous le patronage d'Hammarskjöld, patient et infatigable en dépit de ses nuits blanches, s'accordèrent sur un ensemble de six principes qui devaient servir de base aux négociations ultérieures. Dulles quitta New York persuadé que, le temps et la patience aidant, une solution pacifique interviendrait.

La bombe éclate : Israël est entré en guerre

A peine le Conseil de Sécurité avait-il mis les nations adverses sur la voie d'un règlement, que des nouvelles sensationnelles commençaient à affluer des capitales de l'Europe satellisée ; de Varsovie, d'abord, puis de Budapest...

Le lundi 29 octobre, à 14 h. 15, l'ambassadeur d'Israël à Washington, Abba Eban, se rendit au Département d'Etat où il avait rendez-vous avec le secrétaire d'Etat adjoint William Rountree. Eban venait de rentrer de Tel-Aviv, où il avait été rappelé pour consultations, et son arrivée à Washington coïncidait avec des rapports alarmants sur la mobilisation des troupes israéliennes. Ces rapports, qui risquaient de donner à la crise du Moyen-Orient une allure toute nouvelle et menaçante, avaient déjà incité le président Eisenhower à envoyer au premier ministre israélien, David Ben Gourion, deux messages personnels faisant état des mesures de mobilisation et invitant Ben Gourion à ne pas prendre de mesure propre à troubler la paix mondiale.

Un autre officiel assistait à l'entrevue Eban-Rountree : Fraser Wilkins, chargé des affaires arabo-israéliennes au Département d'Etat. Eban affirma à Rountree que la mobilisation d'Israël était une mesure défensive, non agressive. Il y avait déjà une demi-heure qu'il développait ce thème lorsque Wilkins fut appelé d'urgence dans le bureau de la secrétaire de Rountree. Elle lui tendit une dépêche qui venait de tomber : l'annonce de l'entrée des forces israéliennes dans la péninsule du Sinaï.

Wilkins prit le bout de papier jaune et revint dans le bureau de Rountree. Il attendit que celui-ci ait terminé sa phrase et annonça la nouvelle. Eban mit fin immédiatement à l'entretien, déclarant qu'il devait regagner son ambassade pour y consulter ses rapports.

Ce fut ainsi que les Etats-Unis apprirent que les plans préparés en secret derrière leur dos par trois de leurs alliés avaient été mis à exécution. L'envergure de ces plans n'était pas encore apparente mais les services secrets avaient déjà réuni suffisamment d'informations pour pouvoir en prédire les grandes lignes. Le lendemain, lorsque les Anglais et les Français adressèrent leur ultimatum à l'Egypte et à Israël, la tragique manœuvre devint claire pour tous.

Washington ne pensait qu'à l'U.R.S.S.

Le 30 octobre fut une date critique, mais la collusion datait de plus loin. Ce fut le 16 octobre, à Paris, que Guy Mollet et Christian Pineau réussirent à convaincre Sir Anthony Eden et M. Selwyn Lloyd d'adopter le plan qu'ils avaient déjà préparé avec les ministres anglais. Cela se passait trois jours seulement après que les deux ministres des Affaires étrangères eurent participé avec M. Hammarskjöld à l'élaboration des six principes qui devaient inspirer le règlement du conflit.

Le plan était de conception israélienne mais les Français l'avaient accepté de grand cœur. Les deux nations n'étaient-elles pas des alliés naturels dans cette affaire, l'Egypte étant leur ennemi commun ?

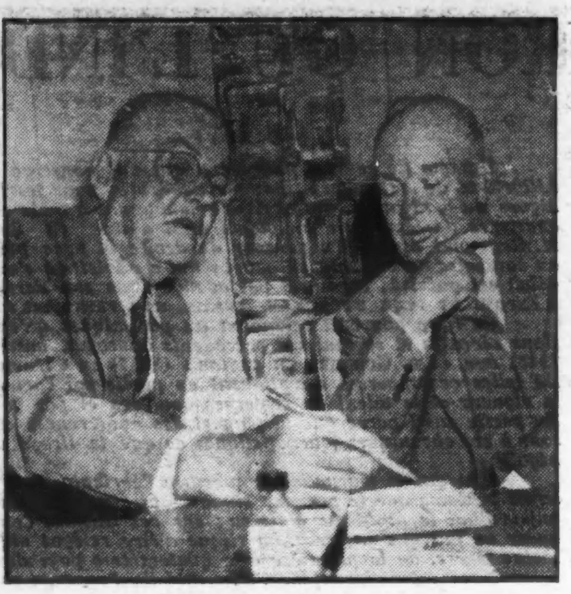
Depuis la saisie du canal par Nasser, Dulles et les autres officiels du Département d'Etat ne cessaient de répéter à la France et à l'Angleterre que toute attaque sur le canal serait désastreuse pour la cause alliée. Les Américains estimaient qu'une telle opération ne pourrait avoir de résultat politique concret que si elle permettait de renverser Nasser. Ce dont ils doutaient.

La véritable raison de la divergence de vues entre les Etats-Unis et leurs partenaires sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Nasser était qu'une attitude colonialiste — contraire au principe de la charte des Nations Unies interdisant le recours à la force dans les conflits avec les nations « faibles et arriérées » — risquait de faire perdre aux Américains la guerre froide qu'ils livraient aux Russes en Asie pour la conquête des esprits. Les peuples qui s'étaient arrachés au régime colonial et avaient conquis leur indépendance ne pourraient plus que se tourner vers la Russie comme vers leur seul champion, comparant la propagande soviétique avec une opération occidentale d'autant plus dramatique qu'elle faisait suite à un lourd passé colonialiste. Mais l'opposition améri-

(2) [N.D.L.R. : *Ce qui révèle que le risque calculé par M. Dulles n'avait pas fait l'objet d'une étude bien longue puisque la décision fut prise sur le coup, le secrétaire d'Etat étant persuadé que le gouvernement égyptien venait à Canossa et acceptait les conditions posées par les Etats-Unis à la construction du barrage, uniquement parce que les Russes n'étaient pas prêts à remplacer les Américains.*]

(3) [N.D.L.R. : *L'ingénuité du Secrétaire d'Etat est illustrée par cette remarque : Nasser a saisi le canal, certes, mais il n'a pas demandé leur aide aux Russes. Conclusion implicite : M. Dulles a eu raison, il s'agissait bien d'un bluff soviétique. La saisie du canal est ici considérée comme une conséquence, certes fâcheuse, mais secondaire de la* politique du bord du gouffre.]

Avec Sir Anthony Eden.
Une leçon d'histoire.



Avec le président Eisenhower.
Une leçon de calcul.

caine se fondait aussi sur des raisons pratiques. (4)

Même si les Anglo-Français réussissaient à s'emparer du canal, pensaient les Américains, ils seraient entraînés dans une épuisante guérilla, comparable à celle qui paralysait déjà la France en Afrique du Nord. L'agression entraînerait immédiatement le blocage du canal par l'Egypte

M. Dulles a l'O. N. U.
Au bord du gouffre.

et le sabotage des pipe-lines amenant le pétrole du golfe Persique. L'Europe souffrirait d'une crise pétrolière grave en attendant que de nouveaux moyens d'acheminement aient pu être trouvés. L'achat de pétrole dans l'hémisphère occidental demanderait des dollars que ni la France ni l'Angleterre ne possédaient. Enfin, il était exclu que les Etats-Unis soutiennent ces deux nations dans une semblable aventure.

Mais aucun Américain ne se trouvait là pour répéter ces avertissements le 16 octobre, lorsque MM. Eden et Lloyd se laissèrent convaincre à Paris par MM. Mollet et Pineau. L'opération ayant été montée dans ses aspects techniques par les Israéliens et les Français, MM. Eden et Lloyd purent déclarer sans mentir devant la Chambre des Communes qu'ils n'avaient pas comploté avec les Israéliens. Les officiels américains qui connaissaient les détails de l'histoire remarquèrent cependant qu'ils prenaient grand soin de ne jamais parler que d'Israël, et non de la France : c'est avec cette dernière que les accords avaient été conclus...

Entrevue orageuse à la Maison-Blanche

Le lundi 29 octobre — le jour même où l'Egypte avait accepté qu'une réunion se tienne à Genève pour discuter de l'avenir du canal — l'escadre britannique de la Méditerranée quittait Malte en direction de Chypre. Ce détail, lorsqu'il fut connu, devint la preuve irréfutable — s'il en fallait une — de la collusion des trois nations dans l'attaque de l'Egypte. C'était le début du gigantesque déploiement militaire franco-anglais, et il coïncidait avec le déclenchement de l'invasion israélienne.

Celle-ci était un événement d'une extrême gravité et le président convoqua une réunion d'urgence à la Maison-Blanche, au cours de laquelle l'intervention de l'O.N.U. fut décidée.

Ce soir-là, eut lieu une autre rencontre, que tout le monde a ignorée jusqu'ici. Le président prit l'initiative exceptionnelle de convoquer le chargé d'affaires britannique à la Maison-Blanche. La longue silhouette blonde de J.E. Coulson fit une entrée discrète à 20 h. 15 et fut introduite dans le bureau du président. Là, en présence de Dulles et du colonel J. Goodpaster, Eisenhower oublia le protocole pour déclarer personnellement à son interlocuteur à quel point il était préoccupé des menaces pour la paix. Le président, profondément irrité par ce qu'il savait maintenant être un complot israélo-anglo-français pour s'emparer du canal, s'exprima en termes diplomatiques mais fit clairement comprendre à son interlocuteur la violence de ses sentiments. Coulson, qui n'était au courant de rien, ne put qu'écouter.

Le mardi 30 octobre, après l'annonce de l'ultimatum franco-anglais à l'Egypte, le représentant américain à l'O.N.U., Cabot Lodge, déposa un projet de résolution invitant l'Egypte et Israël à cesser le feu, Israël à retirer ses troupes derrière la ligne d'armistice et les Etats membres à ne pas intervenir. Pour la première fois dans l'histoire du Conseil de Sécurité, la France et l'Angleterre mirent leur veto à une résolution américaine.

Le mercredi 31 octobre vit le début de l'offensive aérienne anglo-française contre l'Egypte. A New York, le Conseil de Sécurité adopta une résolution yougoslave demandant la convocation pour le lendemain d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale...

Le jeudi 1er novembre, les forces israéliennes encerclaient la zone de Gaza et pénétraient profondément dans la péninsule du Sinaï. Les Egyptiens firent sauter un pont sur le canal et coulèrent des navires sur toute sa longueur.

A New York, s'ouvrit la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Lorsqu'il monta à la tribune, tard dans la soirée, Dulles parla sans notes et sous le coup d'une très forte émotion : « Je doute, dit-il, qu'aucun délégué ait jamais parlé du haut de cette tribune avec un cœur aussi lourd que le mien l'est ce soir... Les Etats-Unis se trouvent dans l'impossibilité d'approuver trois nations avec lesquelles ils sont liés par une amitié, une admiration et un respect profonds, et dont deux sont leurs plus anciens et leurs plus sûrs alliés.

« Mais, ajouta-t-il, si nous devions admettre que l'existence d'injustices auxquelles notre organisation a été jusqu'à présent incapable de remédier implique que le principe du renoncement à la force puisse être trahi et que toute nation qui s'estime victime d'une injustice a le droit de recourir à la force pour corriger cette injustice, alors la Charte de l'O.N.U. ne serait plus qu'un chiffon de papier et le monde serait à nouveau livré à l'anarchie. »

Vingt-quatre heures après avoir prononcé ce discours, Dulles était pris de crampes d'estomac. Après examen, les médecins décidèrent une opération exploratoire qui fut pratiquée dans l'après-midi. Elle révéla l'existence d'une tumeur maligne dans le gros intestin.

Le samedi 3 novembre, la France et l'Angleterre annoncèrent qu'elles ne pouvaient obéir à l'injonction des Nations Unies que si certaines conditions étaient remplies, l'une d'elles étant l'acceptation par l'Egypte et Israël de la force de police internationale proposée par Lester Pearson.

Dans la nuit du 3 au 4 novembre, l'Assemblée générale de l'O.N.U. adopta par 59 voix contre 5 une résolution demandant aux belligérants d'appliquer sans délai le cessez-le-feu précédemment réclamé par l'O.N.U. Elle approuva également une résolution canadienne invitant le secrétaire général à lui soumettre dans les quarante-huit heures un rapport sur la création d'une force de police internationale. Hammarskjöld soumit le lendemain soir le projet d'une force de police constituée par les petites nations, projet qui fut adopté par 57 voix, sans opposition. A l'aube du 5 novembre, quelques heures avant que l'Assemblée ne vote, les parachutistes franco-anglais étaient largués au nord du canal de Suez.

La rupture avec la France et l'Angleterre

Ce fut alors qu'un nouveau danger surgit.

Le premier ministre soviétique, Nicolas Boulganine, adressa à Eden, Mollet et Ben Gourion des messages dans lesquels ils affirmait que la Russie « était fermement déterminée à utiliser la force pour écraser les agresseurs et rétablir la paix en Orient »...

Le 6 novembre, Eden annonçait l'acceptation du cessez-le-feu réclamé par l'O.N.U. qui devait être effectif à 19 heures.

On arrivait à un tournant de l'affaire : les hostilités avaient cessé et les belligérants étaient prêts à tenter de s'entendre à nouveau...

Dulles considérait la décision de s'opposer à la France et à l'Angleterre comme la plus importante que les Etats-Unis aient prise depuis la guerre. L'intervention en Corée posait moins de problèmes puisqu'il était clair que la défense des Etats-Unis exigeait la lutte contre un ennemi entré dans la voie de l'agression. Mais, cette fois, il s'agissait de rompre de solides liens d'amitié au nom des principes des Nations Unies.

Cette décision fut prise dans une pleine conscience des répercussions qu'elle devait avoir, mais ces répercussions étaient de loin préférables à celles qu'aurait eues le soutien des Franco-Anglais, l'autre solution possible. Cette seconde attitude possible eût, en effet, entraîné un dramatique bouleversement de l'ordre international et le déclenchement presque certain d'une nouvelle guerre mondiale menée cette fois avec les armes atomiques. En traversant victorieusement cette épreuve, les Nations Unies ont administré la preuve qu'elles étaient capables, même sans troupes, de mobiliser l'opinion mondiale au service de la justice. (6)

(*Copyright « L'Express ».*)

---

(4) [N.D.L.R. : *Nouvelle contradiction de la politique Dulles : on décide de provoquer Nasser, mais au moment où il réagit, on s'aperçoit que sa position politique est solide et qu'une campagne militaire ne suffira pas à l'ébranler, mais pourrait bien plutôt la renforcer ; le calcul du risque était donc faux !*]

(6) [N.D.L.R. : *L'auteur veut sans doute effacer de l'esprit de ses lecteurs le souvenir des origines de l'affaire : la décision prise par M. Foster Dulles de provoquer spectaculairement le colonel Nasser. C'est ce qui lui permet de présenter comme une grande victoire diplomatique du secrétaire d'Etat américain une opération dont le bilan s'établit, en fait, d'une manière toute différente, puisque :*

1) *M. Dulles est, en partie, responsable des circonstances qui ont provoqué l'opération militaire, dans la mesure où il n'a pas su calculer les conséquences de son geste.*

2) *L'échec de ces opérations, qui était inscrit dans les faits, renforce encore la position de celui qu'on voulait abaisser sinon éliminer.*

3) *L'Alliance atlantique est atteinte par cette aventure.*]

RAYMOND ARON OU L'INDÉPENDANCE

RAYMOND ARON.

Homme de gauche pour ceux qui ont conservé le souvenir de ses brillants éditoriaux de « Combat », homme de droite pour les lecteurs de ses actuelles chroniques du « Figaro », universitaire échappant à toute classification politique pour les auditeurs des cours de sociologie qu'il donne en Sorbonne, qui est réellement M. Raymond Aron ? Un penseur de droite lu avec prédilection par la gauche ? Ou au contraire un écrivain de gauche qui a choisi de s'adresser à la droite ? « Un tel débat est puéril », répond-il par avance dans son dernier livre, paru cette semaine, « ESPOIR ET PEUR DU SIÈCLE, ESSAIS NON PARTISANS » (1).

Ce livre pourtant relancera les polémiques qu'ont suscitées déjà ses interventions récentes et surtout ses précédents ouvrages, aussi bien « LE GRAND SCHISME » *1948) que* « LES GUERRES EN CHAINE » (1951) *ou* « L'OPIUM DES INTELLECTUELS » (1955). *De telles controverses s'expliquent en partie par l'actualité des problèmes traités, par la vigueur et le talent de certaines analyses et par la personnalité de leur auteur. En partie aussi parce que la plupart des conférences et tous les livres de M. Aron sont à ses chroniques journalistiques ce que le tirage d'une photographie est à son négatif.*

Non que le journaliste contredise l'écrivain. Mais le second aborde de front les sujets brûlants que le premier élude — la guerre d'Indochine, hier, par exemple, ou aujourd'hui le problème algérien ; sur ces thèmes, l'essayiste dit ce que le chroniqueur ne fait que suggérer, au risque d'être relégué ailleurs, quand la touche se fait moins légère, de la première à la quatorzième page du journal qui le publie.

Nous reviendrons sur l'ensemble de l'ouvrage composé de trois essais : « De la droite, de la décadence, de la guerre. »

Aujourd'hui, « L'Express » présente ici les passages les plus surprenants et qui seront sans doute les plus controversés de l'ouvrage de M. Raymond Aron, consacrés à « l'impasse algérienne ».

LE lecteur non prévenu subira, à la page 193 d'un livre qui en contient 364, un choc. En quelques développements, dans un chapitre intitulé « Nostalgie de la grandeur », le chroniqueur du « Figaro » mène une tentative de démystification qui voudrait égratigner tout le monde (à gauche et à droite puisque l'on sait que pour Raymond Aron ces deux notions ne correspondent plus à rien) mais qui en fait débouche sur une conclusion explosive : il faut reconnaître, au moins, *la vocation de l'Algérie à l'indépendance. Comment Raymond Aron est mené à cette conclusion, voici qui prend alors soudain un singulier intérêt.*

I. — *La perte de l'Empire est inéluctable dans un avenir proche. Elle était déjà en germe dans la fausse victoire de 1945.*

« A la longue, un pays ne peut pas jouer à l'extérieur un rôle hors de proportion avec ses moyens. Gardienne de la paix européenne, métropole du deuxième empire colonial du monde, la France était contrainte de s'accrocher au bénéfice d'une victoire, remportée grâce à l'immense coalition dont les plus forts se retiraient le jour même où les canons cessaient de tonner. Par un suprême paradoxe, la France s'essoufflait à tenir le premier rang avec un régime où tout conspirait à détourner vers des objets médiocres l'attention des gouvernants et à leur interdire les projets à long terme et les nobles ambitions (...). Ainsi s'incrustait cette étrange combinaison de vanité et de désespoir que l'on ne cesse d'observer depuis vingt ans. Les propos privés diffèrent de plus en plus des discours officiels, ce que nos hommes d'Etat pensent de ce qu'ils disent, ce qu'ils font de ce qu'ils jugent au fond d'eux-mêmes raisonnable (...). On a repris, aggravé, le jeu parlementaire mais on menait une politique de grandeur en Indochine, en Sarre, en Afrique. Durant presque dix ans, cette entreprise paradoxale parut réussir. En cinquante ans, la République des « petits » avait fait la France grande. Pendant dix ans, la IVe République, sortie de la Résistance, prit en charge l'héritage. En dix-huit mois, l'édifice s'est écroulé. »

II. — *L'expansion française ne peut plus être liée à la souveraineté en Afrique et particulièrement en Algérie.*

« AU milieu du siècle dernier, la seule voie ouverte à l'expansion française était bien l'Afrique. Réduite à son territoire européen, la France, dans une diplomatie à l'échelle mondiale, était vouée au troisième rang (...). Mais la conquête d'un Empire suffit-elle à arrêter la baisse de la natalité ? Si le mal était profond, en ce qui concerne la lenteur de l'accroissement de la population, la colonisation pouvait-elle le guérir et ne risquait-elle pas à échéance de quelques dizaines d'années d'ajouter à l'affaiblissement relatif de la France la charge d'une disproportion entre les ressources de la métropole et ses obligations outre-mer ? Pendant un demi-siècle, l'importance de la France a été gonflée par l'empire méditerranéen. La perte de cet empire nous précipitera peut-être plus bas que nous ne serions, si nous avions, depuis un siècle, cultivé notre jardin (...). Il y a plus grave. Pour que l'Algérie devienne colonie de peuplement, il faut que les Algériens soient assimilés ou détruits (...). »

Or nous n'avons fait ni l'un ni l'autre et « un siècle après il y a huit Arabes pour un Français et le million de Français ne peuvent gouverner les huit millions d'Arabes ni les accepter sur un pied d'égalité dans la communauté, et ils ne veulent pas devenir sujets d'une République algérienne ». *En fait,* « la colonisation française devait être massive à peine de préparer une situation sans issue ».

III. — *L'Empire est une mauvaise affaire.*

« RIEN ne me paraît plus incontestable que la formule de M. Morazé : « Même l'Algérie était en 1830-1840 une mauvaise affaire. En vingt ans, 100.000 morts dans les combats sans doute, plus encore dans la conquête de sols dégénérés, dangereux par les fièvres des marécages, plus encore que par la menace incessante d'un indigène guerrier, fier et rude. Mauvaise affaire donc, mais le sang signe un acte de propriété plus durable que les combats de marchands. » En dépit des difficultés transitoires de la reconversion que créerait la rupture des échanges entre la France et les territoires d'Afrique, la proposition de M. Morazé demeure vraie et elle devrait même être élargie : l'empire, et non pas seulement l'Algérie, est une mauvaise affaire.

« La proposition est évidente dès lors que l'on tient compte des quelque 300 milliards que coûte annuellement la guerre d'Algérie. Elle est encore vraie, bien que le calcul soit plus complexe, si l'on s'en tient aux échanges et au temps de paix. En 1954, la France vend dans les territoires français d'outre-mer 36 % du total de ses exportations (soit 714 milliards de francs sur 1.985) et en reçoit un quart de ses importations (425 milliards sur 1.700). L'exportation représente 15 % environ du total des biens et services produits en France (1.985 sur 16.378) et l'importation 10 %. Finalement, la France exporte vers ses territoires d'outre-mer 5 % environ et en importe 3 % environ du total des biens et services qu'elle produit. »

IV. — *La France peut vivre sans l'Union Française.*

« CES chiffres ne justifient guère les déclarations pathétiques sur la ruine de la France en cas de perte de l'Union Française. Même si les échanges cessaient subitement — ce qui est hors de question — il n'en résulterait pas de catastrophe.

« La France est capable de trouver ailleurs les produits qu'elle se procure aujourd'hui dans ses possessions d'outre-mer. Au reste, celles-ci, même indépendantes, ne demanderaient qu'à les lui vendre. Tout se réduit à la perte éventuelle des débouchés (...). La propagande qui proclame que la France a besoin de l'Algérie et de l'Afrique est d'autant plus absurde qu'elle fournit des armes à nos adversaires. »

V. — *Pourquoi ne pas traiter avec le F.L.N. ?*

« (...) QUELS que soient les motifs pour lesquels la France s'accroche en Algérie, elle n'y sauvegarde pas ses chances de prospérité, elle sacrifie ses chances au souvenir, à l'orgueil, au rêve africain, à la crainte du panislamisme.

« Quels motifs raisonnables peut-on trouver au refus de traiter avec le Front national et de reconnaître au moins la vocation de l'Algérie à l'indépendance ? Selon toute probabilité, la victoire du Front national entraînerait le départ d'une fraction des Français établis de l'autre côté de la Méditerranée. Même si le gouvernement de l'Algérie indépendante ne s'abandonne pas au fanatisme et à la xénophobie, la possession de la terre ou celle des principales entreprises ne paraîtra pas indéfiniment tolérable à un État qui sera d'autant plus nationaliste que la nation a moins d'unité. »

« Disons-le pour concture : le préférable n'est pas le probable : les partisans de l'Algérie française ne sont pas prêts aux négociations ou même au statut libéral octroyé. Les adversaires de la guerre d'Algérie n'ont pas le courage d'avouer que la négociation avec le Front national entraînera à terme l'indépendance de l'Algérie. Il est probablement raisonnable d'abandonner à eux-mêmes les Algériens dont le nombre double tous les vingt ans, raisonnable d'apprendre aux Français à ne pas chercher au dehors un simulacre de gloire et une illusion de puissance. Ce langage ne serait éducatif qu'à condition d'être formulé clairement : en multipliant les imprécations contre les « féodaux » sans proposer un programme, on souffle sur les passions et on paralyse l'action.

« La France divisée, telle qu'elle l'est aujourd'hui, hésite entre le refus aveugle et la capitulation soudaine. La seule politique efficace se définirait par la promesse de l'indépendance et l'établissement d'un calendrier. Le calendrier ne serait respecté que dans l'hypothèse de la prolongation de l'effort militaire, la promesse de l'indépendance ne serait prise au sérieux qu'à la condition de se traduire immédiatement dans les faits. Une telle politique n'est recommandée par personne. Les Français consentent à se battre, semble-t-il, quand on leur présente un objectif inaccessible, non quand on leur propose un plan de retraite honorable. »

∴

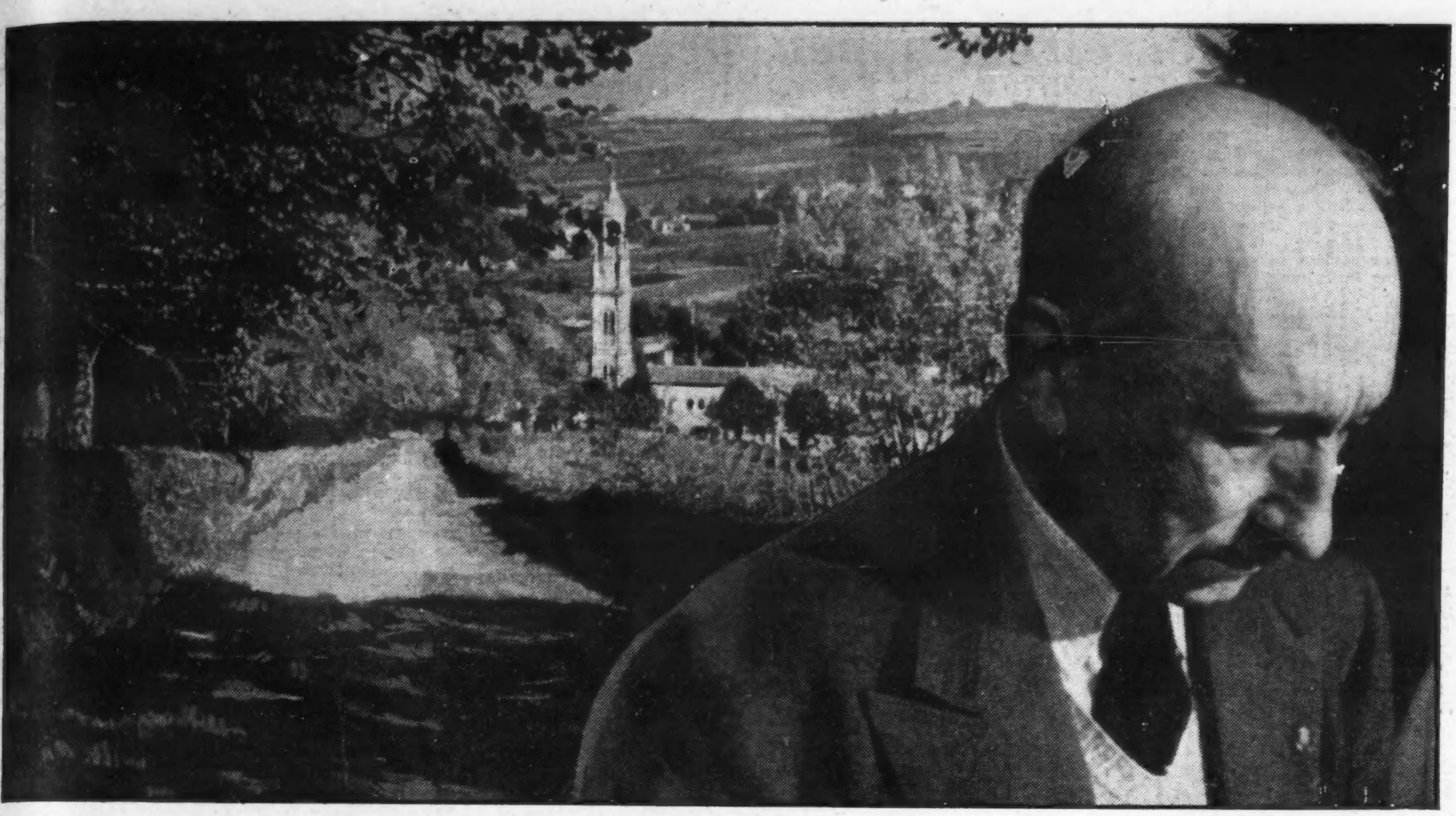
Pour brillante et inattendue que soit l'analyse de M. Raymond Aron, elle paraît néanmoins relever à la fois de ce « défaitisme économique » et de cette « résignation historique » qui surprennent de la part du théoricien de La pluralité des causes en Histoire.

Mauvaise affaire, l'Empire ? Certainement pas au temps du Pacte colonial. Sans aucun doute, dans la mesure où la disparition de ce pacte ne débouche pas sur une reconversion. De plus, les « mauvaises affaires » ne sauraient être l'exclusive motivation d'une politique.

Quant à l'inéluctabilité de la perte de l'Algérie, avec tout ce qu'elle comporterait aujourd'hui de dramatiques conséquences, elle semble être davantage le résultat de la politique algérienne pratiquée par la France depuis dix ans qu'un événement inscrit depuis toujours dans les faits.

(1) Edit. Calmann-Lévy. Collection « Liberté de l'Esprit ». 367 pages, 835 francs.

(Les passages en italiques et les intertitres sont de la rédaction de « L'Express ».)



François Mauriac sur sa terrasse de Malagar.

LE METIER D'ECRIVAIN

Un entretien avec François MAURIAC

de l'Académie Française

L'EXPRESS. — Pour tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la littérature, écrire, c'est avant tout écrire des romans. Le roman demeure le plus grand des genres littéraires, c'est incontestable malgré les attaques de ceux qui trouvent la fiction démodée, et du reste le mot « roman » lui-même sonne d'une façon toute spéciale, il est chargé de signification, d'émotion, un peu comme le mot « amour »...

Or, pour nous qui suivons la production actuelle, il semble que les nouveaux écrivains ne fassent plus de « vrais » romans.

Vous êtes parmi les derniers représentants d'une race qui se fait rare, celle des grands romanciers féconds — et le Prix Nobel a confirmé, en vous couronnant, la valeur qu'il faut attacher à des œuvres comme la vôtre, où vit tout un peuple de créatures tirées de la seule imagination de l'écrivain. Mais vous n'êtes pas seulement un producteur, vous êtes aussi un grand consommateur, comme vous l'avez souvent avoué en parlant de votre adolescence où vous étiez, disiez-vous, un dévoreur de livres.

Aujourd'hui, le roman français contemporain semble traverser une crise ; on dirait que les fils partis de « La Princesse de Clèves » et qui remontaient jusqu'à Martin du Gard, jusqu'à vous, se sont emmêlés. Nous voudrions vous demander de nous aider à discerner l'endroit où s'est marqué l'arrêt, où le nœud s'est formé, en nous disant, pour commencer, où vous en êtes vous-même avec votre passion.

Et d'abord, lisez-vous toujours des romans ?

François Mauriac. — J'en lis très peu. La vieillesse, je le constate tous les jours, tue les personnages en moi par asphyxie. J'ai été un lecteur passionné, je peux dire insatiable, mais maintenant... Quand j'étais jeune, mon propre avenir tel que je le rêvais, assurait à Mme Bovary, à Anna Karénine, aux personnages de Balzac, l'atmosphère qui en faisait pour moi des créatures vivantes. Ils projetaient au-devant de moi tout ce que je rêvais pour moi-même, mon destin était préfiguré par le leur. Puis, à mesure que j'ai vécu, ils m'ont entouré comme des rivaux. Une sorte d'émulation m'obligeait à me mesurer à eux, surtout aux personnages de Balzac, maintenant ils font partie de ce qui est révolu.

En revanche, je peux relire encore un roman de Bernanos ou même d'Huysmans, parce qu'ils ont un prolongement métaphysique. Quant à ceux de mes cadets, leur technique surtout m'intéresse.

C'est parce que les romans n'ont plus de prise sur moi, que je suis beaucoup plus livré à l'histoire, à l'histoire en train de se faire...

L'EXPRESS. — Croyez-vous que cette attitude vous soit particulière ? Ne pensez-vous pas plutôt qu'à une époque où le poids des événements comme ceux d'Algérie est très lourd, tout le monde se détache un peu de la fiction ? Peut-être n'y a-t-il plus la distance nécessaire à la réception du roman ?

François Mauriac. — Toutes les époques ont été plus ou moins tragiques. Les événements que nous vivons ne sauraient suffire à expliquer ce qu'on appelle en gros la crise du roman, qui d'ailleurs n'est pas une crise du public, du besoin que le public a des romans, puisque les tirages sont beaucoup plus forts aujourd'hui que dans ma jeunesse.

Non, la crise du roman, à mon avis, est d'ordre métaphysique, elle est liée à une certaine conception de l'homme. La hargne contre le roman psychologique vient essentiellement de l'idée que la génération actuelle se fait de l'homme, et qui est toute négative. Cette altération de la personne a commencé il y a longtemps déjà. L'œuvre de Proust est significative. De *Du côté de chez Swann*, roman parfait, au *Temps retrouvé*, nous voyons la personne humaine se dissocier. A mesure que le roman avance, les personnages se défont...

Aujourd'hui, en même temps que la peinture sans figure est né le roman sans personnage — ou dont les personnages n'offrent aucun trait qui puisse les caractériser.

Je crois que la crise du roman, si elle existe, est essentiellement de cet ordre-là : il s'agit bien de technique romanesque !

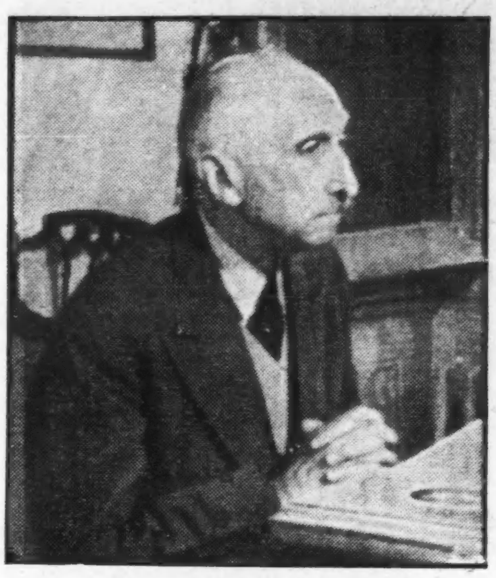
Le roman a perdu son objet, voilà le plus grave. C'est de là qu'il faut partir.

Nos cadets croient avoir découvert, après Joyce et après Proust, que « l'objet » du vieux roman était préfabriqué et ne concernait pas le réel...

→

« On pouvait autrefois avoir du talent et être un peu bête ... »

L'EXPRESS. — Parler de la dissolution des personnages, n'est-ce pas trop s'attacher au roman expérimental, à Blanchot, à Robbe-Grillet ? Tout de même chez Proust, chez Kafka, il y a encore des personnages. Ils ont changé sans doute par rapport à ceux du type balzacien, mais on se souvient d'eux, on les connaît par leur nom, ils ont une existence pour le lecteur.



AUJOURD'HUI
« Je ne suis pas philosophe ».

FRANÇOIS MAURIAC. — Je vais vous scandaliser beaucoup. Je connais très mal l'œuvre romanesque de Kafka et je le connais très bien en même temps, parce que, lui, il me passionne. J'ai lu son Journal, ses Lettres, tout ce qui le concerne. Ses romans même, je ne peux pas les lire...

Dans Proust, je vous ai dit qu'une lente dissolution de chaque personnage est frappante. A partir de *La Prisonnière,* le roman tourne à une longue méditation sur la jalousie : Albertine n'a plus aucune réalité charnelle et les personnages qui en avaient une au début du roman, comme Charlus, en viennent à se confondre avec le vice qui les a dévorés.

La crise du roman est d'ordre métaphysique. La génération qui a précédé la nôtre n'était plus chrétienne, mais elle croyait à la personne, ce qui revient à avoir foi en l'âme. Ce que chacun de nous met derrière ce terme « âme » est bien différent, mais enfin, c'était le point fixe, autour duquel la personne se construisait.

La foi en Dieu était perdue pour beaucoup, mais non aux valeurs que cette foi postule. On croyait au bien et au mal. Le bien n'était pas le mal et le mal n'était pas le bien. L'écroulement du monde romanesque est dû à la destruction de cette assise fondamentale : la connaissance du bien et du mal. Le langage lui-même est dévalorisé et comme vidé de son contenu par cet attentat commis contre la conscience.

Notez-le : pour le romancier resté chrétien, comme je le suis, l'homme est quelqu'un en train de se faire ou de se défaire, et non un être immobile, fixé, figé dans un caractère dessiné une fois pour toutes. C'est en cela que le roman psychologique traditionnel est très différent de ce que j'ai fait ou cru faire.

L'être humain tel que je le conçois dans le roman est un être engagé dans le drame du salut, même quand il ne le sait pas. La vie, toute vie a une direction, a un but dont elle peut s'éloigner infiniment.

Cette « grille » en vaut une autre pour prendre une vue de l'homme, il me semble. Je ne reproche pas à mes cadets *leur* technique, mais de croire qu'il existe une technique, la leur, issue de Joyce ou de Faulkner et qui condamne toutes les autres. Or pour moi, tout romancier digne de ce nom crée son style qui ne vaut que pour lui, invente ses moyens, qui après lui ne doivent plus servir à personne. Une technique ne peut servir qu'une fois.

Cependant, j'admire chez les nouveaux romanciers une « recherche de l'absolu », une haine du faux-semblant et du trompe-l'œil. Ils me font penser à ce qu'Alain et Simone Weill disaient de l'athéisme purificateur... Mais n'allons pas de ce côté-là... Je ne suis pas philosophe.

L'EXPRESS. — C'est ce qu'on dit toujours. D'ailleurs, pourquoi vous en défendre ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Chaque fois que le talent littéraire diminue, les philosophes gagnent. Je ne dis pas cela contre eux, mais ils ont pris peu à peu toute la place.

C'est tout de même très important que le maître qui ait marqué cette époque sur le plan littéraire soit un philosophe ; Jean-Paul Sartre a, en plus, un grand talent, sans cela il n'aurait pas pris la place qu'il occupe. Comparez son influence à celle de Bergson qui restait cantonné sur le plan des idées et qui n'a agi sur la littérature qu'indirectement et par son influence sur les littérateurs.

Malraux, Camus sont des écrivains qui ont un système de pensée. Le littérateur pur n'existe plus — du moins parmi ceux qui comptent. Certains de nos critiques (Blanchot, Barthes) sont des auteurs difficiles. Comme disait Victor Hugo: *« Il faut pour les comprendre avoir fait ses études. »*

Cette génération est terriblement intelligente. On pouvait autrefois avoir du talent et être un peu bête ; aujourd'hui, non !...

Dans la mesure où ce sont des philosophes, ils ont probablement beaucoup moins besoin de fiction que nous. Il y a de ce point de vue-là, chez mes cadets, un désir d'objectivité extraordinaire. Je veux dire qu'ils ont une peur terrible de rien dire de ce qui n'est pas. Cette exigence m'édifie beaucoup. Mais cela ne fait pas des poètes.

L'EXPRESS. — Cela fait du moins des critiques.

FRANÇOIS MAURIAC. — L'ennui avec les critiques philosophes, c'est que si les faiblesses d'un auteur de mon espèce les frappent d'abord et les irritent, ils sont presque toujours insensibles à ce par quoi il vaut. Un auteur de mon âge se fait une certaine idée de ce qui lui assure dans le monde entier une étroite famille de lecteurs fidèles. Plus que des êtres, c'est une atmosphère — ou du moins les personnages ne s'y séparent pas d'un monde odorant et brûlant. Rien de cela ne compte, bien évidemment, pour nos philosophes qui ont conquis le champ de bataille littéraire et qui y campent en vainqueurs.

Avez-vous lu *La Gartempe* de Jean Blanzat ? C'est l'histoire d'hommes et de femmes, liée à celle des saisons, à un endroit de la France que la Gartempe arrose. Je lisais sur ce livre admirable un article très hargneux d'un critique qui est probablement un homme pas bête et très cultivé. Mais il est évidemment fermé à tout un monde de sensations. Son éreintement de *La Gartempe,* c'est l'aveugle qui essaye de crever avec sa canne blanche la merveille invisible.

Le malentendu est là avec nos critiques. Il y a nos « manques » qu'ils dénoncent — et les leurs qu'ils ne voient pas, mais que nous voyons. Le même critique, dans le même article, se vantait de passer bride abattue à travers les descriptions de Balzac, sans se rendre compte qu'un tel aveu situe un critique et le met à sa place...

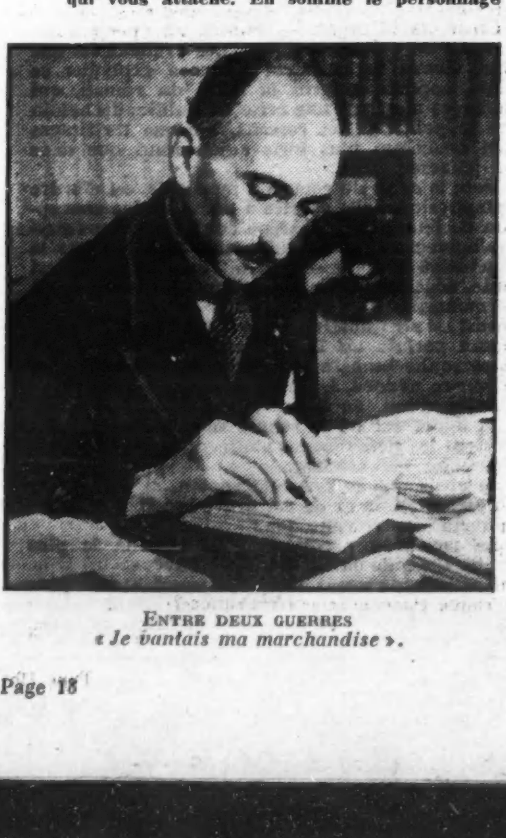
Dans le livre de Blanzat, comme dans les miens, je crois, ce n'est pas un décor que nous plantons, l'être humain y est pris avec sa motte, il n'y a rien là d'arbitraire, c'est le réel le plus réel. Mais les natures abstraites ont horreur de cela. Ils sont insensibles dans une œuvre à ce qui fait dire à ceux qui l'aiment, quand ils y pénètrent : « On respire !... »

L'EXPRESS. — Tout de même. Vous croyez que c'est un accident qui a livré la littérature aux philosophes ?

FRANÇOIS MAURIAC. — D'abord il y a une raison historique. Il y a eu le drame français. Sartre a exprimé le désespoir de cette génération. Ce n'est pas lui qui l'a créé, il lui a donné une justification et un style.

« A mon âge les vieux chagrins sont devenus d'anciens bonheurs... »

L'EXPRESS. — Vous disiez que vous vous intéressiez plus à l'homme Kafka qu'à son œuvre. Ailleurs, dans « Le Figaro Littéraire », vous avez aussi écrit qu'à travers « Les Hauts de Hurlevent », c'est la figure d'Emily Brontë qui vous attache. En somme le personnage ayant disparu, l'auteur passe au premier plan, envahit peu à peu toute la scène ?



ENTRE DEUX GUERRES
« Je vantais ma marchandise ».

FRANÇOIS MAURIAC. — Presque toutes les œuvres meurent et les hommes restent ; nous ne lisons guère plus de Rousseau que ses *Confessions* et de Chateaubriand que les *Mémoires d'outre-tombe.* Eux seuls nous intéressent. J'ai été et je demeure un grand admirateur de Gide. D'ores et déjà il apparaît pourtant que son Journal et que l'histoire de sa jeunesse qu'est *Si le grain ne meurt* seuls ont des chances de durée. Ce qu'il y a de plus rare en littérature, qui est la seule réussite, c'est que l'auteur disparaisse et que l'œuvre reste. On ne sait pas qui était Shakespeare ni Homère. Racine ? On s'épuise à écrire sa vie sans en rien pouvoir tirer. Il disparaît dans le rayonnement de ses créatures. Que cela est rare !

Mais les auteurs qui disparaissent devant leur œuvre, il ne s'en trouve presque pas ; c'est le contraire qui se produit presque toujours ; même les grandes figures romanesques qui ont survécu, elles se figent dans les manuels et dans les histoires comme dans un musée. En tant que créatures vivantes, elles s'usent, s'affaiblissent... Il arrive même que nous les voyions mourir. Il me semble que Mme Bovary se porte moins bien qu'autrefois...

L'EXPRESS. — Vous croyez ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Ouf, et même Anna Karénine ! Même les Karamazov. Et d'abord parce que justement ils ont besoin de lecteurs pour vivre, et les nouvelles générations sont de moins en moins capables de leur fournir l'air respirable. Ou alors l'écran leur assure une seconde vie. Elle ne me tente guère, on s'occupe un peu de *Thérèse Desqueyroux* à Hollywood. Cette nouvelle ne me bouleverse pas.

Heureusement pour Flaubert qu'il y a sa Correspondance.

L'EXPRESS. — Vous avez dans votre petite étude, qui a paru chez Corrêa, « Le Romancier et ses personnages »...

FRANÇOIS MAURIAC. — Elle a paru il y a très longtemps, un quart de siècle au moins ! C'était avant que Kafka fût connu et Joyce...

L'EXPRESS. — Il y a là un passage où vous parlez de la grandeur du roman, comme le genre littéraire par excellence, le Roi des Arts.

FRANÇOIS MAURIAC. — Je vantais ma marchandise... Il n'y a pas d'art royal par rapport à un autre. C'est l'artiste qui compte. C'est Tolstoï, ou Dickens, ou Balzac qui sont grands, non le genre qu'ils ont illustré.

L'EXPRESS. — Mais une fois le roman terminé, êtes-vous demeuré lié à vos personnages ? Entretenez-vous encore des rapports avec eux ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Mes personnages n'existent pour moi que parce qu'on m'en parle, qu'on écrit des articles sur eux, l'œuvre écrite et sortie de moi n'existe que chez les autres. A la question habituelle : « Quel est celui de vos livres que vous préférez ? » ou « Quel est celui de vos personnages qui vous intéresse le plus ? », je cite un titre, un nom : il faut bien répondre ! Mais très sincèrement je n'ai pas de personnage préféré. En réalité, chaque roman a été pour moi une tentative, pour m'approcher de quelque chose, que j'espérais atteindre, qui se dérobait, et je recommençais.

C'est une des raisons d'ailleurs pour lesquelles

je n'ai jamais eu la tentation d'écrire des romans-fleuves, parce que j'aurais été désespéré de ne pas pouvoir repartir de zéro, en me disant : « Ah ! C'est cette fois que je vais faire *mon livre !* »

Je puis dire que dans tous mes romans il y a quelques pages que j'aime, où je me suis approché de ce que je cherchais, et que tous me déçoivent d'une certaine manière.

Certains personnages vivent en dehors de nous, c'est un fait. Pourtant nous n'avons plus rien à faire avec eux. Dans la mesure où Thérèse Desqueyroux exprime des choses de moi, c'est d'un moi dépassé depuis des années.

J'écoutais avant-hier soir à la radio une adaptation du *Désert de l'Amour*. Si déformée que fût l'histoire, je reconnaissais le docteur Courrèges, son fils Raymond, cette femme entretenue, Maria Cross : ce petit monde parlait, souffrait devant moi, lui qui m'avait quitté depuis trente années, je le reconnaissais un peu déformé par le miroir qui le reflétait... Mais enfin, j'étais bien le créateur de ces êtres. Des êtres ? Non ! J'aurais pu définir la souffrance, où le côté de ma souffrance de cette époque-là que chacun d'eux incarnait. C'était inécoutable pour moi — parce qu'à mon âge, les vieux chagrins sont devenus d'anciens bonheurs...

Dans certains romans, qui ne sont pas les meilleurs peut-être, nous avons mis beaucoup plus de nous-même. Par exemple, *Le Mystère Frontenac* ; c'est un livre où j'ai cherché à fixer mon adolescence, à faire vivre ma mère et le frère de mon père qui était notre tuteur. Ce livre-là rend pour moi un son unique, déchirant, en dehors des qualités ou des défauts qu'il peut avoir. En fait je ne le relis pas plus que les autres : je ne relis mes livres que lorsque j'y suis obligé, pour des corrections d'épreuves. La publication de mes œuvres complètes m'y a condamné: cela m'est presque aussi dur que de relire de vieilles correspondances. C'est par là que la mort sort de l'abstraction, que nous la touchons comme une chose : une poignée de cendres, de poussière...

« Le monde actuel est attentif à toute parole qu'une espérance anime... »

L'EXPRESS. — L'accueil réservé à « L'Agneau » fut-il celui que vous espériez ?

FRANÇOIS MAURIAC. — On est tellement peu compris, tellement peu entendu. *L'Agneau*, remarquez, a eu un tirage assez important (70.000), mais à quel point j'ai senti que je ne parlais que pour peu d'êtres ! J'ai eu cependant ce qui s'appelle une bonne presse. Surtout une presse déférente, respectueuse — délicate, même, chez des adversaires — un seul article abusait bassement des facilités que donne un livre comme celui-là pour insinuer, déformer, salir — laissons cela. C'est la solitude du chrétien dans le monde actuel qui est écrasante — mais non ! J'ai tort ! Le chrétien n'est jamais seul, il l'est vis-à-vis des autres...

ENFANT, PARMI SES FRÈRES
« L'homme qui porte mon nom s'est-il créé peu à peu ? ».

L'EXPRESS. — C'est depuis la guerre ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Oh ! Depuis toujours...

L'EXPRESS. — Mais est-ce que votre engagement politique n'a pas apporté une certaine rupture de cette solitude ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Ne l'a-t-il plutôt accrue ?

L'EXPRESS. — Il ne s'est pas établi une communication avec de nouveaux...

FRANÇOIS MAURIAC. — Oui, il est certain qu'une fraternité s'est créée, petit noyau de chrétiens qui constituent ma famille, vous avez raison de me le rappeler.

L'EXPRESS. — Mais au-delà de ces chrétiens, vous n'avez pas l'impression que vous avez touché un public ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Oui, c'est vrai ! J'ai tort de me plaindre, oui, j'ai été entendu. Nous sommes très peu nombreux, il ne faut pas se faire d'illusion, mais enfin ce noyau spirituel existe ; il est extrêmement efficace, je suis un ingrat quand je me plains de ma solitude.

L'EXPRESS. — Aujourd'hui, vos prises de position comptent pour des personnes qui n'ont jamais lu vos livres. François Mauriac, ce n'est plus seulement un écrivain, c'est un personnage...

FRANÇOIS MAURIAC. — C'est-à-dire que le public d'aujourd'hui, comme tous les publics de toutes les époques, demande aux hommes qui écrivent de lui apporter de quoi se nourrir : un monde aussi privé de pâture que le monde actuel est attentif à toute parole qu'une espérance anime.

Dans cet ordre, je puis dire que j'attache de l'importance à ce que j'écris, à tout ce que j'écris: à un article du « Figaro Littéraire » comme à une page du Bloc-Notes. Une page de roman n'a pas plus d'importance à mes yeux qu'une chronique. Tous les moyens d'expression ont la même valeur : ou plutôt, ce qu'ils ont à exprimer est cette chose que je dois dire sous quelque forme que ce soit. Je n'ai jamais compris mes confrères qui réservent au journal leurs scories. Chaque parole écrite, c'est la touche où le peintre tout entier se reconnaît. Il n'y a pas le journaliste, il n'y a pas le poète, il y a quelqu'un, quelqu'un qui s'exprime ou qui se dissimule, qui s'exprime directement ou qui s'exprime malgré lui, enfin qui se trahit ou qui se livre parce qu'il existe et qu'il a « son mot à dire ».

« Il m'arrive d'en vouloir à Péguy, à Bernanos... »

L'EXPRESS. — Vous arrive-t-il, en pensant à vous, de comparer ce que vous êtes devenu à vos rêves d'enfant ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Que nous le voulions ou non, quand nous arrivons à la fin de notre vie, nous la voyons comme un tableau, auquel manque encore la dernière touche. Un portrait existe déjà : l'image que nous donnerons de nous. Dans quelle mesure ce personnage est-il le résultat d'une volonté, d'un plan préconçu ? L'homme que l'on voit aujourd'hui et qui porte mon nom s'est-il créé peu à peu, sous la poussée d'une exigence intérieure ? Est-il le résultat d'un calcul et d'une politique ? Je suis sûr qu'il y a cette question dans l'esprit de ceux qui m'observent, en particulier chez certains de mes cadets les moins bienveillants ; au fond, pour eux, je suis quelqu'un de très habile et qui, par ses audaces calculées, aura tout obtenu du monde en se donnant les gants de tout risquer à l'âge où il n'a plus rien à perdre.

Il m'arrive de m'interroger moi-même. Tout est vrai et tout est faux de ce qu'on peut dire à ce sujet : car les motifs et les causes forment un enchevêtrement indémêlable, mais ce dont je crois être sûr, c'est que la conscience religieuse en moi anime et nourrit mon action, dans la mesure où j'en ai une.

Après Bernanos, après Claudel, à ma pauvre place, je suis le témoin d'une foi, d'une espérance — de cette foi et de cette espérance que les gens croient avoir perdues, mais qu'ils gardent encore au fond du cœur. C'est par là que j'existe encore, que je suis encore écouté.

J'ai été très frappé de l'importance qu'un public comme celui de *L'Express* attache au problème posé par les Manuscrits de la mer Morte. Bien que beaucoup, sinon la plupart, aient perdu la foi chrétienne ou ne l'aient jamais possédée, tout à coup, l'idée qu'il pourrait y avoir quelque chose de nouveau les fait regarder du côté du Christ. Un document qui prouverait que le Christ est réellement mort, qu'il n'est pas ressuscité, que c'était une imposture, que c'est réellement fini... Ou le contraire, tout à coup une chose, je ne sais pas quoi, enfin un document qui authentifierait la résurrection...

Voyez à quel point les gens les plus coupés, les plus détachés de ce message, y attachent de l'importance malgré tout. Si misérables que nous soyons, quand nous sommes du Christ, et que nous tenons une plume, tout ce que nous écrivons est touché d'une lumière qui ne vient pas de nous. Les hommes attendent, ils attendent autre chose que l'horreur quotidienne. Ils s'expriment, que faire de cette vie ? La médiocrité du plaisir !

L'EXPRESS. — Pourtant il vous arrive encore de vous mêler aux « plaisirs de ce monde ». Dernièrement vous étiez ? une grande soirée, à l'Alhambra...

FRANÇOIS MAURIAC. — Je vois cela, quand j'y suis, comme d'une autre rive. Que les hommes se contentent de peu ! s'amusent de rien ! Même humainement, la messe chez mes voisins les bénédictins de la rue de la Source, un jour ordinaire, apparaît en comparaison d'une indicible beauté...

Et puis l'histoire politique et militaire rend tout le reste fade. C'est elle qui me détache de la fiction.

L'EXPRESS. — Quand avez-vous cessé de considérer la fiction comme votre préoccupation essentielle ?

FRANÇOIS MAURIAC. — J'ai commencé à me détacher de la fiction au moment de la guerre d'Espagne, par exemple. Je vivais jusque-là dans une espèce de rêve, de monde fictif, et la guerre d'Espagne a réveillé le garçon sillonniste que j'étais à vingt ans... Je me suis débattu et puis il y a eu l'occupation, la Libération. Je me suis évadé le plus qu'j'ai pu entre temps ; n'empêche que, depuis la guerre d'Espagne, je ne peux plus me détourner de la condition humaine telle qu'elle est imposée aux hommes par d'autres hommes. Joubert disait que *« la révolution avait chassé son esprit du monde réel en le lui rendant trop horrible »*. Pour moi, c'est le contraire : l'horreur du monde réel m'a chassé de la fiction.

Dans le « Bloc-Notes », je voulais parler de tout, c'était le principe du « Bloc-Notes » de parler aussi bien de Mme Zizi Jeanmaire que de ce qui se passe en Algérie. Eh bien ! non ; il est évident qu'on finit par s'engluer comme une pauvre mouche dans le piège politique.

L'EXPRESS. — Pourtant, au cœur d'une situation assez étouffante, on éprouve parfois en réaction le besoin de la distance. On a envie de revenir dans le roman et dans l'irréel.

FRANÇOIS MAURIAC. — Oui, mais ça, c'est parce que, dans la mesure, ce que j'ignore, où vous êtes grand lecteur de romans, vous êtes peut-être encore assez jeune pour fournir aux personnages cette atmosphère dont ils ont besoin en vous-même pour vivre de votre propre vie.

Tandis que moi, comme je n'ai plus rien à leur donner de ce temps intérieur, ayant le nez contre l'éternité, si je peux dire, n'ayant d'avenir qu'en Dieu, il n'y a plus de contrepoids possible à ce que je vois, à ce que je touche, je suis hypnotisé par ce qui est, je ne m'en évade plus. Je suis comme dans une salle d'attente où je ne pourrais plus lire que le journal, parce que ce que j'attends, c'est la mort.

Ne plus voir que ce qui est, en politique, c'est dur, vous savez ! Il m'arrive d'en vouloir à Péguy, à Bernanos, de nous avoir entretenus dans une certaine idée de notre pays, de notre race, qui reste vraie dans l'idée que les autres peuples s'en font, mais qui ne correspond plus à aucun des gestes de la France que j'observe depuis dix ans. L'écart entre cette entité et cette réalité, nous le comblons comme nous pouvons, mais c'est épuisant.

Cette France de Péguy, de Bernanos, cette France pour qui tant de Français sont morts, tous mes amis de 1914, cette France elle existait puisqu'ils sont morts pour elle, mais n'est-elle pas morte avec eux ?

Dans quelle mesure leur a-t-elle survécu ? Est-ce mal de se poser cette question ? Est-ce que leur France est encore notre France ?

→

Que reste-t-il de ma foi en elle, ayant vu ce que j'ai vu ? Quel est le fond de ma pensée, sur ce qui est devenu mon peuple, ma nation ?

L'EXPRESS. — Je comprends très bien. Une chose que je ne comprends pas, si vous permettez, c'est que vous reprochez à Péguy, à Bernanos...

FRANÇOIS MAURIAC. — Que leur reprocherais-je, grand Dieu ! L'acte de foi dans cette France dont ils nous donnaient l'image ?

L'EXPRESS. — Mais qui existait de leur temps ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Et aujourd'hui encore ? Le croyez-vous ?

L'EXPRESS. — Je veux dire qu'on ne peut pas leur reprocher de témoigner d'une grandeur parce qu'elle est devenue décadente.

FRANÇOIS MAURIAC. — Si vous voulez, je me demande si leur acte de foi n'était pas tel qu'il nous dispensait...

L'EXPRESS. — ...d'un effort de continuation ?

FRANÇOIS MAURIAC. — ...Notre drame, c'est le contraste entre cette France éternelle et le pays réel, celui que reflètent le Parlement, la presse, les partis. Ce désaccord terrible, cette terrible rupture...

Je ne veux pas parler ici de ce que nous avons tous présent à l'esprit. Je suppose qu'aucun remords ne trouble le sommeil de ces messieurs de la commission d'enquête sur les tortures...

Comprenez-moi. Si par exemple l'Eglise catholique commettait tout à coup des crimes, ce serait accablant pour les chrétiens. Eh bien ! comme Français, j'ai l'impression, maintenant, de vivre dans le sacrilège, et dans un sacrilège tel que la France se trouve atteinte dans son être, dans son essence même.

La question que je me pose est celle-ci : est-ce mon pays tel qu'il est que j'aime, ou est-ce le mythe entretenu par les maîtres de notre jeunesse ? La France du XIX[e] siècle que n'a-t-elle commis !

Oh ! Il ne s'agit là que d'une crise qu'il faut surmonter et dépasser, c'est à nous, dans la mesure où nous croyons que nous défendons une certaine idée de la France, c'est à nous de la restaurer et de la faire triompher — et en tout cas de la maintenir au-dedans de nous, intacte. Qu'elle existe en nous, cela suffit pour qu'il ne s'agisse pas d'un mythe. Je suis découragé, non désespéré. Et qu'importe ce que ressent un vieil homme de lettres qui s'écoute parler, qui se regarde écrire ?

Je pense aux garçons que je connais, à tant de jeunes prêtres — à ce qui subsiste de désintéressé dans cet univers de l'efficience, du rendement, de la technique, à ce qui demeure d'amour, à cette sorte de pureté militante qui résiste à une atmosphère atroce à la fois sexuelle et criminelle, renforcée par le film, que l'enfant respire, dès l'éveil de sa conscience. Et pourtant les cœurs purs, les âmes tendres demeurent. Le Christ est vivant.

« On ne recommence pas sa vie, c'est pour cela qu'il ne faut pas la manquer... »

L'EXPRESS. — Un christianisme aussi intensément vécu que le vôtre, vous a-t-il posé des problèmes du point de vue romanesque ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Tout le temps. Cela paraît évidemment comique aux garçons d'aujourd'hui, mais, moi, je passais dans les milieux catholiques pour un romancier presque pornographe. Cela m'a bridé.

Si l'on me posait la question : « Croyez-vous que votre christianisme en tant que romancier vous a gêné ou vous a enrichi ? », je répondrais « oui » à tout. Mon christianisme m'a enrichi, il m'a aussi gêné. Tel de mes livres n'a pas été ce qu'il aurait été si je m'étais laissé aller, c'est certain. Au départ ce fut très dramatique. Tant que j'ai été jeune, j'ai vécu dans cette contradiction.

L'EXPRESS. — N'en avez-vous pas souffert ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Ah ! si, j'ai toujours été très tourmenté. Mais à l'heure actuelle, sur ce plan-là, je ne suis plus inquiet. Nous mettons l'infini dans ce que nous écrivons, mais je sais aujourd'hui que Dieu n'attache aucune importance à ce que nous écrivons, Il s'en sert.

Je n'attache plus tellement d'importance à mon œuvre.

L'EXPRESS. — La modifieriez-vous si vous pouviez la récrire ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Pas plus que je ne chercherais à modifier l'expression de ma figure. C'est ma vie qui serait à refaire ; alors mon œuvre serait, elle aussi, différente.

C'est sur notre vie que nous avons pouvoir, et c'est là qu'un chrétien diffère le plus de ceux qui ne le sont pas. C'est, je crois, que nous pouvons nous faire. Nietzsche disait : « *L'ennoblissement est possible.* » Je crois qu'il ne faut pas avoir honte de vouloir devenir quelqu'un d'autre que ce que nous eussions été en nous abandonnant au gré de nous-mêmes.

Cette création se fait non seulement par ce que l'on ajoute et ce que l'on supprime, mais par ce que l'on redresse de soi-même. Car le pire de nous-mêmes (c'est le secret de la grâce) peut devenir ce qui nous enrichit le plus.

L'EXPRESS. — Vous avez écrit une phrase très belle : « On ne peut dominer son œuvre que dans la mesure où on a dominé sa vie. »

FRANÇOIS MAURIAC. — Qui a dit cela ?

L'EXPRESS. — C'est vous.

FRANÇOIS MAURIAC. — C'est moi ! Eh bien ! c'est exact. Par conséquent, je voudrais non pas refaire mon œuvre, mais ma vie. Malheureusement on ne recommence pas sa vie, c'est pour cela qu'il ne faut pas la manquer quand on est à pied d'œuvre.

« Ce que je redoute, ce n'est pas d'être oublié, c'est de ne l'être pas assez... »

L'EXPRESS. — Songez-vous encore, Monsieur Mauriac, à écrire des romans ?

FRANÇOIS MAURIAC. — A quoi bon ? Et pour qui écrire ? J'ai besoin (comme romancier non comme journaliste) de sympathie, d'amour même. J'ai travaillé dans cette atmosphère-là. C'est fini maintenant. Mais dans la mesure où il n'y a pas une obligation matérielle — obligation dont on ne parle jamais, mais qui existe, car c'est notre métier d'écrire — et moi aussi j'ai élevé des enfants ! — quand il n'y a pas cette pression matérielle, il faudrait être possédé par une volonté de renouvellement. Sinon faire un Mauriac de plus, vous comprenez que cela ne me paraisse pas urgent ! Mais je puis m'y mettre demain matin...

Remarquez, je suis parfois tenté d'écrire quelque chose de très différent... Oui, et je le pourrais. Seulement je suis arrêté : car ce qui me tenterait, ce serait une satire du monde actuel. Et alors, je cède ici à des considérations d'ordre spirituel. Je suis tout de même un chrétien, je voudrais finir ma vie non pas dans la violence ni dans la colère, mais dans la paix. J'aime la prière que sainte Gertrude, devenue très vieille, adressait à « *l'amour du soir de sa vie* ». Elle lui disait : « *Faites que je m'endorme en vous d'un sommeil tranquille.* »

Or, si je me renouvelais, ce serait dans la fureur qui me prend parfois, mais qui retombe vite.

J'ai manifesté dans mes articles politiques certaines qualités dont je pourrais faire bénéficier un roman. J'ai l'idée de cela, et vous me direz que ce serait faire œuvre pie et que le chrétien que je suis pourrait très bien considérer que c'est son devoir de l'écrire. Mais je dois me rendre cette justice : je ne m'aveugle jamais sur les motifs de mes actions. Je sais bien quelle colère je soulagerais, si j'écrivais ce livre... Mais renoncer à l'écrire ne constitue pas un sacrifice. Car, je vous le répète, la tentation la plus forte du soir de la vie pour un chrétien, c'est la retraite, c'est le silence — même à la musique la plus aimée, je préfère aujourd'hui le silence, parce qu'il n'y a pas de silence en Dieu.

Mes ennemis croient que j'occupe la scène, coûte que coûte, que je me sers de la politique pour me survivre. Ils seraient bien étonnés, s'ils savaient que mon bonheur c'est d'être seul sur ma terrasse comme je vais l'être dans trois jours, cherchant à deviner de quel côté vient le vent, par l'odeur qu'il apporte. Ce que je redoute, ce n'est pas d'être oublié, après ma mort, c'est de ne l'être pas assez — car, comme nous le disions, ce ne sont pas les livres qui restent, c'est notre pauvre vie qui devient matière à chroniques.

On ne s'arrête pas, parce qu'on ne peut s'arrêter — parce que l'équipe a encore besoin de nous, parce qu'on a été poussé sur la scène par les épaules, qu'il faut tenir son rôle, le dire bien ou mal, comme une doublure que l'on est peut-être. Bien sûr, Bernanos était un autre homme ! Mais enfin il n'est plus là. Claudel est mort aussi. Maritain vit aux Etats-Unis, Gilson au Canada. En somme, on reste là parce qu'on ne peut pas s'en aller et non par un désir de parade que l'on ne ressent plus, ni parce qu'on est inconscient de son insuffisance et de sa misère, ni par un besoin de divertissement, puisque le seul bien de la vieillesse, au moment où je la vis (bien immense !) est le goût de la solitude et l'impossibilité de m'ennuyer — alors que dans ma jeunesse ennui et solitude étaient deux ennemis qui ne m'attaquaient jamais séparément et dont j'étais sans cesse accablé.

En somme, ce que j'écris aujourd'hui se confond avec une action, avec un combat. Et c'est bien ainsi, lorsqu'il s'agit du combat spirituel. Plus un écrivain vieillit et moins son œuvre devrait se distinguer de sa vie.

(*Copyright* « *L'Express* ».)

Mon mari n'est plus le seul à "parler rendement"...
Depuis que j'ai une nouvelle cuisinière à Gaz j'ai fait la différence:
Économie de temps...
Économie de consommation...
Économie de "mes nerfs"...
Mais exigez des appareils portant l'estampille N.F. Gaz, (ou NF. ATG) garantie officielle de qualité et de sécurité.
GAZ DE VILLE
Renseignez-vous auprès des professionnels qualifiés : Vendeurs et Installateurs.

L'EXPRESS
DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.
ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.500 francs
PAR AVION
3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
6.400 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.
Administrateur J.-F. Coblence

DE LA FRANCE
et de l'Afrique :
LE PÉTROLE
DU SAHARA
par André LABARTHE
directeur de "CONSTELLATION"
bury et avec
Macm
ATTA
sur deu
FRONT
livre à part
d'aujourd'h
aux Commun
LE COMBA
DE SA V
MINISTÉRIELL
A.O.F., A.E.F. et MADAGASCAR
ONT ÉLU, HIER, LES MEMBRES
DES ASSEMBLÉES LOCALES
PREMIÈRE INDICATION
APRÈS
de Lyon

LA UNE DE « L'AURORE ».
Horrible détail.

PRESSE

Il n'y a pas de pétrole au Sahara !

SOUS le titre : « La grande chance de la France et de l'Afrique : le pétrole au Sahara », l'Aurore publiait, le lundi 1er avril, le début du rapport d'André Labarthe.

Une photo de l'auteur illustrait ce récit, accompagnée de la légende suivante : « M. André Labarthe au Sahara, pendant le reportage dont nous commençons aujourd'hui la publication ».

Horrible détail : cette photo (retouchée) a été prise il y a dix ans pour illustrer les articles publiés par André Labarthe à son retour de Bikini.

Or, le 19 mars, M. Robert Bony, dans le style « belle conscience de Français » dont il a le secret, faisait savoir à ses lecteurs qu'il convenait « de ne pas accorder le moindre crédit » au récit de J.-J. Servan-Schreiber, puisque L'Express avait illustré un récit concernant l'Algérie par une photo prise au Maroc.

Nous voilà perplexes. Selon la logique et le vocabulaire de M. Bony, la conclusion s'impose : L'Aurore a commis un « truquage », une « imposture », il convient de ne pas accorder le moindre crédit aux propos d'André Labarthe, qui n'a pas été au Sahara, où il n'y a d'ailleurs pas trace de pétrole.

Autre conclusion possible : il y a quelque chose qui ne va pas dans la tête et dans le journal de M. Bony. Des extraits du rapport d'André Labarthe ayant déjà été largement publiés (1) c'est à cette conclusion que nous nous arrêterons.

(1) Par *France-Observateur* du 14 mars 1957.

JE, TU, IL...

● ELIZABETH II, 30 ans, pendant son séjour à Paris, changera dix fois de toilettes, acceptera l'hommage de 1.000 Britanniques à Meudon, sourira à ses 1.500 invités à l'ambassade de Grande-Bretagne et verra 1.000 têtes parisiennes s'incliner devant elle, à l'Hôtel de Ville. Elle déjeunera en compagnie de 230 élus à Versailles, et après un dîner intime (250 couverts) apercevra au Louvre 2.500 notabilités. Elle passera 80 minutes sur la Seine dont les rives, où s'écraseront 130.000 Parisiens, seront éclairées par plusieurs milliers de projecteurs (30 kilomètres de câbles). Elle dégustera un hérisson, fera disparaître 25 kg de foie gras (avec l'aide des invités du gouvernement français), accordera 35 minutes au général Norstad, 60 minutes aux usines Renault, 15 minutes à la Chambre de commerce et sera, dans ses déplacements, suivie par 20 Simca bleu pastel. Qui est cette jeune femme pour laquelle Paris pavoise ? Un journaliste anglais fait son portrait (*voir page* 22).

⁂

● FRANCIS PERRIN, 56 ans, haut commissaire à l'énergie atomique, a précisé devant 400 industriels originaires de treize pays : « Actuellement, les réserves d'énergie classiques du monde (charbon, pétrole, etc.) sont suffisantes pour mille ans. Les réserves de la fission atomique telle qu'elle est réalisée actuellement (uranium, etc.) peuvent être évaluées à vingt mille ans. »

⁂

● ALPHONSE HALIMI, 25 ans, en battant l'Italien d'Agata au Palais des Sports, est devenu champion du monde des poids coq au terme de son dix-neuvième combat professionnel. Les 17.000 spectateurs manifestèrent une certaine frayeur au cours du combat : un début d'incendie a été provoqué par un court-circuit. Un spectateur, en particulier, se souviendra longtemps de cette réunion : notre confrère Max Favalelli a été blessé à la tête par une pierre lancée en direction du ring par un supporter mécontent.

⁂

● JOHN ADAMS, 58 ans, médecin, accusé d'avoir volontairement provoqué la mort de l'une de ses malades, montre à ses juges un visage détendu : son avocat, Mr. Lawrence, en interrogeant les experts, est parvenu à démontrer que la thèse de l'accusation n'était fondée sur aucune preuve. L'énigme reste entière : le Dr Adams est-il un mauvais médecin, un partisan de l'euthanasie ou un assassin ?

⁂

● LANZA DEL VASTO, 57 ans, écrivain (« Le Pèlerinage aux sources »), a entrepris de jeûner pendant vingt jours dans un quartier populaire, avec deux de ses compagnons, un médecin et un paysan.

Il entend ainsi protester contre les tortures

SPORTS

La cendrée vivante

D'ABORD, on ne distingue pas le maillot bleu ni le numéro 13 et on se demande si on ne nous a pas caché la vérité et si Mimoun a bien gagné le marathon olympique. Puis le coureur algérien et sa moustache brune surgissent au milieu de l'écran, en tête d'un petit peloton d'hommes exténués... Mimoun qui continue sans rien voir, ni entendre, ni penser, perdu dans sa souffrance et son espoir.

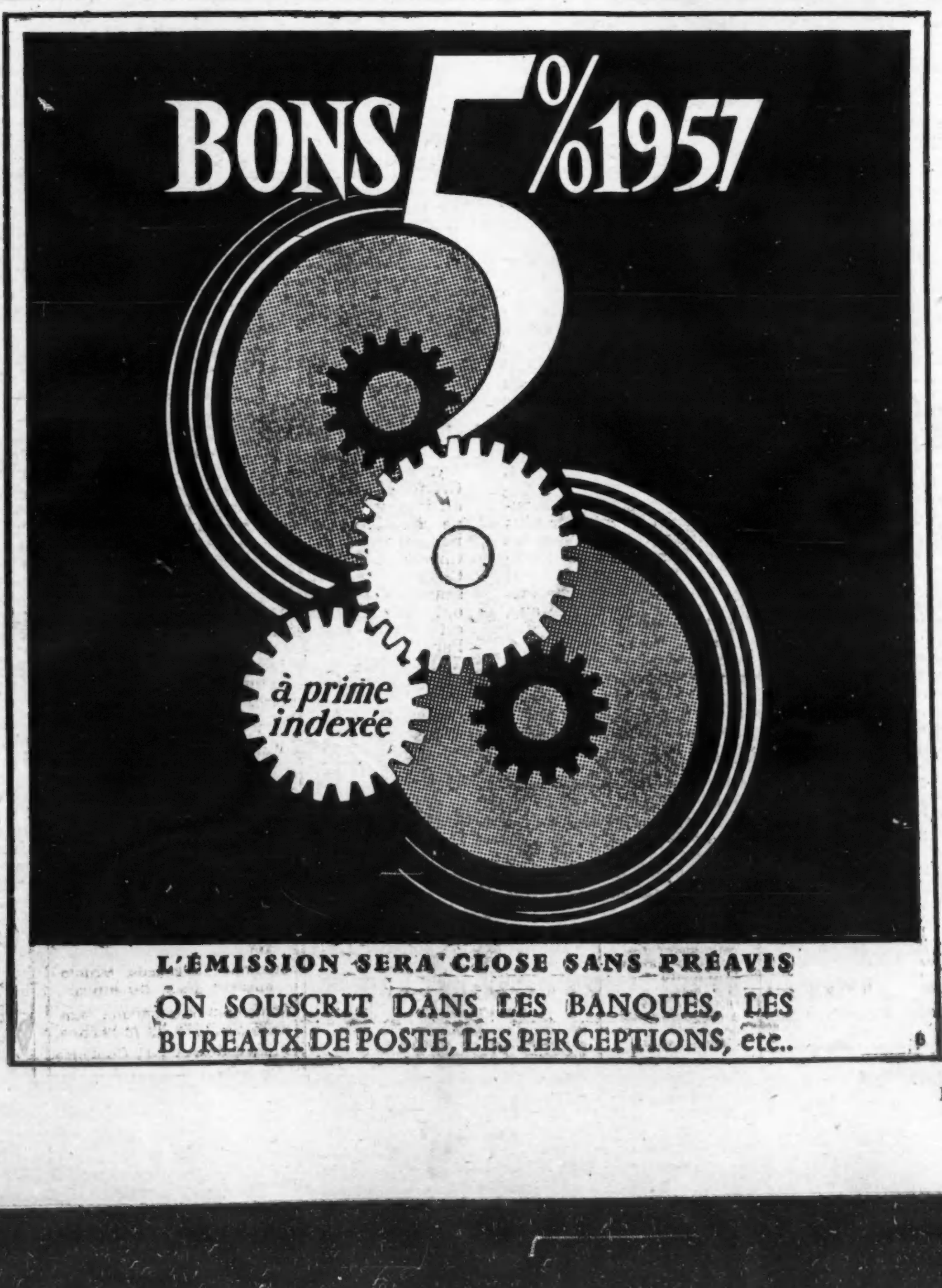
Le marathon de Melbourne est l'émouvant *final* du film officiel consacré aux récents Jeux Olympiques et intitulé « Rendez-vous à Melbourne ». Ce film, réalisé par un Français, René Lucot, vient de nous être présenté.

Un geste familier

Le démarrage du film est un peu lent. Mais cette lenteur était peut-être nécessaire pour permettre à Lucot de planter le décor et de nous présenter Melbourne avant l'arrivée des athlètes de soixante nations. René Lucot a eu raison de marquer, tout au long du film, la présence de cette ville à la fois moderne et vieillotte, de ces Australiens passionnés et naïfs. Il a eu raison d'insister sur le cadre un peu étrange de ces Jeux de 1956, comme Leni Riefenstahl, dans ses célèbres « Dieux du Stade », avait mis l'accent sur le déploiement formidable de la force nazie aux Jeux de Berlin (1936). Le film français est sans doute moins impressionnant que le film allemand, mais il est plus précis.

René Lucot s'est presque exclusivement attaché aux épreuves athlétiques, n'évoquant l'aviron, la boxe ou la natation que dans la marge de son récit essentiel. Le « rendez-vous » à Melbourne avait, en effet, principalement lieu dans ce stade olympique aux lignes pures, sous cet encore plus grand chapiteau du monde ouvert sur l'azur. Le film nous montre la vie d'un stade pendant deux semaines, son public attentif, pique-niquant, enthousiaste, ses officiels charmants et ridicules et surtout ses acteurs : ces hommes et ces femmes qui ôtent leur survêtement d'un geste familier, qui caressent le javelot avec une ferveur religieuse, qui se précipitent à terre pour prier Dieu, sont les héros humains de cette « cendrée vivante », où la lutte est implacable, mais où le vainqueur embrasse le vaincu au lieu de le dévorer.

On n'avait jamais vu à ce point, dans un film, la vérité naturelle du sport, qui est aussi sa grandeur.



ELIZABETH II.

ELIZABETH II,

par Guy HENRIQUES

du New Statesman and Nation

LA jeune femme qui arrive cette semaine à Paris occupe le plus ancien et le plus prestigieux trône du monde après celui du pape. Elizabeth II, chef de la maison de Windsor, est une descendante de Cerdic, qui fut roi du Wessex au sixième siècle. Elle est reine de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Souveraine de toutes les nations du Commonwealth britannique, commandant en chef des forces armées anglaises, premier personnage et protectrice de l'Eglise anglicane, elle règne sur les 150 millions d'habitants des colonies britanniques. Elle détient près de 650 titres héréditaires et jouit de privilèges féodaux qui remontent jusqu'à Guillaume le Conquérant. Elle possède 27 châteaux, palais et demeures, 2.000 serviteurs, et un revenu annuel — voté par le Parlement — de 750.000 livres (750 millions de francs).

Trait caractéristique des Anglais et de la façon dont ils mènent leurs affaires : Elizabeth II n'a pas une seule goutte de sang anglais.

Sa famille, les Saxe-Cobourg-Gotha, n'abandonna son nom pour celui de Windsor que pendant la guerre de 1914 et est d'origine purement allemande. Le grand-père et l'arrière-grand-père d'Elizabeth épousèrent tous deux des princesses étrangères, et son père, George VI, ne fut autorisé à épouser un sujet britannique (une Ecossaise, non une Anglaise) que parce qu'il n'était pas destiné au trône. Fidèle à la tradition, Elizabeth épousa un prince grec d'origine allemande.

Tout cela semble manifester un effort délibéré pour maintenir un fossé entre le trône et le peuple anglais. Et la reine Elizabeth est en effet la représentante de la dernière monarchie « formelle » du monde. La Cour d'Angleterre ressemble beaucoup plus à celle de Louis XIV qu'à celles des monarques scandinaves d'aujourd'hui. Les membres de la famille royale ne se mêlent pas à la population, ne montent pas à bicyclette, n'exercent pas de métier.

Jamais d'argent entre les mains

Ils sont encadrés par une hiérarchie compliquée de gens de cour dont les fonctions datent généralement du règne d'Edouard III, au XIV[e] siècle, et dont la mentalité — selon les journalistes britanniques — n'a guère changé depuis. La Reine n'a jamais d'argent entre les mains, elle ne signe pas de chèques. Elle ne peut être poursuivie en justice et n'accepte que les invitations qui lui sont adressées à sa requête.

Le cérémonial de la Cour a peu changé depuis le XIX[e] siècle. La Reine donne toujours quatre bals et six « garden-parties » pendant la saison d'été, au cours desquels les « débutantes » lui sont présentées par des dames qu'elle a déjà reçues à la cour. L'étiquette est très rigide et les consignes vestimentaires scrupuleusement respectées. Seuls quelques majestueux châteaux, appartenant presque tous à des ducs, ont le privilège de recevoir la Reine.

Comment se fait-il que la Grande-Bretagne (à beaucoup d'égards le pays du monde socialement le plus avancé et dont les traditions démocratiques sont les plus anciennes) non seulement tolère mais soutienne avec enthousiasme une institution qui paraît aussi médiévale et rétrograde ? Il y a là un paradoxe évident, mais on ne peut nier que depuis cent ans, alors que les pouvoirs de la Couronne n'ont fait que diminuer, sa popularité a augmenté dans des proportions telles qu'aucun journal, aucun homme politique ne peut se permettre aujourd'hui de l'attaquer ouvertement. Les critiques de la presse ne visent jamais la Reine elle-même mais « ses conseillers », les « officiels de la cour », et il est admis, au Parlement, qu'on ne doit jamais s'en prendre au monarque, même indirectement.

C'est une tradition relativement récente. Il y a un siècle seulement, la monarchie était sévèrement critiquée, aussi bien dans la presse qu'au Parlement. A la mort de George IV, en 1830, l'auguste *Times* écrivit : *« Il n'y eut jamais individu moins regretté par ses semblables que le défunt roi. Si George IV a jamais eu un ami — un ami dévoué, dans n'importe quel milieu — nous devons avouer que son nom ne nous est jamais parvenu. »*

Le successeur de George, Guillaume IV, était qualifié par le *Times* de « grotesque ». Dans les débuts du règne de Victoria, les journaux la désignaient souvent sous le nom de Mrs Melbourne, allusion à ses faiblesses supposées pour le premier ministre Lord Melbourne. Son mari, le prince Albert, fut violemment attaqué comme « espion étranger » et le couple royal était ridiculisé dans les caricatures de journaux comme *Punch*. Aujourd'hui, aucun dessinateur, même celui du *Daily Worker*, n'oserait caricaturer un membre de la famille royale.

En 1880 encore, un puissant groupe républicain soutenu par plusieurs journaux à grand tirage et par des membres du cabinet comme Sir John Dilke et Joseph Chamberlain, réclamait l'abolition de la monarchie. Edouard VI, alors qu'il était prince héritier, fut impliqué dans plusieurs affaires de divorce et de jeu, et la foule se rassemblait pour le huer lorsqu'il apparaissait en public.

Disraeli crée un symbole

Avec la croissance de l'Empire britannique, cependant, Disraeli — qui avait une grande dévotion personnelle pour Victoria — réussit à l'associer dans l'esprit du public au prestige britannique. En imaginant de la faire « Impératrice des Indes », il fit du nom de Victoria le synonyme de Britannia, le symbole national frappé au dos de toutes les monnaies anglaises, et cette politique trouva son point culminant dans la célébration grandiose du jubilé de Victoria, en 1887.

Mais la personnalité de la Reine elle-même joua un grand rôle dans cette évolution. A beaucoup d'égards, c'était une femme stupide, ignorante, bourrée de préjugés et qui ne cessa de nouer des intrigues politiques. Mais ses préjugés et ses convictions, son style de vie, son puritanisme, ses goûts et ses dégoûts correspondaient de façon étonnante à ceux des classes moyennes sur lesquelles elle régnait. En plaçant la famille royale à l'abri de tout reproche moral, en se conformant rigoureusement aux valeurs et aux goûts de la majorité de ses sujets, elle fit plus que n'importe qui pour consolider la position de la monarchie britannique. Lorsqu'elle mourut, après un règne de soixante ans, l'institution qu'elle représentait était devenue inébranlable ; le républicanisme était mort et le monarque, déjà, au-dessus de toute critique.

Les successeurs de Victoria ont maintenu la tradition. Lorsqu'il monta sur le trône, Edouard VII était déjà vieux et discret dans ses amours. Il avait ses maîtresses et ses bâtards mais qui restaient inconnus du grand public. Son fils, George V, était un modèle de vertu domestique et la vie de la famille royale fut à l'abri de tout reproche pendant plus d'un quart de siècle. George V donna à la monarchie britannique un style qui s'est conservé jusqu'à ce jour. Lorsque son propre fils, Edouard VIII, tenta de s'en écarter en fréquentant le « grand monde » de l'Europe continentale et en prétendant épouser une divorcée, il fut rapidement contraint d'abdiquer en faveur de son frère, George VI, d'une moralité irréprochable. Elizabeth a maintenu cette tradition avec une rigueur que certains jugent excessive.

Quand Lord Curzon mordait les tapis

Quoi qu'il en soit, tandis que la popularité de la monarchie ne cessait de croître, ses pouvoirs diminuaient constamment.

A la différence de la France et de l'Amérique, la Grande-Bretagne n'a pas de Constitution écrite et il est impossible de définir avec exactitude les pouvoirs de chacun des trois principaux organes de gouvernement : le Monarque, la Chambre des Lords et la Chambre des Communes. Mais depuis l'exécution de Charles I[er], en 1649, le Roi n'a jamais pu gouverner sans le consentement des Communes et ses pouvoirs ont progressivement diminué depuis. Sa signature est en principe nécessaire pour qu'une décision du Parlement prenne force de loi ; mais, depuis le XVIII[e] siècle, il n'a jamais été en mesure de la refuser. C'est le monarque qui choisit le premier ministre et le charge de former le gouvernement, mais, depuis George III, son choix est limité par l'équilibre des partis à la Chambre des Communes, et le premier ministre désigné ne peut se maintenir que s'il obtient l'appui de la majorité de la Chambre.

A l'intérieur de ces limites, le monarque conserve une certaine influence mais qui va s'amenuisant de décennie en décennie. Walter Bagehot, la plus haute autorité en matière de Constitution anglaise, définit ainsi, en 1886, les pouvoirs de la Couronne : « conseiller, encourager, avertir ». Avec de tels droits, l'influence d'un monarque ne dépend que de sa personnalité. Celle de Victoria fut incontestablement très grande. Durant deux années, elle maintint au pouvoir Lord Melbourne pour l'unique raison qu'elle n'aimait point son successeur, Sir Robert Peel. A l'époque, où les partis politiques étaient encore dans l'enfance, et où la position des leaders de ces partis était mal définie, la Reine exerçait pleinement le droit constitutionnel de nommer premier ministre de son choix.

Avec le renforcement des partis politiques, genre d'intervention devint progressivement imp sible. Edouard VII ne parvint jamais à exercer mêmes pouvoirs que sa mère et son fils George V s'y essaya même pas.

L'unique exemple d'une intervention directe George V dans la politique nationale se présenta 1923, lorsque le premier ministre Bonard Law m rut avant d'avoir pu donner son avis sur le ch de son successeur. La désignation de Lord Cur s'imposa mais le Roi estima que le pays ne pou être gouverné plus longtemps par la Chambre Lords ; il désigna donc M. Baldwin — décis lourde de conséquences. Curzon en fut outré point de se rouler par terre et, dans sa rage, de m dre-le tapis lorsqu'il apprit la nouvelle. Mais le avait eu la prudence de faire approuver au préala sa décision par les hommes politiques les plus fluents et la suite des événements lui donna raiso

George VI n'eut jamais à exercer ses droits con tutionnels. Cette tâche échut cependant à sa Elizabeth II, en janvier 1957. Lorsque Sir Antho Eden donna sa démission, la Reine dut nommer nouveau premier ministre.

Deux candidats se trouvaient sur les ran MM. Macmillan et Butler. Elle appela M. Macr lan. Les conséquences de cette décision ser peut-être aussi grandes que le furent celles de nomination de M. Baldwin par George V.

Quelle est donc la personnalité de cette fem chargée d'aussi grandes responsabilités ? La re Elizabeth est mal connue de ses sujets. Ils conn sent d'elle une voix un peu trop haut perchée, chaque Noël, s'adresse à eux sur les ondes d B.B.C. Mais ils savent peu de choses de son ca tère. Sa personnalité serait plutôt terne à en cr son mari ou même sa sœur, la princesse Marg De taille moyenne (1 m. 62), les yeux bleus, el un teint éclatant, des cheveux châtains et silhouette agréable. Ses goûts vestimentai comme ceux de sa mère, sont sans grande rech che et son couturier préféré, Norman Hartnell, connu pour son style un peu surchargé.

Comme son arrière-grand-mère

De l'avis général, Elizabeth est une jeune fem sérieuse, dénuée d'humour, qui n'a qu'une sion : les courses. Elle lit peu (surtout des re historiques) et ne se rend à l'Opéra que lors soirées officielles. Elle a choisi ses amis, qui presque tous beaucoup plus vieux qu'elle, dans très petit nombre de familles aristocratiques. ne se détend jamais et insiste pour que le céré nial de la cour soit toujours observé, même dans réunions privées.

Quelques années avant son accession au trô alors que George VI était déjà sérieusement lade, l'un de ses invités lui demanda au cours d souper intime : *« Votre père se porte-t-il mieux* Elizabeth quitta immédiatement la pièce : l'in avait commis une grave entorse à l'étiquette en sant *« votre père »* au lieu de *« Sa Majesté »*.

En un mot, Elizabeth est obsédée par la co cience de sa position. Mais elle a aussi un très sens du devoir. Sa correspondance est toujour jour. Elle ne perd jamais sa dignité, même d les circonstances les plus difficiles. Elle s'inté de près à toutes les nominations dans la hiér chie ecclésiastique ou militaire, à toutes les mo fications d'uniformes (elle est dans ce domai comme son père et son grand-père, un vérita expert : tout officier qui se présente devant avec une incorrection, si minime soit-elle, dans tenue, s'expose à une réprimande) et à l'attributi des honneurs et des récompenses octroyés par Couronne. Elle n'a permis aucun relâchement règles morales incroyablement strictes qui serv à déterminer le droit d'un individu d'apparai à la Cour. Les personnes divorcées ne sont pas mises dans l'enceinte royale sur l'hippodrome d' cot. La Reine ne permet pas qu'une « débutant lui soit présentée par une dame qui s'est vu at buer les torts dans un jugement de divorce.

Certains membres de familles royales étrang qui ont été reçus par elle se sont étonnés de la r dité du protocole qu'ils étaient invités à respect Un vieux prince remarquait : *« C'est étonn comme elle ressemble à son arrière-grand-mère* (la reine Victoria).

Les ennemis du prince Philip

La Reine a maintenu son attitude conservat en dépit des pressions dont elle a été l'objet au se même de sa famille.

CETTE INCONNUE

Philip d'Edimbourg

Le prince Charles, la princesse Ann et la Reine
Un sûr instinct la guide.

Le critique le plus tenace de la politique de la ine est son propre mari le prince Philip. Sans e en aucune façon un intellectuel, Philip est de n le plus intelligent des membres de la famille yale. Pour des raisons historiques, la tâche qu'il sumait en épousant Elizabeth était difficile : son édécesseur dans le rôle de prince consort, le mari Victoria, Albert, s'était fait universellement déter par les Anglais qui voyaient en lui un tranger » intrigant. Philip a dû commencer avec te ombre derrière lui mais ses pires ennemis — il en a — admettent qu'il a brillamment réussi. certains égards, il a eu de la chance. Il a un type ysique que les Anglais des deux sexes apprént : net et jeune, sans être « bellâtre ». Son soue engageant, ses manières directes et amicales i font oublier les barrières protocolaires, son aice avec les simples citoyens lui ont valu une pularité presque égale à celle de la Reine.

Qui plus est, Philip a des idées sur le rôle que la narchie doit jouer au XX[e] siècle et une grande lonté. Les conseillers de la Reine ne sont pas ins tenaces. Le conflit risque de continuer longnps.

Mais si Elizabeth est une jeune femme très vieux , elle obéit à un instinct qui ne la trompe pas. La pularité de la famille royale est immense (une oto exclusive d'un de ses membres vaut 10 milns de francs pour un quotidien). Mais elle est agile.

Au plus fort de la crise Margaret-Townsend, Malm Muggeridge, le sarcastique directeur de *Punch*, ppela à ses lecteurs que *« en un sens, la popula- é est fatale aux monarchies. La monarchie russe n'a jamais été plus populaire qu'en 1914 et des Egyptiens enthousiastes s'écrasaient dans les rues du Caire pour le mariage de Farouk. Quelques années plus tard, lorsque le tsar et sa famille furent sauvagement exécutés dans une cave, personne ne parut s'en soucier, et les yeux de presque tous les Egyptiens restèrent secs lorsque Farouk partit. Les extrêmes de l'émotion populaire sont toujours dangereux ».*

Le fait est que si les Anglais prétendent souvent aimer la bonne humeur et la gaieté chez leurs leaders, ils jugent avec la plus grande sévérité le moindre écart par rapport aux principes d'une moralité monacale. Les hommes politiques qui ont été contraints d'abandonner la vie publique en raison de leur conduite privée sont légion. Pour les monarques, les critères sont plus rigides encore.

Edouard VIII était extrêmement populaire, mais en province, et surtout en Ecosse et dans le pays de Galles (pour ne rien dire du Commonwealth), il n'avait pratiquement aucun soutien. Ce fut pour cela, en dernière analyse, qu'il fut contraint d'abdiquer.

Le même phénomène se reproduisit dans la tragique affaire Margaret-Townsend. Ces deux incidents ont incontestablement fait du tort à la monarchie anglaise, bien que les principes moraux aient en fin de compte triomphé. La reine Elizabeth est donc fondée à penser qu'une attitude conservatrice est la seule bonne politique pour la monarchie et que tout changement serait dangereux. Les gens continueront à s'irriter du formalisme étouffant de la Cour mais toute autre politique serait très risquée.

La monarchie britannique a duré quatorze siècles mais une seule erreur grave pourrait encore lui être fatale.

C'est pourquoi toute prévision sur son avenir serait aventureuse. Celui-ci peut dépendre en grande partie de la durée du règne d'Elizabeth. Comme l'a noté Sir Harold Nicholson dans son admirable biographie de George V, beaucoup de l'autorité et de l'influence du monarque à la fin de sa vie lui venaient du simple fait d'être à son poste depuis si longtemps. Malgré ses pouvoirs limités, un roi d'Angleterre voit passer entre ses mains tous les documents d'Etat importants et finit par acquérir une connaissance très vaste et surtout *continue* des tâches du gouvernement. A la différence de ses premiers ministres, il reste toujours en place et tend à considérer la politique comme un développement continu, non comme une succession de périodes où l'on est au pouvoir et de périodes où l'opposition s'y trouve. A la fin de sa vie, George V avait acquis une plus grande expérience gouvernementale que celle de n'importe lequel de ses ministres et se trouvait en mesure de fournir d'excellents conseils — ce qu'il ne manquait jamais de faire. Il lui arriva même de traiter ses ministres assez cavalièrement.

Nicholson raconte que le jeune Anthony Eden, qui venait d'être nommé ministre des Affaires étrangères, demanda à être reçu par le Roi à la veille d'un voyage qu'il devait faire à Genève pour assister à une session de la Société des Nations. Lorsqu'il fut introduit, le Roi était assis à son bureau et écoutait la musique des Grenadiers de la Garde qui jouait sous ses fenêtres. Il ferma la fenêtre pour atténuer le bruit et se lança dans un très long discours sur la politique étrangère britannique. Lorsqu'il se tut enfin et qu'Eden voulut présenter à son tour son rapport, le Roi l'arrêta d'un geste : *« Un moment »*, dit-il, et il fit rouvrir la fenêtre. Eden dut présenter son exposé dans une lutte inégale avec la fanfare.

Elle ne choisira plus le premier ministre

Il faudra attendre longtemps avant que la reine Elizabeth puisse parler avec autant d'autorité que son grand-père et il est douteux qu'elle exerce jamais une influence comparable à la sienne. George V accéda au trône à une époque où les généraux, les hommes politiques et les hauts fonctionnaires manifestaient une sincère loyauté personnelle envers le monarque, où les honneurs et les titres gardaient encore leur prestige, où les hommes politiques aspiraient encore à entrer à la Chambre des Lords (aujourd'hui, on considère que tous peuvent y accéder). La monarchie a survécu mais toutes les institutions qui l'entouraient, fondées sur l'hérédité et les privilèges, ont disparu.

Qui plus est, les prérogatives de la Couronne continuent de diminuer. En janvier dernier, la Reine exerça de façon parfaitement correcte et constitutionnelle son droit de choisir le premier ministre. Mais l'affaire fut critiquée au sein du Labour Party et même par certains conservateurs. Le « cabinet fantôme » travailliste fit remarquer que lorsque l'autorité du parti majoritaire était contestable, le choix d'un premier ministre faisait peser une trop grande responsabilité sur la Couronne et risquait d'entraîner la Reine dans la politique. Il fit comprendre que si une situation analogue se reproduisait avec les travaillistes au pouvoir, le Labour Party choisirait lui-même un successeur. Il fait peu de doute que le parti conservateur sera obligé d'adopter lui aussi une procédure analogue et que la reine d'Angleterre vient d'exercer pour la dernière fois son droit de choisir un premier ministre.

Personne ne s'en réjouira plus qu'Elizabeth ellemême. C'est une femme consciencieuse qui accomplira sans défaillance tous les devoirs qui lui incomberont. Mais elle reconnaît le danger de tous les droits ou privilèges monarchiques dont l'exercice peut entraîner le souverain à des initiatives de caractère politique. Car c'est la sauvegarde de la monarchie — et non de ses prérogatives — qui reste le principal but et même le seul de cette femme exceptionnellement dévouée à sa tâche.

G. H.

(*Copyright* « L'Express ».)

THÉATRE

Un amour de sorcière

LA MAGICIENNE EN PANTOUFLES

comédie en trois actes de John Van Druten, adaptée et mise en scène par Louis Ducreux, aux Ambassadeurs.

JEUNE, belle, maline, féline — c'est Mme Gaby Sylvia — Odile Guercin est une sorcière installée avenue Frochot, dans un immeuble qui lui appartient et que hantent aussi sa sorcière de tante et son apprenti sorcier de frère, qui en est encore à bafouiller un peu en faisant ses premiers tours de magie. Elle a pour locataire un jeune éditeur. Un soir de réveillon, elle s'en éprend. Elle l'ensorcelle pour s'en faire aimer, elle est ensorcelée par l'amour. Elle lui avoue tout, et furieux d'avoir été conquis par magie, il va se faire désenvoûter chez une concurrente. Mais la sorcière amoureuse perd ses pouvoirs, elle pleure ses premières larmes de femme. Et son charme simplement humain retiendra pour toujours celui que ses charmes magiques n'avaient arrêté qu'un instant.

Un charme, on le voit, et tant pis si vous y êtes rebelle. Cela fait une merveilleuse fantaisie dans le goût anglo-saxon, malgré tout le talent de l'adaptateur, M. Louis Ducreux, un conte de fées pour le soir de Noël quand les jeunes magiciennes mettent leurs pantoufles dans la cheminée en faisant le vœu d'y trouver ce prince charmant, un éditeur... Léger, cocasse, cela ne serait pas grand-chose, si ce n'était merveilleusement joué dans un décor que l'astucieux Wakhevitch a situé à mi-chemin de l'avenue Frochot et de la lune. Mme Gaby Sylvia, qui était sirène il y a quelques mois dans *La Duchesse d'Algues*, n'a plus rien à apprendre pour être aussi bien femme que sorcière, elle joue du sourire et des larmes, du corps et de l'esprit, elle peuple toute la scène, mène toute la pièce à la baguette magique sans jamais forcer son talent. Elle est fort bien entourée par Mme Madeleine Barbulée et M. Delbo, et par les deux meilleurs jeunes comédiens découverts la saison passée, M. Guy Trejan qui donne de la vie, du naturel, de la sensibilité, du pathétique à tous les rôles qu'il touche, et M. Guy Bertil, jeune sorcier ahuri, malicieux et désinvolte, qui nous désarme par le rire le plus fin. Le meilleur tour de M. Van Druten et de M. Ducreux était de nous offrir ces trois magiciens sur un plateau.

★

Le drame de Britannicus

BRITANNICUS

de Racine, mise en scène de Raymond Gérôme, aux matinées classiques du Vieux-Colombier.

ON a beaucoup écrit sur Racine ces temps derniers : tandis que M. Lucien Goldmann voit dans *Britannicus* une « œuvre rigoureusement tragique, qui ne laisse place à aucun dialogue réel entre Junie, le personnage tragique, et le monde » (*Racine*, éditions de l'Arche. Cf. son *Dieu caché*, Gallimard), M. Antoine Adam au contraire insiste sur le contenu contemporain de la pièce, sur ses aspects observés, vécus à la cour de Louis XIV et presque sur son côté autobiographique (il y a du Néron dans Racine ou le contraire).

Suspense

La très intéressante représentation du Vieux-Colombier donnerait plutôt raison à M. Adam : M. Raymond Gérôme a choisi de faire sentir le drame sous la tragédie, de ménager les effets de *suspense*, de rappeler à ses comédiens que chaque vers est utile pour la psychologie du personnage et le progrès de l'action avant d'être un élément musical du discours. Il a fait jouer Racine au lieu de le faire chanter : mais il a su en même temps éviter toute familiarité excessive ou tout modernisme de mauvais ton.

Il a été admirablement compris par M. Daniel Ivernel, Néron voluptueux et sournois comme un gros chat qui se laisse caresser, mais non point distraire, par Mme Marguerite Jamois, pathétique vieille Agrippine, et par M. Hubert Noël, spontané, beau, élégiaque sans excès, tandis qu'il compose lui-même un excellent Narcisse, en mauvais prêtre ou en âme damnée.

★

Sans musique et sans taureau

LA CARMEN

d'André de Richaud, mise en scène de Bernard Jenny au Théâtre de Lutèce.

TOUTE la pièce se passe dans la caverne des contrebandiers où Carmen fait répéter à Don José, déjà déserteur et assassin, la fameuse leçon d'amour : si tu ne m'aimes pas, je t'aime et si je t'aime... Il y a de beaux éclats dans la prose de M. André de Richaud, mais il y a aussi des scènes d'amour filées avec quelque longueur, des passages ronflants ou conventionnels, et finalement cette nouvelle paraphrase de Mérimée ne paraît pas très nécessaire.

Il faut dire que Mme Anne Caprile joue la Carmen dans le style et avec la conviction des gitanes d'occasion qui offrent de vous faire les lignes de la main aux terrasses des cafés et que M. Philippe Darcy est un jeune Don José boudeur et mou. Le reste du spectacle, mise en scène, décor, musique, interprétation, est soigné et M. Sami Frey se distingue même en jeune contrebandier éveillé plus qu'il ne le faisait, il y a quelques mois, en prince endormi.

A ne pas manquer :

● **Patate** (Achard retrouvé) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Le Mal court** (le classique d'Audiberti).

A voir :

● **La Magicienne en pantoufles** (charmes et charme) ● **Ivanov** (Tchekov) ● **Tobie et Sara** (du grand Claudel) ● **Sacrés fantômes** (humour napolitain) ● **La Visite de la vieille dame** (bouffonnerie tragique) ● **La Mamma** (pour Popesco) ● **Amphitryon 38** (même sans Jouvet) ● **L'Ecole des cocottes** (pour rire) ● **La Nuit romaine** (Hugo pas mort) ● **La Maison de Bernarda** (Lorca) ● **La Chatte sur un toit brûlant** (sans pudeur) ● **Irma la douce** (un Opéra de quat' sous parisien).

LA BRUYERE - Dir. VITALY
SUZANNE
FLON
dans
LE MAL COURT
50 DERNIERES

Cabarets Dancings

AMIRAL SCOTCH de F. BLANCHE et PIERRE DAC - BAL. 54-44

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

LEO NOEL chante place du Tertre
CHEZ PLUMEAU - MON. 70-47

Le SEXY 48, rue Pierre-Charron BAL. 25-18 DAN and BAXEN

Puerta del Sol MUSIC-HALL ESPAGNOL 52, RUE PIERRE-CHARRON

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 / LIDO ELY. 11-62 / LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"
de Louis-Guérin & Fredey

OPÉRA

Massenet transfiguré

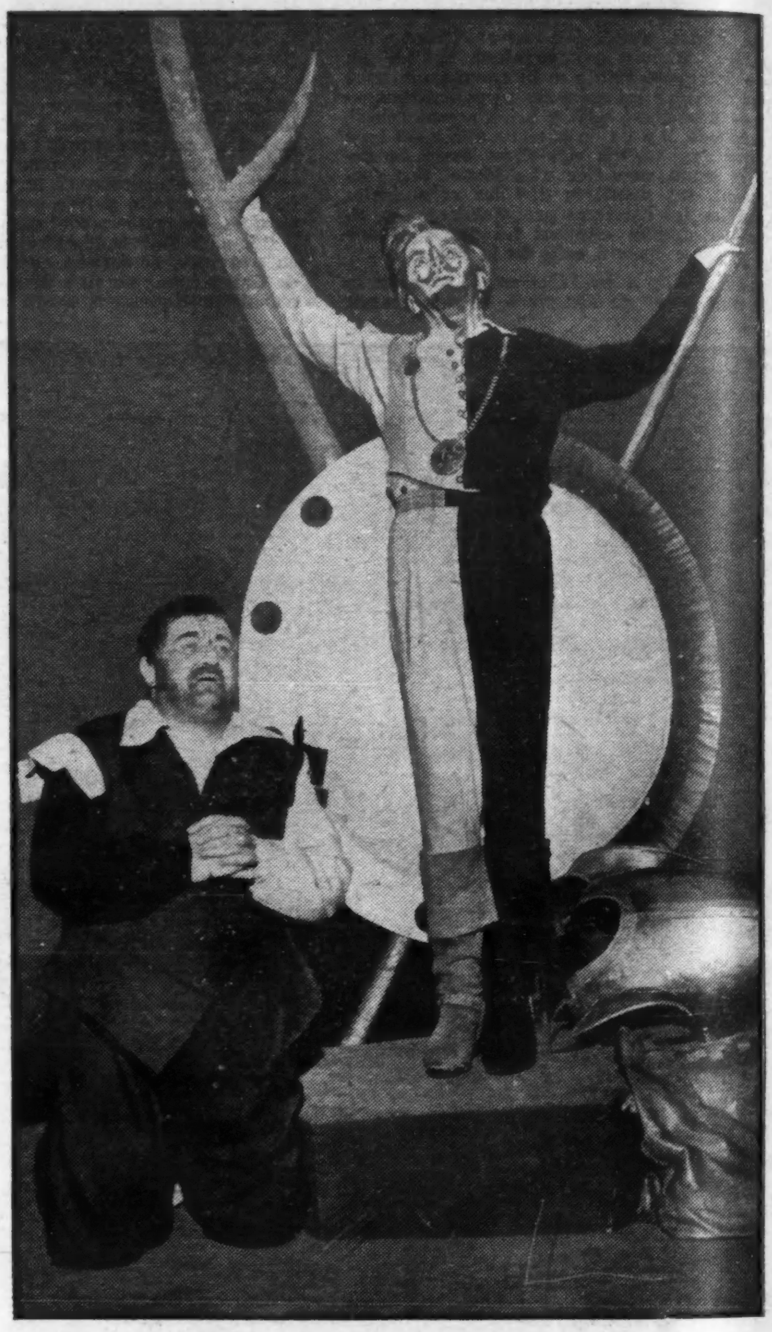
ON annonçait, il y a quelques mois, une saison lyrique exceptionnelle au Théâtre des Nations. Les théâtres lyriques de Londres, de Bologne, de Stuttgart, de Berlin devaient nous présenter des œuvres telles que *The Midsummer Marriage* de Tippett, *La Force du Destin* de Verdi, *La Femme sans ombre* de Strauss, le *Wozzeck* de Berg, *Le Roi cerf* de Henze, pour ne citer que les plus intéressantes. Quant à l'Opéra de Belgrade, il devait nous apporter *Boris Godounov* de Moussorgsky.

Tous ces projets sont mystérieusement tombés à l'eau, en même temps qu'on nous annonçait que le Théâtre Sarah-Bernhardt, à l'exclusion de toute autre scène parisienne, présenterait la totalité des spectacles du Théâtre des Nations, lyriques ou non.

On doit regretter l'excessif amincissement de cette saison lyrique. Belgrade avec Massenet, les ballets de Wuppertal et l'Opéra-Comique de Berlin, c'est peu. Mais on ne peut que louer les deux spectacles d'ouverture, de grande qualité.

Jeux de lumière

Don Quichotte, œuvre mineure de la production de Massenet, composée pour Chaliapine en 1910, a été donné par la troupe de Belgrade dans d'exceptionnelles conditions de mise en scène et d'exécution musicale. Des décors faits de quelques praticables et rideaux, suggéraient, grâce à des jeux d'éclairage, les paysages des aventures de Don Quichotte mieux que n'auraient fait n'importe quels décors réalistes. De bonnes voix, des filles splendides dans le corps de ballet, un orchestre disposant d'une grande variété de nuances, surtout d'un pianissimo comme on n'en entend jamais à Paris, placé sous la direction d'Oscar Danon ; ce fut un succès énorme et justifié.



MIROSLAN CONGALOVIC
Don Quichotte de Belgrade

Le lendemain soir, ce succès se répétait avec le ballet de Bela Bartok : *Le Mandarin merveilleux*. L'histoire — de Melchior Lengyel — de cette fille qui, dans les bas-fonds de Shanghaï, rabat les hommes qu'elle séduit sur le repaire de redoutables brigands, et que l'amour, le courage

LES MARXISTES RÉPONDENT A LEURS CRITIQUES CATHOLIQUES
le Mercredi 10 avril à 20 h. 30 - Salle de l'Alhambra
50, rue de Malte - PARIS (métro : République)

sous la présidence de

LAURENT CASANOVA
Député, membre du bureau politique du Parti Communiste Français.

ROGER GARAUDY
Docteur ès-lettres, Député, membre du bureau politique du Parti Communiste Français.

GEORGES COGNIOT
Agrégé de l'Université, Député, membre du Comité Central du Parti Communiste Français.

GUY BESSE
Agrégé de l'Université, membre du Comité Central du Parti Communiste Français.

HENRI DENIS
Professeur à la Faculté de Droit de Rennes.

répondront aux ouvrages des Révérends Pères CHAMBRE, BIGO et CALVEZ
ENTREE LIBRE ET GRATUITE

Plus n'est de fous, plus on rit
Chantonnait la jolie bergère
Monsieur Derval lui répondit :
Venez donc aux Folies-Bergère !

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
OPE 97-93 LIVRAISON DOMICILE
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

et la capacité de souffrance d'un « mandarin » transforment et purifient, a fait composer à Bartok un chef-d'œuvre. Dans l'excellente chorégraphie de Dimitrije Parlic, Paris a eu la révélation d'une danseuse d'un tempérament de feu et d'une diabolique souplesse : Dusanka Sifnios.

MUSIQUE

Domaine sériel

LE quatrième et dernier concert du « Domaine musical » à Gaveau a permis une riche moisson aux amateurs, chaque jour plus nombreux, de musique contemporaine. Le flûtiste italien Severino Gazzelloni joua d'abord, sous la direction de Boulez, une *Sérénade* de son jeune compatriote Luciano Berio, pour flûte et quatorze instruments, d'une constante inspiration mélodique, d'une fantaisie et d'une abondance musicales exaltantes ; ensuite, avec Boulez au piano, la *Sonatine* pour flûte et piano de ce dernier, d'une profusion, d'une puissance sonores et d'un romantisme de sentiment bien faits pour réduire à néant toutes les sottises dites ou imprimées sur le manque de substance musicale et humaine de la musique sérielle.

Une *Variation* pour dix instruments de Michel Philippot montra, certes, que la musique sérielle a ses compositeurs honorables, sans plus, ses Hummel et ses Clementi à côté de ses Beethoven et de ses Mozart. Une « Composition Nr. VI », intitulée *Frekvenser* (fréquences ?) du très jeune Suédois Bo Nilsson, prouva, de son côté, que la même musique sérielle possède déjà ses spécialistes de l'« ambiance », au point que cette œuvre pourrait servir d'illustration sonore à un film.

Fin et point culminant du concert: six morceaux d'un *Catalogue d'oiseaux* pour piano, de Messiaen. Le compositeur affirme que tout, dans ces morceaux, procède directement de chants d'oiseaux notés par lui, ainsi que de certains bruits de la nature minutieusement observés. Et pourtant, au-delà de leurs évidents supports « naturels », ces morceaux sont des chefs-d'œuvre de musique pure, d'une perfection formelle et d'une variété expressive étonnantes. Yvonne Loriod les joua, doigts d'acier et de soie caressante tour à tour, avec un savoir profond et instinctif de leur substance.

CINÉMA

Guerre partout

LA guerre a sévi cette semaine dans les salles d'exclusivité. Et une fois de plus c'est le cinéma qui en a fait les frais.

Guerre sur mer, avec *La Bataille du Rio de la Plata* (1) où, sur un océan toujours recommencé, trois croiseurs anglais et un cuirassé allemand se livrent un incompréhensible combat de pachydermes. C'est le récit des aventures du « Graf Spee » qui, au début de la dernière guerre, tombait dans un piège de l'Amirauté britannique et finissait par se saborder. L'exploit était joli. Le film, bien que d'une grande honnêteté historique, l'est moins.

Guerre dans les airs avec *Les Ailes de l'espérance* (2). Ou comment un colonel de l'aviation américaine, pasteur de son état, pour compenser tous les mitraillages auxquels il s'est livré, adopte quatre cents petits orphelins coréens. De belles images de combats aériens. Mais d'affreux prêches sur la politique du « moindre mal ».

Guerre sur terre, enfin, avec *L'Enfer d'El Alamein* (3), un film de montage, composé d'actualités allemandes et anglaises prises au cours de la campagne de Libye, en 1942.

(1) Marignan, Français.
(2) Biarritz, Madeleine, Gaumont-Palace.
(3) Midi-Minuit, Ritz.

VOUS EN DISCUTEREZ : Sans douleur

LE CAS DU DOCTEUR LAURENT

film français de Jean-Paul Le Chanois avec Jean Gabin et Nicole Courcel. (Balzac, Scala, Helder, Vivienne.)

C'EST la croisade de l'accouchement sans douleur que prêche Jean-Paul Le Chanois dans Le Cas du docteur Laurent. Une croisade méritoire, car pour une fois tous les spectateurs ne sont pas à l'avance des convertis. Une croisade bénéfique aussi sur le plan du cinéma, car elle offre un sujet original, vigoureux, émouvant.

Le cas lui-même du Dr Laurent n'a rien que d'assez conventionn l : ce médecin de campagne qui veut introduire dans son « bled » les nouvelles méthodes d'accouchement et qui se heurte aux préjugés des bonnes gens et à l'hostilité des confrères, on peut prédire sans risque ses efforts, ses déboires, ses tourments et son triomphe final. Jean Gabin a beau mener le jeu avec cette autorité bougonnante qui est la sienne, il ne nous fait partager aucune angoisse qui ne nous soit familière.

Mais il y a le cas de la jeune paysanne qui lui sert de « cobaye » — excellemment interprétée par Nicole Courcel — et ici le film prend une force dramatique toute neuve. Car il ne s'agit pas seulement d'une femme qui doit accoucher, mais encore d'une fille-mère, opprobre de la commune. Et en décidant de braver la vieille malédiction du « Tu enfanteras dans la douleur », elle ne découvre pas seulement la beauté de l'accouchement volontaire ; elle retrouve sa dignité et sa fierté perdues.

On peut regretter certaines facilités dans la réalisation, dans les dialogues surtout. Etaient-elles indispensables pour gagner ce vaste public que le sujet du film mérite ? Il n'en reste pas moins, à défaut d'un grand film, une œuvre sincère et courageuse.

JEAN GABIN ET NICOLE COURCEL
Don Quichotte en blouse blanche

A voir :

En exclusivité :

● **Le Cas du docteur Laurent** (émouvant et courageux) ● **Les Aventures d'Arsène Lupin** (poésie du cambriolage) ● **Calabuig** (humour espagnol) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Une Cadillac en or massif** (à la manière de Capra).

Nous vous rappelons :

● **Mitsou** (Pax, Saint-Lazare, Pasquier) ● **Gervaise** (Lux, Abri, Etoile) ● **Jour de Fête** (Studio Cinépolis) ● **Les Parents terribles** (Pagode) ● **La Traversée de Paris** (dans les quartiers) ● **Le Sel de la terre** (Ursulines, Agriculteurs, Caumartin) ● **Comment l'esprit vient aux femmes** (v. f. Studio Val-de-Grâce) ● **Les Enchaînés** (Monte-Carlo) ● **L'Homme au bras d'or** (Studio Bertrand)

EXPOSITIONS

Inspection sentimentale

GENEVIÈVE ASSE

Galerie Warren, r. des Beaux-Arts, jusqu'au 13 avril.

GENEVIEVE ASSE est une jeune femme au regard net et précis.

Elle peint cependant comme un Chardin qui aurait bu du whisky en compagnie de Turner, sur les bords de la Tamise.

Est-ce le charme de la brume ou celui des objets qui s'y perdent ? A la limite du romantisme et du classicisme, quelque chose demeure de ses toiles qu'on ne peut oublier et qui enchante.

Avec Philippe Bonnet, Geneviève Asse est un des très rares peintres qui permettent de croire qu'une inspection sentimentale du réel est encore, aujourd'hui, possible.

★

Au pied de la lettre

CORNELIUS POSTMA

Galerie Vendôme, 12, r. de la Paix, jusqu'au 14 avril.

POUR peindre Judas, que Jésus désigna comme celui de ses disciples auquel il offrirait « le morceau de pain trempé », Cornelius Postma a laissé une place vide sur un coin de table où figure un peu de pain mouillé de vin.

La présence en trompe-l'œil, de Judas, n'en est que plus troublante.

L'évocation passionnée d'objets précis peut en effet « appeler » certains êtres, tout autant que la reproduction de leurs propres traits.

C'est au pied de la lettre (comme le recommandent les Pères de l'Eglise) que Postma a pris pour thème de ses tableaux les images de l'Apocalypse ou celles qui contiennent les paraboles de l'Evangile.

Par exemple, ce bouleversant « Tout est accompli » qui représente le buste d'un Christ de bois peint, près de tomber en poussière.

Les grands primitifs n'agissaient pas autrement dont nous savons que la « naïveté » venait, d'abord, du cœur.

BALZAC-HELDER-SCALA-VIVIENNE
UN GRAND FILM HUMAIN, HARDI, SAIN, QUI SAIT PASSIONNER, AMUSER, ÉMOUVOIR
JEAN GABIN
NICOLE COURCEL
dans un film de
JEAN-PAUL LE CHANOIS
LE CAS DU Dr LAURENT
avec SILVIA MONFORT
Prod COCINOR COCINEX-SEDIF
LE PUBLIC EST AVERTI QUE CE FILM COMPORTE DANS SA TOUTE DERNIERE SEQUENCE UNE SCENE D'ACCOUCHEMENT SANS DOULEUR
COCINOR

PAN
G. MILLETRE
Premier Prix du Conservatoire
Disques - Electrophones
Magnétophones
vous offre
Un Disque Microsillon
17 cm. (915 fr.)
DE VOTRE CHOIX
Pour tout achat de 5.000 francs
(un disque 30 cm. A pour 15.000 francs)
11, rue Jacob - DAN. 18-25
Ouvert de 9 h. 30 à 20 heures
SAINT-GERMAIN-DES-PRES

EXPOSITIONS
GAL. DE FRANCE, 3, Fg-Saint-Honoré
PRASSINOS
PEINTURES
BRUNO BASSANO
9, rue Grégoire-de-Tours
SEGAL
Gal. St-PLACIDE, 41, rue Saint-Placide
JEAN COMMUNAL
« A la cave » GAROUSTE du 5 au 19-4 incl.
Galerie Louise Leiris
47, rue de Monceau (8e)
PICASSO
Peintures 1955-1956
Jusqu'au 20 avril

VOTRE BIBLIOTHÈQUE N'EST PAS UNE AFFAIRE D'ARGENT

Vous pouvez maintenant vous monter une véritable bibliothèque de grands auteurs classiques et contemporains, soigneusement présentés. Grâce au Cercle de la Bibliothèque Mondiale, chaque volume, d'une présentation raffinée, revient, en moyenne à 125 francs. Ecrivez à la Bibliothèque Mondiale, 8, rue de Berri, Paris (8e) (serv. EX-7). Contre trois timbres de 15 francs vous recevrez un ouvrage de 250 pages de cette collection et une documentation détaillée des volumes parus et à paraître.

Hommage à Franz Hellens

Les écrivains les plus en vue de ce temps, étrangers et français, ont collaboré au volume d'hommage que publient les EDITIONS ALBIN MICHEL à l'occasion des 75 ans du plus grand écrivain belge d'expression française. Un vol. in-8°

l'affaire

LOLITA

Ce volume contient un large extrait de la version française du roman de Vladimir Nabokov, LOLITA (à paraître aux Editions Gallimard), dont la version anglaise originale vient d'être interdite en France.

On y trouvera en outre diverses études originales de F.W. Dupee, professeur à Columbia University, Me Daniel Bécourt, V. Nabokov etc., ainsi que de très nombreux documents et communications, qui font de cet ouvrage le plus complet qui ait été consacré jusqu'ici à la censure littéraire, en France et à l'Etranger.

PARUTION : 3 AVRIL 1957
PRIX : Fr 1.500

Un volume format 14x24 cm., sur vélin édition. Le tirage destiné à la vente est strictement limité à 3.000 ex. numérotés. Les commandes seront servies dans l'ordre de réception jusqu'à épuisement du tirage ; les adresser à votre libraire habituel ou à l'éditeur :

THE OLYMPIA PRESS
8, rue de Nesle, Paris VIe
TÉL. DAN. 15-19 . C.C.P. PARIS 9875-60

Tous les goûts sont dans la semaine

● **Parmi les derniers écrivains qui nous sont révélés, nous relevons : un pasteur danois, Gerhard Rasmussen, auteur de** Le Capitaine n'a pas besoin de permission **(Albin Michel) : ce n'est pas un récit religieux mais une histoire militaire ; un député (des Pyrénées-Orientales), Arthur Conte, auteur de** La Vigne sous le rempart **(Julliard) : ce n'est pas un roman politique mais une histoire rurale ; un champion de France d'athlétisme, Georges Damitio, auteur des** Pieds noirs **(Albin Michel) : ce n'est pas un ouvrage sportif mais un roman dramatique ; un Franco-Anglais Eric Piquet-Wicks, auteur de** Quatre dans l'ombre **(Gallimard) : ce n'est pas un roman britannique mais un document sur la Résistance française, plus particulièrement sur le colonel Passy et Jean Moulin ; un romancier libanais écrivant en français, Farjallah Haïk, auteur de** Joumana **(Stock) : c'est un très bon roman français qui se passe au Liban.**

● Les Feux **(Editions du Seuil) du romancier japonais Shôhei O-Oka raconte la débâcle de l'armée japonaise aux Philippines. Le soldat Tamura, dans une fuite hallucinante, va jusqu'à manger de la chair humaine. Cette même scène a déjà été décrite par un romancier américain, Sidney Stewart, dans son roman** Nous sommes restés des hommes, **dont la traduction française a été publiée en 1950. Et Stewart, lui, décrivait la débâcle de l'armée américaine, toujours aux Philippines. Aussi, le 2e classe américain et le 2e classe japonais se sont rencontrés dans une même fraternité de l'atroce : ils ont goûté l'un et l'autre au sang humain. A dix-sept ans de distance Sidney Stewart et Shôhei O-Oka semblent pour nous se serrer la main.**

● **Alexandra de Yougoslavie publie ses Mémoires. Le titre en est romantique à souhait :** Pour l'amour de mon Roi **(Gallimard). Un grand public trouvera dans ce livre quelques-unes de ses friandises préférées : le sentiment de pénétrer dans la chambre de l'un des grands de ce monde, l'assurance que les rois et les reines ne diffèrent pas fondamentalement de la crémière du coin, de la concierge ou de l'employé du gaz, enfin la preuve que les meilleurs romans d'amour écrits depuis dix ans l'ont été par des souverains détrônés. Aux rares rois en exil qui n'ont encore rien publié, Alexandra de Yougoslavie achèvera de montrer que l'unique voie vers la popularité et l'argent (ce dernier point est clairement exposé dans** Pour l'amour de mon Roi) **passe par une maison d'édition. Curieux destin de la « littérature » : elle fait retrouver des sujets à ceux qui ont perdu les leurs.**

ÉTRANGER

Après Dickens

LA guerre finie, on vit apparaître à Paris, après une coupure de plus de quatre ans, les premiers écrivains anglais. On se précipita sur eux pour les entendre parler de leur littérature et pour connaître les dernières évolutions des lettres anglaises. Tous avaient trois noms à révéler : Henry Green, Ivy Compton-Burnett et Joyce Cary.

Depuis, nous avons eu l'occasion de

JOYCE CARY
Politique et trilogie

lire ces auteurs : ces premiers renseignements étaient remarquablement objectifs, exempts de tout parti pris. Trois auteurs fort différents, en effet : un expérimentateur impénitent, Henry Green ; une styliste déchaînée, Ivy Compton-Burnett, et un héritier de la grande tradition du roman britannique : Joyce Cary.

Cary, qui vient de mourir à Londres à l'âge de soixante-huit ans, avait débuté tard dans la littérature. Son premier roman parut lorsqu'il avait quarante-deux ans, mais depuis cette date il écrivit inlassablement. Il publia non seulement des romans, mais aussi d'épais livres politiques, et les Anglais, qui admiraient le romancier, disaient un peu ironiquement que cet intellectuel était un fort mauvais politicien.

Mais ses romans connurent en Angleterre et aux Etats-Unis un succès exceptionnel : la critique le porta aux nues et le public fit de presque chacun de ses nouveaux romans un best-seller. Depuis 1940, Cary a consacré tout son temps à l'achèvement de deux trilogies dont il publia le volume final en 1955. Six romans de Joyce Cary ont été traduits en français (chez Plon et Albin Michel).

S'il a trouvé chez nous un public fidèle, la critique le boudait un peu, ne trouvant chez cet héritier de Dickens aucun renouvellement de l'art romanesque. Cary était un traditionaliste, non un novateur.

NOUVELLES

Bonnes nouvelles

LES BELLES NATURES
par Félicien Marceau. Ed. Gallimard. 650 fr., 300 pages.

LE MAUVAIS CHARME
par Jean-Pierre Giraudoux. Ed. Grasset. 600 fr. 265 pages.

UNE femme s'immobilise-t-elle un instant au bord d'un trottoir ? Déjà Félicien Marceau entrevoit le marin qui va l'approcher, le premier rendez-vous, le bouquet de roses, bientôt la vie commune, ses drames et ses dénouements. A l'inverse de bien des romanciers qui font du plus vrai que le vrai avec du faux, Félicien Marceau, conteur, fait du faux en bâtissant sur du vrai : parties d'un rien, d'un brimborion arraché à la réalité, ses nouvelles se développent à une vitesse vertigineuse selon les lois de l'artifice, qui se révèlent pour l'esprit bien plus satisfaisantes que celles du vrai.

C'est Filumena, très vieille bonne d'un vieux duc, qui se place à mi-temps femme de ménage ailleurs afin de nourrir son maître ruiné. C'est Immacolata, à qui une erreur de l'administration fait payer des impôts pour un terrain inexistant ; mais, fière d'être sacrée propriétaire, Immacolata verse sans broncher.

C'est la pauvre Mme Octave à qui son amie intime, la riche Mme Arthur, confie en mourant le soin de son ménage. Du matin au soir, Mme Octave est chez Arthur à frotter, compter, surveiller ; lorsqu'elle retourne le soir chez elle, c'est le désordre et la gabegie. « *Ah !* s'exclame joyeusement Mme Octave, *ce n'est pas chez les Arthur qu'on verrait ça !* »

Chacune de ces nouvelles est savoureuse et parfaite comme ces célèbres « bien bonnes » qui font la joie d'une famille ou d'un quartier, de longues années durant. Certaines donnent même le sentiment d'appartenir au fond commun, ainsi « Contre remboursement » où l'on voit un libraire peu scrupuleux écouler ses ouvrages contre remboursement en les envoyant le jour de leur enterrement au nom de personnes qu'il sait défuntes.

Mais, neuves ou usées, en leur donnant une forme irréprochable, Félicien Marceau reprend ces légendes de rue à son compte comme à celui de la littérature.

EDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
13, quai Anatole-France - PARIS (7e)
INV. 45-95 C.C.P. 9061-11

TRAVAUX DU CENTRE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

LES TRAVAILLEURS ALGERIENS EN FRANCE
par Andrée MICHEL
Préface de Pierre LAROQUE, Conseiller d'Etat
Ouvrage in-4° de 238 pages, relié pleine toile
Prix : 1.200 francs - Franco : 1.300 francs

DEJA PARUS :

1. Sociologie comparée de la famille contemporaine .... 1.000 francs
2. A. TOURAINE. L'Evolution du travail ouvrier aux Usines RENAULT. 1.200 francs
3. CROZIER. Petits fonctionnaires au travail .... 640 francs
4. CHOMBART de LAUWE. La vie quotidienne des familles ouvrières. 1.000 francs
5. GUILBERT et ISAMBERT. Travail féminin et travail à domicile .... 1.000 francs

Actualité de l'Orient

BENOIST-MÉCHIN
Mustapha Kémal
ou *La mort d'un Empire*

Ibn-Séoud
ou *La naissance d'un Royaume*

BERAUD VILLARS
Le Colonel Lawrence
ou *La recherche de l'Absolu*

ALBERT CHAMPDOR
Saladin
ou *Le plus pur héros de l'Islam*

ÉDITIONS ALBIN MICHEL
5 biographies où la Réalité dépasse la Fiction

Autre volume de bonnes nouvelles : « Le Mauvais Charme », par Jean-Pierre Giraudoux. Sans autant de maîtrise et de grâce que Félicien Marceau, Jean-Pierre Giraudoux apporte peut-être plus d'originalité aux sujets de ses histoires, chacune petite ébauche d'un roman.

« Le Bon Mari » est un mari qui, pour garder l'amour de sa femme, utilise une méthode contraire à celle en usage : au lieu d'exiger la fidélité, il exige d'être trompé, choisissant lui-même les amants de son épouse, un stratagème qui lui réussit parfaitement.

« Le Mauvais garçon », « L'Entretenu », « L'Impuissant », sont également des jeunes gens de petite moralité et de haute adresse. Mais le sort ne leur est pas toujours favorable, en dépit de leur lucidité et de leur charme — ce mauvais charme — les héros de Jean-Pierre Giraudoux seront noyés par la vie comme des insectes dans un courant trop fort pour eux.

Moralisme et sobriété, ces caractères inimitables de la littérature française ne sont jamais mieux évidents et plus à leur place que dans les quelques pages d'une nouvelle, brève, cruelle et parfaite, comme celles que nous présentent ces deux volumes.

ROMANS

La grandeur du décor

TEMPO DI ROMA

par Alexis Curvers (Edit. R. Laffont, 356 p., 750 fr.)

CONNAITRE Rome ! Stendhal ne s'en flattait pas et Zola, après avoir fait en Italie un séjour de quelques mois, écrivit « Rome », qui reste un méchant livre. Ce témoignage d'un voyage rapide, M. Alexis Curvers n'a pas voulu l'écrire. Le titre de son ouvrage l'indique. « Tempo di Roma » signifie le temps passé à Rome et aussi le rythme, le tempo, comme on dit en musique. M. Curvers dit le « rythme romain » et c'est à ce rythme que bat le cœur de son héros.

Le principal personnage du roman se nomme Jimmy. Jimmy est un jeune homme venu du Nord, de Flandre ou de Wallonie, que le hasard pousse vers Rome, à la veille de l'année sainte. A Rome, la fortune comble ses vœux. Jimmy fréquente mauvais garçons, patriciens et prélats. Devenu guide pour gagner sa vie, il promène des touristes dont quelques-uns arrivent de son septentrion natal. En même temps qu'il goûte l'amitié romaine, Jimmy découvre qu'il existe dans ce pays la plus heureuse des formes de la liberté, la liberté des mœurs.

Miracle romain

On voit comment le livre est fait. M. Curvers conduit cette initiation à la vie romaine de l'allure nonchalante qui convient. Souvent, les hommes et les choses prennent par l'écriture une importance immobile qu'ils n'ont point dans la vie. La manière de M. Curvers, mêlant la fiction à la réalité d'un décor célèbre, établit entre tous, hommes d'aujourd'hui et palais d'autrefois, des rapports en continuelles modifications. Le rythme romain, c'est cela. Comme l'auteur dispose d'une information très complète, il a écrit un livre solide.

On raconte que Shelley, pendant son premier séjour en Italie, se trouva brusquement devant un paysage qu'il fut certain d'avoir déjà contemplé. Shelley savait que c'était impossible et le trouble du poète fut si profond qu'il s'évanouit. Nous ignorons si le lecteur de M. Curvers s'évanouira, arrivant Piazza Navona, mais nous le souhaitons.

Le style, lui, a des faiblesses, qui s'expliquent. Les personnages ne sont pas tous Romains de Rome. Jimmy rencontre des étrangers et, aussi, des émigrés rentrés au pays. La possibilité du dialogue entre ces hommes d'origines diverses, entre Romains et non-Romains, est ce que l'auteur appelle le miracle de Rome. On peut craindre que, sur ce point, il ne se trompe et, du même coup, nous abuse. Cette fraternité des hommes en face de la « festivité romaine » semble être une idée bien inutile à répandre parce qu'elle est fausse. Si fausse que l'écriture, alors, s'embarrasse d'images abstraites, qui l'alourdissent et obligent le lecteur à faire pour les comprendre un effort particulier.

ON VOUS EN PARLERA

Deux livres, qui sont rigoureusement opposés tant par leur tendance littéraire que par la conception du monde qu'ils expriment, retiennent l'attention cette semaine. Dans « L'EXIL ET LE ROYAUME », Albert Camus emprunte avec maîtrise la forme littéraire classique la plus difficile, celle de la nouvelle, pour redire la grandeur et la misère de la condition humaine. Dans « LA JALOUSIE », Alain Robbe-Grillet pousse jusqu'à l'extrême limite du possible son style de laboratoire où l'homme est anéanti devant l'objet.

LES DEUX EXTRÊMES

ALBERT CAMUS

L'EXIL et le royaume, ces deux extrêmes de la condition humaine, ne donnent pas seulement le titre, mais confèrent aussi toute leur signification aux six nouvelles que vient de publier Albert Camus (1). Leur sujet, leur atmosphère et même leur style diffèrent, mais une unité, rare pour un volume de nouvelles, se dégage d'une recherche commune, menée avec rigueur.

Quatre de ces nouvelles se passent en Afrique du Nord, une à Paris et la dernière au Brésil. Mais le souci des personnages reste le même : comment rendre cette vie digne d'être vécue, comment quitter les gestes superficiels, abandonner les mots banals pour retrouver une réalité plus profonde, la « vraie vie » ?

L'homme vit dans la société et il ne saurait s'isoler sous peine de s'appauvrir et de périr. Mais la vie sociale risque de le happer tout entier, de le priver de son moi et d'en faire un pantin dépourvu d'âme. L'artiste, héros de la nouvelle « *Jonas* », finit par être détruit par cette vie parisienne, que Camus avait si violemment critiquée dans sa récente préface pour son œuvre de jeunesse « *L'Envers et l'Endroit* », et pose le problème central de ce livre : solitaire ou solidaire, faut-il se retrancher de la société des hommes ou l'assumer sans rémission ?

La grève

Albert Camus n'a pas écrit un essai, mais une œuvre d'art. Sa réponse ne nous parvient pas en quelques phrases définitives et décisives, mais à travers l'expérience variée de ses personnages qui cherchent non pas une réponse abstraite à ce problème, mais une possibilité de *vivre*.

Janine, personnage central de « *La Femme adultère* », a sacrifié sa vie à son mari qu'elle aime et qu'elle aide à vivre. Jamais seule, jamais en face d'elle-même elle découvre soudain la richesse de la solitude, au milieu d'une nuit en plein désert : « *Devant elle, les étoiles tombaient, une à une, puis s'éteignaient parmi les pierres du désert, et à chaque fois Janine s'ouvrait un peu plus à la nuit. Elle respirait, elle oubliait le froid, le poids des êtres, la vie démente ou figée, la longue angoisse de vivre et de mourir. Après tant d'années où, fuyant devant la peur, elle avait couru follement, sans but, elle s'arrêtait enfin.* »

Expérience quasi mystique de la plénitude que d'autres personnages éprouvent non pas dans la solitude, mais au milieu de la communauté humaine. Ces grévistes dans « *Les Muets* » retrouvent leur dignité humaine face au patron après une grève échouée dans le silence partagé. Les paroles leur semblent vaines et en tout cas inadéquates, alors que leur mutisme commun donne à leur action ratée une richesse insoupçonnée.

Dans « *L'Hôte* » enfin, l'instituteur français d'un petit village perdu d'Algérie est chargé, par un gendarme, de garder un Arabe qui a tué son cousin et de le conduire le lendemain au poste de police le plus proche. Après avoir partagé sa chambre avec l'Arabe, l'instituteur lui montre le lendemain matin deux chemins : celui de la liberté et celui qui le mènerait à la captivité. Il le suit des yeux et découvre « *le cœur serré... l'Arabe qui cheminait lentement sur la route de la prison* ». Rentré à l'école, une petite pancarte avertit l'instituteur : « *Tu as livré notre frère. Tu paieras.* »

Un livre prophétique

On voit que « le malentendu » n'a pas disparu de l'univers de Camus. Il se peut qu'il ait pensé à un moment donné de son évolution avoir dépassé ce déchirement. « *La Peste* » et aussi « *L'Homme révolté* » — ce livre prophétique — nous ont permis de connaître un Camus plus serein, qui a cru trouver dans un équilibre « méditerranéen » une solution aux contradictions de notre époque et de l'existence humaine. On a beaucoup ironisé sur ce classicisme, mais pourquoi ? Sartre lui aussi a cru avoir découvert à la fin de la guerre les « *Chemins de la liberté* » et il s'est perdu en cours de route.

Il est certain en tout cas que « *La Chute* » aussi bien que « *L'Exil et le Royaume* » nous met en présence d'un Camus qui reprend les thèmes fondamentaux de ses débuts. Il les approfondit, mais ne les dépasse pas. Veut-il même les dépasser ? Ces déchirements et ces contradictions ne sont-ils pas la base même de sa pensée qui se moule aux déchirements et contradictions de la réalité de la condition humaine ? Un grand écrivain, a-t-on dit, n'écrit que des livres centrés sur un seul et même sujet. Albert Camus a retrouvé le sien.

Certains préféreront la rigueur de « *L'Hôte* » ou de « *La Femme adultère* », d'autres le style parfois expérimental et délirant du « *Renégat* ». Camus s'essayant au délire ? se demandera-t-on avec étonnement. Mais il y avait déjà, il y a une dizaine d'années, « *Caligula* »...

(1) *L'Exil et le Royaume*, par Albert Camus. Ed. Gallimard. 230 pages. 490 francs.

A L'OMBRE DU PILIER

A. ROBBE-GRILLET

DANS un pays qui pourrait être l'Afrique (mais qui ne l'est pas comme nous en avertit imperceptiblement l'auteur), un homme et une femme, Franck et A..., s'adressent des paroles quelconques en vidant un verre. Or ces paroles ne ont quelconques que dans la mesure où il nous est donné de les entendre, c'est-à-dire de les lire. Le lecteur est un témoin, il gêne donc les personnages et ceux-ci ne disent rien d'important devant lui. Au lecteur de pressentir ce que Franck et A... *pourraient* dire s'ils étaient réellement seuls. Franck doit conduire A... en ville, c'est tout ce que nous savons de clair.

Et nous sommes fixés sur leurs gestes et sur leurs mouvements assez fortement pour jouer le jeu que Robbe-Grillet nous commande de jouer : à savoir que ces gestes et ces mouvements, pour communs qu'ils soient, possèdent le même intérêt dramatique que des actes rares et des déplacements inhabituels.

Les objets

Une fois de plus, Alain Robbe-Grillet nous conduit (c'est exactement pour la troisième fois, après *Les Gommes* et *Le Voyeur*) dans le territoire non romanesque des objets (1). La première phrase du livre : « *Maintenant l'ombre du pilier divise en deux parties égales l'angle correspondant de la terrasse* », cette première phrase ne se borne pas à donner le ton : elle figure le poste de douane qu'il faut franchir pour accéder à un monde entièrement solidifié. Le vocabulaire du romancier (« longitudinales », « verticale », « rectangulaire », « médiane », « axe », « obliquement ») n'indique pas le passage dans le roman du langage de la géométrie ; ces mots ne sont pas employés au hasard : par là l'auteur pose et impose à chaque place qui lui est destinée une chose qui n'en bougera plus. Et chaque chose se trouve rivée en un point déterminé par rapport aux autres choses.

Entre les choses évoluent les êtres. Sur eux l'auteur n'en sait pas plus long que nous ; il est aussi étranger au récit que le lecteur. De A... il dit qu'elle tient « *sans aucun doute* » une feuille de papier entre les mains. Plus loin : « *A... semble respirer un peu plus vite ; ou bien c'est une illusion.* » Le romancier découvre A..., plus qu'il ne l'invente. Et encore ne la voit-il que si elle se trouve dans son *champ*. Il est une lampe : il ne peut voir que ce qu'il éclaire.

Aussi peut-il examiner les objets plus souvent et plus longuement que les personnages : ils sont plus nombreux et moins mobiles. « *Le bois de la balustrade est lisse au toucher, lorsque les doigts suivent le sens des veines et des petites fentes longitudinales. Une zone écailleuse vient ensuite...* »

L'œil totalitaire

De ce graphisme utilisant les mots, il reste bientôt, non un enchaînement de circonstances donnant lieu à « une histoire » mais un ensemble de gestes et de choses si solidement emboîtés que rien ne pourra venir en déranger l'ordre. Quand A... a fait un pas, quand Franck a levé le bras gauche, ils ont l'un et l'autre accompli quelque chose qui est réellement une chose — et cette chose s'ajoute à l'univers, comme une table ou une chaise. L'organisation de ces objets ne se meut qu'en bloc, d'un seul tenant, et elle le fait dans une épaisseur de temps aussi fluide que l'air.

Le temps, lui, bouge. Il a la faculté de se retrouver lui-même, c'est pourquoi nous pouvons assister plusieurs fois à la même scène qui se répète pour se montrer inusable.

Ainsi nous n'avons à lire que le résultat d'un regard : mais qui possède ce regard ? L'auteur ou celui qui parle ? L'auteur qui n'existe que par ce qu'il regarde ou le narrateur, dont les yeux sont d'un implacable surveillant, d'un *jaloux* ? L'œil totalitaire du romancier et celui, impitoyable, du mari qui scrute les faits et gestes de Franck et de A... logent dans la même orbite.

Le titre enfin désigne plus la jalousie par laquelle le narrateur observe les événements que les sentiments qu'il évoque. Robbe-Grillet aime les objets et se méfie de la psychologie.

Jamais Robbe-Grillet n'était allé aussi loin dans sa conception singulière du récit échappant aux lois du roman. *La Jalousie* figure le point extrême de cette conception et la traduit d'une manière absolue.

(1) *La Jalousie*, par Alain Robbe-Grillet. Ed. de Minuit. 222 pages. 600 francs.

MA PATRIE C'EST L'ENFER

par Curzio MALAPARTE

« Ces Sacrés Toscans », de Curzio Malaparte, qui paraîtra incessamment en France aux Editions Denoël, révèle un aspect nouveau du talent de l'auteur de « Kaput ». Cette fois-ci, il n'a pas écrit une diatribe, mais une déclaration d'amour, une déclaration d'amour aux Toscans. Nous donnons ici à nos lecteurs la primeur de quelques extraits de ce texte brillant.

EN effet, les Toscans n'appartiennent pas à la race de ceux qui présentent à l'histoire un derrière rond et gras et voudraient donner à entendre que cette histoire ce sont eux qui la font. Il pourrait même être vrai qu'ils la fassent, mais avec le derrière. Ce qui est la manière traditionnelle des Italiens, et la plus commode, de faire l'histoire, une manière, dirais-je, très prudente. Mais si tous les Italiens tenaient les fesses serrées comme les Toscans (ce qui veut dire qu'ils ne se fient à personne, même pas aux amis), ils pourraient sans crainte présenter le derrière à l'histoire et ne courraient ainsi aucun des grands dangers que, par leur faute, nous courons tous de temps en temps.

Oh ! Italiens grassouillets qui avez coutume de tomber dans les bras l'un de l'autre, de tout prendre du bon côté, de tout voir en rose, et tout ce que vous faites vous le considérez comme de l'héroïsme, vous vous croyez des virtuoses et vous avez la bouche pleine de liberté mal mastiquée, vous pensez tous de la même manière, toujours, et vous ne vous apercevez pas que vous êtes des brebis tondues ! Oh ! Italiens qui n'aimez pas la vérité et qui en avez peur. Qui implorez justice et ne rêvez que de privilèges, qui n'enviez que les abus et les excès de pouvoir et qui désirez seulement une chose : être le maître, parce que ne sachant pas être des hommes libres et justes, vous ne savez être que serviteurs ou patrons. Oh ! pauvres Italiens qui êtes les esclaves non seulement de celui qui vous commande, mais de celui qui vous sert, et de vous-mêmes ; qui ne perdez pas une occasion de vous poser en héros et en martyrs de la liberté et pliez docilement l'échine devant la morgue, la prétention insolente, la lâcheté de vos mille patrons : apprenez donc des Toscans à rire au nez de tous ceux qui vous offensent et vous oppriment, à les humilier par l'argutie, le mépris poli, l'effronterie joyeuse et ouverte.

APPRENEZ des Toscans à vous faire respecter sans en appeler à la crainte de la loi ou des sbires qui tiennent lieu de loi en Italie et sont plus forts qu'elle. Apprenez des Toscans à cracher dans la bouche des puissants, des rois, des empereurs, des évêques, des inquisiteurs, des juges, des seigneuries, des courtisans de toute espèce, comme on a toujours fait en Toscane et comme on fait encore. Apprenez des Toscans qu'il n'y a rien de sacré en ce monde, à l'exception de l'homme, et que l'âme d'un homme est égale à celle d'un autre : il suffit de savoir la tenir propre, au sec, à l'abri de la poussière et de l'humidité, ce que savent faire les Toscans qui sont très jaloux de leur âme, et gare à celui qui voudrait la salir, l'humilier, l'oindre, la bénir, l'engager à son service, la louer, l'acheter ; apprenez qu'il y a des âmes femelles et des âmes mâles, et que les âmes des Toscans sont mâles, comme on le voit à celles qui sortent de la bouche des morts au cimetière de Pise : le seul lieu saint qui soit au monde, tous les autres sont des cimetières (1).

Et surtout parce que nous sommes, nous Toscans, la mauvaise conscience de l'Italie.

Ce que je dis là — que nous sommes la mauvaise conscience de l'Italie — n'est pas une offense aux Toscans, mais un éloge. Etant donné que tout homme comme n'importe quel peuple, s'il ne veut pas s'endormir dans la graisse et se noyer dans la rhétorique, a besoin de quelqu'un qui lui dise en face ce qu'il mérite, ce que tout le monde pense de lui et que personne n'ose lui dire, sinon derrière le dos et à voix basse. Ce qui sauve un homme ou un peuple, c'est la mauvaise conscience, non la conscience tranquille : et ceci est particulièrement vrai pour l'Italie où l'histoire ne se conçoit que comme un panégyrique et où tout devient matière à louange ou à triomphe, même les trahisons, les fuites, les lâchetés.

CE n'est pas notre faute, ô Italiens, mais notre mérite, si la mauvaise conscience vous empêche de dormir, si elle vous fait vous agiter et vous retourner dans votre lit toute la nuit ; ce n'est pas notre faute, mais notre mérite si vous avez peur de l'enfer.

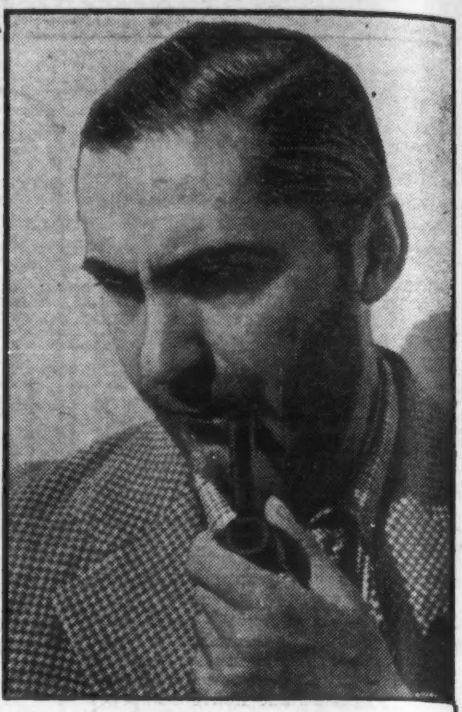
Le seul peuple qui n'ait pas peur de l'enfer parmi tous les peuples, italiens et étrangers, le seul qui ait des rapports continuels et familiers avec l'enfer, ce sont les Toscans.

Quel beau pays que l'enfer ! Si vraiment quelqu'un voulait se l'imaginer tel qu'il est, il ne pourrait se le figurer différent de la Toscane : le même air, les arbres, les montagnes, les champs, les maisons, les villes et les gens. Tout est maigre, franc, précis, tout est clair et en ordre. Et les gens sont exactement comme en Toscane : subtils, ironiques, bizarres, querelleurs et amateurs de bons tours.

La patrie idéale du Toscan n'est pas le paradis, mais l'enfer (2).

(1) Jeu de mots intraduisible : *camposanto* = cimetière toujours chrétien ; *cimitero* = n'importe quel cimetière.

(2) Malaparte est Toscan (N.d.l.R.).



CURZIO MALAPARTE
La mauvaise conscience de l'Italie

ESSAIS

Comment on devient Victor Hugo

L'EVEIL DE VICTOR HUGO

par Pierre Flottes. Ed. Gallimard. 320 pages. 750 fr.

ALORS que Victor Hugo n'était qu'un petit enfant, son père et sa mère jouaient, en trichant, la comédie familiale. Ils passaient leur vie conjugale à se séparer.

Plus tard, une meilleure solution fut trouvée : *« Le père, à l'armée, allait prendre une maîtresse, et la mère, à Paris, trouver un amant. »* Mme Hugo prit pour ami le général Lahorie, le commandant Hugo pour amie une fille de vingt ans, Marie-Catherine Thomas. En 1804, le mari écrit à sa femme : *« Il y a sept ans, Sophie, que tu es ma femme et, à tout bien calculer, je n'en ai pas passé quatre avec toi... »*

Mais l'officier Hugo va poursuivre en Espagne une carrière éblouissante, devenant général, gouverneur de province, sous-inspecteur de l'infanterie, majordome du roi. Son épouse ne songera à lui que pour lui demander de l'argent. Quand elle s'installera aux Feuillantines avec ses enfants, Lahorie, poursuivi par la police, vivra au fond du jardin, dans une cabane, plus proche de Victor qui l'appelle parrain que ne l'est le général son père. L'amant est réellement membre de la famille et membre titulaire.

Et cette cabane au fond du jardin envahit l'œuvre de Victor Hugo. Requêtes en divorce, absences, disputes, c'est l'histoire du couple Hugo jusqu'en 1818, date à laquelle la séparation est prononcée : un mélodrame permanent, mais un drame pour Victor : *« Il faut à cet enfant de douze ans savoir qui est digne ou indigne, pur ou impur, puisque ces deux êtres qui incarnent pour lui la tendresse et la force, au lieu de s'associer dans un double et vivant exemple, s'affrontent et s'injurient. »* Le conflit familial serait, d'après Pierre Flottes, la cause première de l'œuvre de Victor Hugo qui n'aurait pu échapper au conflit qu'en tentant d'idéaliser un père lointain et une mère indigne. *« Faire avec la plume ce que le père a fait avec l'épée* — écrit-il — et, par la plume, défendre et célébrer toutes les valeurs que la mère chérit.

Pierre Flottes écrit en historien et l'historien progresse lentement, minutieusement, n'avançant rien qui ne soit prouvé par un document, par opposition au psychologue (en l'occurrence Charles Baudoin, auteur d'une *Psychanalyse de Victor Hugo*) qui passe par-dessus les faits et bondit à la conclusion sans s'arrêter à la démonstration, en une opération que la démarche purement historique fait apparaître magique. Pourtant, la thèse de Pierre Flottes ne supporte pas elle-même une explication : elle est affirmation plus que déduction. Et, une fois de plus, l'histoire et la psychologie se heurtent sans pouvoir répondre à la question : Pourquoi devient-on écrivain ? Demeurent les *comment*. Peut-être eût-il été plus efficace d'étudier en profondeur le problème de psychologie littéraire qui est celui de Victor Hugo qui commence par devenir Victor Hugo en s'acharnant à vouloir être Chateaubriand. L'histoire pure échoue : elle raconte au lieu d'analyser.

ARAGON et JEAN COCTEAU
de l'Académie française
ENTRETIENS
SUR LE
MUSÉE DE DRESDE
cinquante-quatre planches en couleur
soixante-douze planches en noir
l'ex. 7.500 fr.
Pour la première fois, un livre sur l'art, écrit par deux grands écrivains, un livre comme il n'y en a jamais eu
Editions CERCLE D'ART

ANDRÉ PIEYRE DE MANDIARGUES
LE LIS DE MER
A cent et mille romans où l'amour répète ses images et ses significations, Mandiargues oppose un seul récit qui fait crouler leur pile. Cet unique récit est d'une autre nature : splendidement païen.
(L'Express)
C'est un des plus beaux livres de l'année et sa richesse, son luxe même, ne viennent jamais contrarier sa profonde simplicité.
Kléber Haedens (Paris-Presse)
Un volume 540 Fr.
ROBERT LAFFONT

pierre
aubery
milieux juifs
de la france
contemporaine
plon

VIENT DE PARAITRE
L'ŒUF
le célèbre succès de Félicien Marceau
au Théâtre de l'Atelier
En vente dans toutes les librairies
nrf

MAISON

Avril : saison des grands nettoyages

TRADITION et nécessité, dès que le chauffage s'éteint, les maisons françaises sont soumises à ce que nos grand-mères appelaient « les grands nettoyages de Pâques ».

Chaque maîtresse de maison ayant sa méthode, nous n'interviendrons que pour leur signaler quelques produits ou appareils commodes.

Les vitres et les glaces

Se font de nos jours facilement grâce à tous les nouveaux produits efficaces vendus en flacon de matière plastique utilisés en vaporisateurs. Deux bons liquides nous ont donné toute satisfaction : le Soli-Glace (280 frs et sa recharge 50 frs) et le Bib (350 frs).

● ATTENTION : Il faut penser à dépoussiérer les extérieurs (volets, appuis de fenêtres, balcons, etc.) ou mieux à les laver avant d'entreprendre le nettoyage des carreaux.

● Penser également que les chiffons de coton laissent des peluches sur les vitres, et n'essuyer le liquide vaporisé qu'avec un chiffon de fil ou un torchon synthétique (Chamex, 120 frs).

PAS CHER

MADAME EXPRESS a cherché cette semaine une solution économique aux problèmes des couvre-sols. Les deux matières nouvelles qu'elle vous signale lui ont paru particulièrement intéressantes.

Un tapis

Constitué par des fils de sisal assemblés parallèlement l'un à l'autre et collés sur une toile de jute vulcanisée, ce tapis ressemble à un lourd satin de coton.

Il peut se poser en plein comme une moquette, ou en carpettes de toutes dimensions standard.

● Sa surface intérieure enduite de latex lui assure une parfaite adhérence au sol, aussi ne glisse-t-il pas comme la plupart des carpettes ;

● Grâce à son enduit de latex, il permet l'insonorisation de la pièce dans laquelle on le place ;

● Se nettoie à l'aspirateur et peut être lavé à l'eau savonneuse ;

● Imperméable à l'eau et à la poussière, il est inutile de le soulever pour balayer le sol qu'il recouvre ;

● Les coloris sont très réussis, existent en tons unis et en fines rayures mille raies.

A 12.450 francs la grande carpette de 2 m. × 3 m., ce n'est vraiment pas cher (Tapis de la Bidassoa). En vente : B.A.G., 66, rue François-Ier, et Home Textile, 22, rue de Passy, ainsi qu'au Printemps.

Un revêtement du sol

Composé de dalles de linoléum de 30 cm. × 30 cm., ce revêtement peut remplacer le carrelage, extrêmement onéreux, dans beaucoup de cas.

Solides parce qu'épaisses de 3 mm., faciles à entretenir et très agréables sous les pieds, les dalles existent dans tous les coloris. Le dallage noir et blanc nous a paru particulièrement réussi.

A 1.700 francs le mètre carré tout posé, ce revêtement n'est pas cher.

En vente : PARIS-RUBBER, 111, rue Lemercier, Paris (XVIIe) (devis sur demande).

Les parquets

Vitrifiés, ils n'ont besoin d'aucun autre entretien qu'un coup d'éponge pour effacer les traces de pas.

La vitrification faite par spécialiste revient à environ 700 frs le m2 si les parquets sont à peu près en bon état.

Cirés, les parquets demandent à conserver un brillant durable. Pour obtenir, ce résultat, utiliser une cire à base de silicones, en trois ou quatre couches successives. C'est un travail long et assez coûteux si la pièce est grande mais le résultat est excellent, certaines de ces cires ne tachent plus à l'eau une fois bien appliquées (Sympacire Rhodorsilée, 750 frs les 500 grs, Samaritaine).

Les autres surfaces polies

Carrelages, revêtements plastiques, marbres, agglomérés se lavent à l'eau froide additionnée d'un détersif de synthèse genre Omo, Crio, Tide, etc., qui détruisent automatiquement les corps gras.

Pour éviter de se mouiller les mains et de se fatiguer inutilement, un bon lave-pont rend facile ce travail un peu répugnant (lave-pont Novelta, 2.150 frs grands magasins). Dans ce modèle, l'éponge est associée à une brosse à laver, le tout s'essore sans que l'on ait à y toucher.

● Pour assurer un entretien plus durable à toutes ces nouvelles surfaces polies, certains fabricants ont mis au point des cires spécialement conçues pour elles (Super-Reluiseul Johnson, 690 frs le litre, existe aussi en demi-litre).

● ATTENTION : Le rinçage après lavage aux détersifs doit être très soigneusement effectué sous peine de voir à la longue les détergents attaquer les revêtements de sol synthétiques.

Les tapis

Les tapis cloués peuvent être « shampooingnés » sur place par des spécialistes. Le prix se calcule après devis sur la base de 300 frs le m2. (*American cleaning service*, 14, rue Vincent-Compoint, ORN 39-76.)

Les carpettes sont en général envoyées à des spécialistes pour être nettoyées en usine. Les prix s'établissent sur devis.

● ATTENTION : Mieux vaut ne jamais essayer d'enlever une tache sur un tapis autrement qu'avec de l'eau chaude. Tous les détachants, aussi bons soient-ils, ne pouvant pas nettoyer en profondeur font des auréoles.

Le dépoussiérage

Pour bien dépoussiérer, un aspirateur est indispensable. Les divers accessoires permettent d'atteindre les boiseries et les tentures les plus haut perchées.

● ATTENTION : Les accessoires accompagnant chaque aspirateur ont été soigneusement étudiés par le fabricant en vue d'un travail déterminé. Aussi est-il bon de lire très *attentivement* les notices ayant trait à l'appareil qui expliquent comment et dans quelles circonstances il convient d'utiliser un accessoire déterminé.

Il ne suffit pas de posséder un aspirateur, encore faut-il savoir s'en servir bien. (Madame Express publiera dans un prochain numéro un « banc d'essai » des aspirateurs.)

Les rideaux et voilages

Ils doivent être décrochés avant de commencer le ménage à fond de la pièce si toutefois on désire les faire nettoyer ou laver. Dans les deux cas : les dépoussiérer aussi soigneusement que possible avant de les envoyer chez le teinturier, et surtout avant de les mettre à tremper à l'eau froide s'ils doivent être lavés à domicile.

● ATTENTION : Pour éviter que les voilages ne raccourcissent et ne perdent leur aplomb, il faut avoir soin de toujours les repasser alors qu'ils sont encore humides. Rien ne leur est plus néfaste que de les laisser sécher pour les humidifier à nouveau.

Le Service Express est à votre disposition

LES premiers jours de printemps donnent envie de rajeunir les appartements et de profiter des vacances de Pâques pour faire certains petits travaux :

● Si vous avez envie d'aménager une pièce...

● Si vous cherchez le meilleur parti à tirer de vos meubles et de vos murs...

● Si vous désirez une consultation...

mais rien de plus. « L'Express » met à votre disposition la compétence de deux décoratrices professionnelles qui font partie de l'équipe de Madame Express. A votre demande, par écrit, l'une ou l'autre se rendra chez vous et s'efforcera de résoudre vos problèmes, en limitant strictement son intervention à des conseils. (Le prix de la consultation est fixé à 3.000 frs pour nos abonnés, 5.000 frs pour nos lecteurs non abonnés.)

Je n'en serais pas là, Maman si...

Mais oui, Madame, il n'en serait pas là si, **depuis son sevrage**, vous lui aviez fait boire, à chaque repas, **l'eau minérale de la Source BADOIT.**

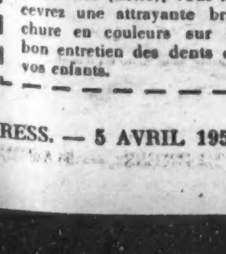
BADOIT lui aurait forgé **une véritable cuirasse contre la carie dentaire**, car elle contient la dose idéale de Fluor pour faire aux tout petits, et pour toute leur vie, **des dents solides et saines.**

Notez bien, Madame, les "Trois règles d'Or" de la parfaite dentition :

- BADOIT à chaque repas...
- une bonne hygiène alimentaire...
- tous les 6 mois une visite de contrôle par votre dentiste...

... Et vous ferez de vos enfants des adultes aux dents bien protégées contre la carie.

Si votre fournisseur manque de BADOIT, écrivez à la Source BADOIT à St-Galmier (Loire), qui vous dira où en trouver.



BADOIT

BADOIT chaque jour... bonnes dents toujours !

GRATUIT

Contre simple envoi de ce bon à la Source BADOIT, St-Galmier (Loire), vous recevrez une attrayante brochure en couleurs sur le bon entretien des dents de vos enfants.

NOM ____

ADRESSE ____

ELVINGER 2425

Pour tous vos TRICOTS

LAINES DU BON PASTEUR ET DE St ÉPIN

40, RUE St DENIS - PARIS Ier - GUT. 86-30

QUALITÉ • COLORIS • PRIX

(Dior) *Rouges et décintrés* (Florence).

MODE

Des robes agréables à habiter

LES couturiers ont longtemps « snobé » le jersey. Il s'agissait pour eux d'une matière inférieure réservée à la confection bon marché et qui, comble d'horreur, se rattachait à la bonneterie et non à l'industrie textile.

Mais cette année, ils ont fait amende honorable, et suivant la mode « souple » que Chanel préconise depuis vingt ans, toutes les collections de couture comprennent au moins un modèle en jersey.

Les femmes, elles, n'avaient pas attendu les couturiers : la vente des vêtements en jersey a augmenté de 34 % entre 1953 et 1955, cette progression se poursuivant depuis au rythme de 10 % par an.

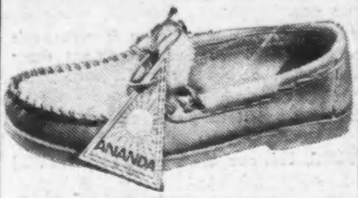
Qu'il soit en laine ou en coton, il n'est pas tissé mais tricoté à mailles comme un pull-over. C'est cette fabrication, mise au point dans l'ile de Jersey comme son nom l'indique, qui lui confère sa principale caractéristique : l'élasticité.

Grâce à son élasticité, le jersey est une matière idéale à porter. Pour toutes celles qui travaillent, c'est le vêtement qui n'entrave pas les mouvements du corps, qui se prête à toutes les positions. Les robes de jersey sont agréables à « habiter ».

Mais comme tous les tissus souples, il a l'inconvénient de se déformer facilement s'il n'est pas de très belle qualité. Pour remédier à cet inconvénient, on peut le doubler, mais il perd alors une partie de ses avantages. Longtemps, la jupe droite a été considérée comme impossible en jersey, mais les progrès de fabrication ont permis de resserrer le tricotage de la laine, il existe maintenant des qualités de jersey aussi « lourdes » qu'un beau lainage.

La confection triomphe dans cette matière, qui est difficile à travailler pour les non-initiés. Elle propose pour le printemps des robes et des ensembles à tous les prix. Plus encore que pour les autres tissus, la qualité se paye pour le jersey. Ce prix en vaut d'ailleurs la peine. Les vêtements sont de ceux que l'on porte longtemps et qui, souvent, savent bien « vieillir ».

Les vrais connaisseurs
préfèrent
LE VÉRITABLE
MOCASSIN INDIEN
ANANDA



Poche de cuir d'une seule pièce en cuir naturel Barénia, première cuir, semelle et talons microporeux
Prix public :
35-46.... 3.300 francs
Ne confondez pas ce véritable mocassin avec les faux mocassins-canevas vulcanisés d'un prix de vente inférieur à 2.000 francs
ANANDA
61-63, rue Bichat - PARIS (10e)
BOT. 53-30

AURORE
Couture pour jeunes filles
de 15 à 20 ans
TAILLEURS
et ENSEMBLES
de PRINTEMPS
195, Fg St-Honoré (angle r. Balzac)

avec une Bambinette...
Petite poche hygiénique garnie de Bambinose
plus de couches à laver
plus de literies souillées

la Bambinette

NOUVEAU SERUM DE BEAUTE
Hydrate et revitalise l'épiderme
Laboratoires GIR
7, boulevard d'Algérie - PARIS (19e) - Nord 67-91

Mme EXPRESS l'a essayé pour vous
Changez
le décor de votre vie
en une matinée.
nutex
la peinture murale
au caoutchouc

• mate, veloutée, moderne,
• s'applique sur tout,
• sèche en moins d'une heure,
hiver comme été.
C'est un produit NOVEMAIL

PRINTEMPS
TUNMER
CHEMISIER ss. manche, col transformable, popeline ou piqué..... 2.300
JUPE plissée serge de laine, indéplissable, tous coloris... 8.900
et tous les Korrigan-Lesur
CATALOGUE ILLUSTRÉ SUR DEMANDE
TUNMER VOUS EQUIPE
5, PL. SAINT AUGUSTIN PARIS

LES BAS
"Femme"
SANS COUTURE : (dernière création)
— avec renforts : 1.300 Fr.
— Sandale : 1.300 Fr.
3 coloris nouveaux
MARCEL ROCHAS
CONTACT

(Chanel) *Souples et blancs* (Henry à la Pensée).

Mme Express a photographié cette semaine un tailleur de chez Dior en jersey rouge et un ensemble trois pièces, blouse, jupe et paletot, en jersey blanc bordé de marine de Chanel. Puis elle a cherché dans les magasins de Paris spécialisés les ensembles de prêt à porter qui se rapprochaient le plus du style de ces deux modèles. Le tailleur décintré rouge vaut 24.500 frs chez Florence, 14, rue Desrenaudes ; l'ensemble trois pièces blanc 24.500 frs (8.500 la jupe ; 5.500 le pull-over ; 10.500 le cardigan) chez Henry à la Pensée, 5, faubourg Saint-Honoré (existe également en bleu marine bordé de blanc).

Les 10 commandements du jersey

Si vous vous lancez vous-même dans la fabrication d'une robe de jersey, voici les quelques conseils donnés par une spécialiste :

● 1° Travailler le tissu dans le sens de la longueur et réserver de grandes coutures au moment de la coupe d'après patron.

● 2° Tout autour des différentes pièces coupées, et avant de les assembler, faire à un demi-centimètre du bord une fine piqûre à la machine pour éviter que les mailles ne filent.

● 3° Ce tissu ayant tendance à glisser, bâtir assez serré avant l'essayage.

● 4° Régler convenablement le point de la machine, assez lâche pour éviter que les coutures ne grignent.

● 5° Surfiler immédiatement après que la robe est terminée.

● 6° Le repassage doit être fait bien à plat, avec une pattemouille pas trop humide. En aucun cas, ne tirer sur les coutures.

● 7° Si le modèle comporte des boutonnières, les dessiner à la craie, faire un point à la machine tout autour et ne tendre le tissu qu'après que cette précaution aura été prise. Les boutonnières, ainsi préparées, ne risqueront pas de « bâiller ».

● 8° Si vous doublez la jupe, l'ourlet de la doublure doit être indépendant.

● 9° Ne pas oublier le ruban de taille, qui maintient le corsage à sa place. Sinon le poids de la jupe tirant sur le corsage l'allonge inévitablement.

● 10° Si l'on utilise du jersey tubulaire pour la jupe, prendre très exactement l'emplacement des pinces, l'absence de coutures sur les côtés supprimant les points de repère.

RECETTE

Les œufs frits au pilaf

(Pour quatre personnes)

— *250 grs de riz, eau ou bouillon (une fois et demie le volume du riz), échalote émincée, 4 œufs frits huile d'olive, 8 chipolatas, safran, sel, poivre.*

● Faire fondre l'échalote dans quelques cuillerées d'huile d'olive. ● Ajouter le riz bien sec et remuer jusqu'à ce que les grains soient enduits.
● Mouiller avec le liquide bouillant, sel, poivre et safran.
● Couvrir et laisser bouillir très doucement jusqu'à l'absorption complète du liquide (quinze minutes environ).
● Pendant la cuisson du riz, faire frire les saucisses dans un peu d'huile d'olive et les réserver au chaud.
● Faire frire les œufs.
● Sur un plat chaud, dresser le riz en dôme et disposer dessus les saucisses et les œufs frits.

BON A SAVOIR

Quand et comment demander un sursis d'incorporation ?

LES conseils de révision ont lieu actuellement dans la plupart des régions de France.

Pour éviter d'être pris de court lors des prochaines incorporations, voici ce que tous ceux qui veulent obtenir un sursis doivent savoir :

— Faites votre demande de sursis dès que le conseil de révision vous aura fait savoir que vous êtes « bon pour le service ».

— Rédigez cette demande de votre propre main, soit sur papier libre, soit sur la formule modèle 14 que vous demanderez à la mairie de votre résidence.

— Joignez à la demande deux pièces justificatives :

a) un certificat de scolarité : en principe peuvent obtenir un sursis non seulement les étudiants, mais aussi, aux termes de l'art. 23, les soutiens de famille et ceux dont la présence est indispensable à la marche d'une entreprise.

En fait, seuls les étudiants et assimilés (écoles professionnelles) obtiennent leur sursis à peu près automatiquement ;

b) une attestation d'un groupe de P.M.E., avec le cachet de l'école et la signature du directeur. Là encore, attention ! N'attendez pas la dernière minute pour vous inscrire à la préparation militaire. La plupart des officiers qui s'en occupent ne vous délivreront une attestation qu'au bo de quelques semaines de présence.

— Enfin, vous remettrez votre dossier au Bureau militaire de votre mairie, en vous y présentant en personne, car c'est là que vous recevrez l'indispensable récépissé.

Galatée
73, RUE DE PASSY
La boutique du Shopping
CARDIGANS et PULLS
Laine - Orlon - Cashmere
Les dernières créations en
CHEMISIERS
et toujours tous les
Timwear

Vous trouverez les créations
CÉLINE BERTIN
20, av. Victor-Hugo
SAMARITAINE DE LUXE
27, Bd des Capucines
RENÉE
193, Bd St-Germain
PAMPLEMOUSSE
183, Bd St-Germain
BLANCHE LEDUC
104, av. Victor-Hugo
HALPHEN
52, rue de Passy
FRANKLIN
10, av. Franklin-Roosevelt
"CONTACT"

ELLES
ROMAN D'ALBA DE CÉSPEDES
« Ce roman est un cri, un appel aux hommes, un appel à la compréhension, un appel à l'amour. » J. Prasteau (Figaro).
SEUIL
du même auteur :
LE CAHIER INTERDIT

COURRIER

« L'EXPRESS »

91, *Champs-Elysées, Paris* (8)
Téléphone : *ELYsées* 88 - 61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre VIANSSON-PONTE
Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Dienane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Quelques réactions

D'autre part, nous essayerons de donner brièvement un reflet fidèle des réactions de nos lecteurs, en résumant quelques-unes de leurs lettres.

M. L. Puget, de Marseille, a interrogé des jeunes gens permissionnaires ou rentrés : « *Ou ils restent muets ou ils disent leur écœurement*, écrit-il. *Vous méritez les félicitations des braves gens de France qui ne sont pour autant ni communistes ni antipatriotes. Bien au contraire.* »

Pour Mme J.-M. Chazal, contrôleur principal des P.T.T., il s'agit « *d'un exposé honnête, clair et impartial à mon avis. Mais comment sortir de cette impasse tragique ? Ce n'est par l'armée seulement qui est découragée et dégoûtée. C'est la nation tout entière* ».

M. Wadier, inspecteur de l'enseignement primaire à Saint-Quentin, remarque : « *La décadence de notre politique est telle que ce ne sont pas les criminels qui sont inquiétés mais ceux qui dénoncent le crime.* »

M. Georges Choin, de Pantin, écrit : « *Continuez le combat, nous vous suivons, nous vous soutiendrons, nous vous défendrons* » et nous envoie le double d'une lettre qu'il a adressée au ministre de la Défense nationale.

M. Edmond Rivet, de Lyon, n'a pas de doute sur la raison d'être et la nécessité démontrer cet aspect de la vérité en Algérie, mais reproche « *le ton du récit. Trop d'adresse, d'intelligence, parfois complaisante avec elle-même. N'est pas Saint-Just qui veut.* »

M. Maurice Cense, de Marseille, aurait également souhaité « *un récit plus dépouillé* », mais ajoute : « *Loin d'entamer notre moral, cette vérité nous fait enfin espérer dans l'avenir de la France.* »

M. Jay Saunder, officier parachutiste américain qui participa au débarquement, s'interdit d'intervenir dans la politique française, mais note que « *puisqu'il existe encore un Français qui a le courage de dire ce qu'il croit être la vérité, les jeunes Américains qui sont tombés en France ne sont pas morts en vain, le mot « liberté » ne sera pas vide de sens* ».

M. Maurice Villeneuve, de Lyon, rappelé en Algérie, avoue qu'il craignait « *une interprétation tendancieuse, néfaste aux intérêts de notre pays* », et que le témoignage de J.-J. Servan-Schreiber est, au contraire, « *objectif et constructif. Loin de porter atteinte au moral de l'armée, il amènera, au contraire, un certain nombre de militaires à prendre une mesure plus exacte du drame algérien et à se pénétrer davantage de la vraie mission de l'armée.* »

M. R. Noel, de Chevilly-Larue, remarque que « *ce qui distingue notre régime du régime nazi, c'est que des hommes comme J.-J. Servan-Schreiber ont la possibilité de dire la vérité* ».

M. Pierre Martin, de Chartres, nous dit sa solidarité et ajoute : « *Je connais l'Algérie, j'ai été le premier Européen à vivre la même vie que les autochtones, j'ai été aussi instituteur de bled et je sais que dire :* « Les Arabes ne sont sensibles qu'à la force » *est une baliverne.* » Et parlant de l'expérience d'une équipe d'entraide internationale de jeunes en Kabylie, il poursuit : « *Un soir, le garde-champêtre kabyle et l'émir m'ont dit : « Ah ! si la France, au lieu d'envoyer ses régiments et ses canons, nous avait envoyé des dizaines d'équipes comme celle-là, il y a longtemps que nous serions conquis, de cette conquête des cœurs qui ne laisse ni amertume ni envie de revanche.* »

M. Guy Dejardin, de Paris, qui a appartenu à une équipe de ce genre, signale que lorsque lui et ses camarades parvinrent, après plus de quatre mois de présence, à faire un travail efficace et eurent gagné l'estime et la confiance de la population, « *les autorités estimèrent que nous étions des perturbateurs de l'ordre établi et nous expulsèrent. Huit mois après, c'était l'affreuse guerre qui commençait* ».

M. Denis Cépède, de Paris, « *admet que vous disiez la vérité* », mais il ajoute : « *Il me suffit de savoir qui propose et qui refuse le cessez-le-feu, qui ne compte que sur le crime et qui est contraint de s'y résoudre, parce que c'est le devoir des justes d'être aussi cruels que les criminels, parce qu'il n'y a que le but qui peut purifier les moyens militaires qui sont toujours impurs.* »

Il semble donc croire que le but qu'il assigne « *aux justes* » peut être atteint par les méthodes actuelles. Et c'est le fond du problème.

M. Jean Léonardon, d'Azay-le-Rideau, est heureux de « *votre insistance à vous baser sur les notions d'homme, de confiance, d'amour* ».

M. André Lava, de Dieppe, « *vieux syndicaliste chrétien* » qui a eu un fils rappelé, approuve le récit de J.-J. Servan-Schreiber, et le fils de Mme P..., de Paris, qui a un an d'Algérie, le trouve « *réel mais plutôt en dessous de la vérité* ».

M. J.-A. Werlin, 17 ans, étudiant en sciences, trouve que, « *pseudo-intellectuels fatigués* », nous ferions mieux « *de tenter de comprendre l'œuvre sociale et la politique étrangère du gouvernement, le meilleur de cette République sans doute* ».

Mme Gromaire, de Lannion, écrit : « *Ma voix est toute petite et très modeste, mais c'est celle d'une éducatrice qui, chaque jour, depuis trente ans, enseigne aux enfants dont elle a la charge l'amour de la vérité, de la justice, du courage sous toutes ses formes. C'est aussi la voix d'une socialiste épouvantée des actes honteux commis par un gouvernement socialiste contre la liberté d'expression.* »

Et il nous est impossible, faute de place, de citer les noms de tous les lecteurs qui nous disent leur solidarité et leurs encouragements.

...Et des motions

Les quatre comités du 5e arrondissement et les Jeunesses radicales-socialistes du 1er secteur « *constatent la dégradation profonde de l'Etat républicain* », considèrent que M. Bourgès-Maunoury « *se pencherait plus utilement sur ses propres responsabilités dans les faiblesses du commandement que sur les articles d'un journaliste manifestement sincère* ».

Les étudiants radicaux, membres de l'A.P.E.R.S., « *émus par les révélations faites par MM. Hovnanian, Servan-Schreiber et P.-H. Simon* », remarquent que « *les véritables atteintes au moral de l'armée ne sont pas le fait des hommes qui dénoncent les erreurs commises mais de ceux qui les tolèrent ou sont incapables de les empêcher* ».

Le bureau de la C.G.T. s'est élevé contre les poursuites et l'inculpation de J.-J. Servan-Schreiber.

Les représentants des fédérations de la Jeune République, du Mouvement de Libération du peuple et de la Nouvelle Gauche des départements suivants : Ain, Rhône, Loire, Haute-Loire, Saône-et-Loire, Isère, Savoie et Haute-Savoie, s'élèvent contre l'inculpation de G. Montaron et de J.-J. Servan-Schreiber, félicitent P.-H. Simon, rendent hommage au général de Bollardière, au professeur Capitant, à Vercors.

Les médecins de Marrakech

Par suite d'une mauvaise transmission téléphonique, nous avons commis une erreur dans un précédent article de notre correspondant particulier au Maroc, en indiquant qu'il ne restait qu'un seul médecin français à Marrakech.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et plus particulièrement auprès des vingt-cinq médecins français (chiffre communiqué par le ministère de la Santé à Rabat), actuellement en fonctions à Marrakech, qui poursuivent leur tâche avec courage et désintéressement.

Un lecteur, M. Jean Lacroix, président de l'Union marocaine des Cadres, nous donne cette précision : le médecin-chef d'un grand service chirurgical, ancien interne, cinq ans de service, perçoit un salaire mensuel de 97.000 francs, auquel s'ajoute une indemnité dite de « travaux supplémentaires » variant de 5 à 10.000 francs par mois.

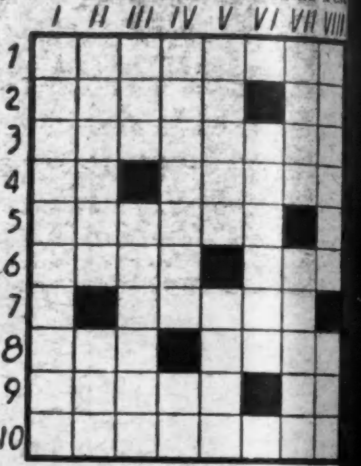
Ils ne se sont pas vus

Nous avons noté, dans notre précédent numéro, parmi d'autres rencontres inopinées de la vie parisienne, la présence le même soir, dans le même restaurant (la brasserie Lipp), à quelques tables de distance, de l'ancien président de l'Assemblée algérienne, M. Farès, et de M. Robert Lacoste, habitué de l'établissement.

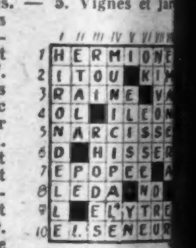
M. Farès nous prie de préciser qu'il s'est rendu une seule fois chez Lipp (ce jour-là) en compagnie de l'ancien vice-président de l'Assemblée algérienne, M. Mesbah, et qu'il n'a pas remarqué la présence de M. Robert Lacoste.

Mots croisés n° 77

Horizontalement : 1. Quarante-huit heures avant *L'Express*. — 2. Silice hydratée pour le chimiste, porte-malheur pour le superstitieux. En épelant, suggère un passé très récent. — 3. Celle du nu n'est



pas mise en doute. — 4. Pas livré. La mort est le salaire de l'amour que lui portent les femmes. — 5. Vignes et jardins redoutent ses ravages. — 6. Administré. Se plaint sous ses cors. — 7. Passa ses examens de médecine avec la certitude d'avoir au moins un client. — 8. Rouge et blanche, ferme et sucrée. D'une expression marquant l'émulation. — 9. Dans un langage sans rudesse, équivaut curieusement au chou, au poulet ou au loup. Ne fo[...] souvent qu'un caractère. — 10. Servant[...]



Solution du n° 76.

Verticalement : I. Robespierre ou Jacques Balmat. — II. Ses coups sont parfois requis. Indique l'agent. — III. A la Yul Brynner. Celle des blanches se fait dans l'ombre, celle des noirs se fit en plein jour. — IV. A beaucoup de touches. Obstacle ou consolation. — V. Invitation à un nouvel examen. Bonnes, quand ils sont braves. — VI. Domine l'Arc. — VII. Pour ne pas se répéter. Traditionnellement adressé à un prince. — VIII. Smyrniote qui vint mourir sur les bords du Rhône. Désinence de noms de métier.

HERVÉ RICHARD
27, CHAMPS-ÉLYSÉES . OUVERT LE LUNDI
LA PLUS BELLE COLLECTION "BEAUX JOURS" DE PARIS - PRIX IMBATTABLES -
Une sélection unique de tissus Français et Anglais
● COSTUMES PRÊT-A-PORTER HR . 22.500 F.
● VESTONS TWEED D'ORIGINE . . . 9.900 F.
● PANTALONS . . . . 4.900 F.